



TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CRÉATIVES



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS

OPPORTUNITÉS
DE CROISSANCE
EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Projet financé par
UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
(اتحاد من أجل المتوسط)



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

ALGÉRIE
BÂTIR UNE INDUSTRIE À LA MESURE DES BESOINS DU PAYS !

ÉGYPTE
DES PROJETS PHARAONIQUES À L'ORDRE DU JOUR

ISRAËL
COLLABORER AVEC LE CENTRE MONDIAL DE L'AGRITECH

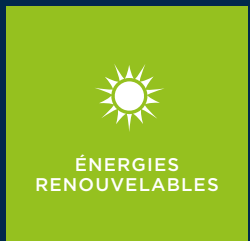
JORDANIE
DES PERSPECTIVES DIVERSIFIÉES POUR LES EXPORTATEURS

LIBAN
DES SEGMENTS PROMETTEURS SUR LE MARCHÉ DOMESTIQUE ET À L'EXPORT

MAROC
UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR !

PALESTINE
UN MARCHÉ RENTABLE MALGRÉ DES CONDITIONS DIFFICILES

TUNISIE
CHAMPION MONDIAL DE L'HUILE D'OLIVE, DES DATTES... ET DEMAIN, DU BIOLOGIQUE !



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

ALGÉRIE
PRÉPARER L'APRÈS-PÉTROLE

ÉGYPTE
L'ÉOLIEN ET LE SOLAIRE EN PLEIN BOOM

ISRAËL
DÉCOLLAGE AMORCÉ !

JORDANIE
L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ VERTE EN LIGNE DE MIRE

LIBAN
DÉCOLLAGE IMMINENT !

MAROC
PREMIER PRODUCTEUR RÉGIONAL D'ÉLECTRICITÉ VERTE EN 2020

PALESTINE
PLACE AUX INVESTISSEMENTS PRIVÉS !

TUNISIE
LE PAYS LANCE SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

ALGÉRIE
VALORISER LE PATRIMOINE, LES SAVOIR-FAIRE... ET LA JEUNESSE !

ÉGYPTE
MISER SUR LE CHAMPION CULTUREL DU MONDE ARABE

ISRAËL
LA *START-UP NATION* À LA POINTE DE LA CRÉATIVITÉ

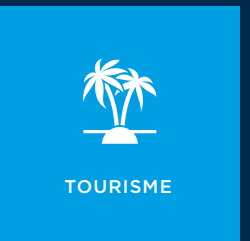
JORDANIE
LES JEUX-VIDÉO EN TÊTE DES INDUSTRIES D'AVENIR

LIBAN
UNE MYRIADE DE MARCHÉS PORTEURS !

MAROC
DES MARCHÉS EN PLEIN ESSOR !

PALESTINE
UNE RICHESSE INEXPLOITÉE, VECTEUR D'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

TUNISIE
UN PAYS AUX MILLE TALENTS ET SAVOIR-FAIRE



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

ALGÉRIE
TOUT RESTE À FAIRE !

ÉGYPTE
RECONSTRUIRE LA CONFIANCE ET MONTER EN GAMME

ISRAËL
ACCÉLÉRER L'ÉMERGENCE D'UNE OFFRE DE VACANCES MOINS CHÈRES

JORDANIE
LE ROYAUME DE TOUS LES TOURISMES

LIBAN
DES NICHES À FORT POTENTIEL POUR LES INVESTISSEURS

MAROC
ÉTOFFER L'OFFRE DE LA 1^{ÈRE} DESTINATION D'AFRIQUE

PALESTINE
UN SECTEUR VITAL EN PLEINE MUTATION

TUNISIE
SUR LA ROUTE DE LA REPRISE !



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

ALGÉRIE
UN MARCHÉ DE 40 MILLIONS D'HABITANTS À DÉFRICHER !

ÉGYPTE
LA PORTE D'ACCÈS VERS L'AFRIQUE ET LE MOYEN-ORIENT EN QUÊTE D'INVESTISSEURS

ISRAËL
DES GRANDS CHANTIERS... ET DES STARTUPS !

JORDANIE
DE NOMBREUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS LE PIPELINE

LIBAN
PRIORITÉ AUX TRANSPORTS TERRESTRES ET À L'INTERMODALITÉ

MAROC
UN SECTEUR EN PLEIN BOOM

PALESTINE
UN DÉVELOPPEMENT TRIBUTAIRE DU PROCESSUS DE PAIX

TUNISIE
DES PROJETS STRUCTURANTS EN COURS D'IDENTIFICATION





TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CRÉATIVES



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS

OPPORTUNITÉS
DE CROISSANCE
EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



Liste d'abréviations

AFD : Agence Française de Développement
CCI : Centre du Commerce International
COMESA : Marché commun de l'Afrique orientale et australe
GAFTA : Grande zone arabe de libre-échange
(Greater Arab Free Trade Area)
IDE : Investissement Direct à l'Étranger
JV : Joint-Venture
M : million
Md : milliard
R&D : Recherche et Développement
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

Cartographie

Les termes employés et la présentation des données figurant sur ces cartes n'impliquent de la part d'ANIMA Investment Network aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La délimitation des frontières est conforme aux documents suivants : Carte No. 3584 Rev. 2 Nations unies, janvier 2004 - Section de cartographie du Département des opérations de maintien de la paix ; Carte No. 4204 Rev. 3 Nations unies, avril 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions ; Carte No. 3795 Rev. 3 Nations unies, mars 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions.

Crédits photographie

LACTIMED (page 2) ; INRA - DIST, Flickr, CC BY 2.0 (page 3 - gauche) ; LACTIMED (page 3 - droite).

Auteurs

Ce guide a été réalisé par Zoé Luçon, Directrice des publications (rédaction), et Inmaculada Ruiz, Chargée de communication (édition), à ANIMA Investment Network, avec l'appui de l'agence Marsatwork (graphisme). Charles Viellard Rostand et Cécile Alimi ont également participé au travail de recherche et de rédaction. La traduction en anglais a été effectuée par Karim El Arnaouty.

© Copyright EUROMED Invest 2017 - Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés pour tous pays. N°ISBN : 2-915719-60-8

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



WWW.EUROMEDINVEST.EU

INFO@EUROMEDINVEST.EU



#EUROMEDInvest



EUROMED Invest



EUROMED Invest

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

EUROMED Invest est un projet de quatre ans (2013-2017), cofinancé à 80 % par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions d'euros. Il est coordonné par ANIMA Investment Network dans le cadre du consortium MedAlliance.



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE

EUROMED
INVEST



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE



Ce guide s'adresse aux entreprises du secteur agroalimentaire souhaitant mieux connaître les pays du sud de la Méditerranée. Aperçu des opportunités d'affaires, exemples de projets menés par des opérateurs étrangers, principaux événements business en Algérie, en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie... autant d'informations qui accéléreront votre prospection !

INVESTIR DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN MÉDITERRANÉE : POURQUOI ?

L'agroalimentaire constitue l'un des secteurs les plus stratégiques pour les opérateurs étrangers intéressés par les marchés du sud et de l'est de la Méditerranée. Dans la plupart des pays MED, l'agriculture représente plus de 10 % du PIB et 10 à 25 % du commerce. Côté défis, les pays méditerranéens font d'abord face à une hausse de leurs besoins alimentaires, conséquence de leur croissance démographique et des changements récents dans les modes de consommation. Ils subissent également de plein fouet les effets du changement climatique, qui impacte à la baisse les rendements agricoles en augmentant les besoins en eau des plantes - alors même que le stress hydrique s'aggrave. Enfin, sur le plan de la sécurité alimentaire, la plupart des pays MED dépendent fortement de leurs importations alimentaires et donc des fluctuations des marchés internationaux, tout particulièrement pour les céréales, le sucre, les plantes oléagineuses et la viande.

Les révoltes sociales qui ont précédé les « printemps arabes » ont mis en exergue l'urgence d'une réduction de la vulnérabilité alimentaire et d'un développement plus intégré des zones rurales. L'objectif d'auto-dépendance alimentaire semble le plus pertinent dans le

contexte méditerranéen : fortifier la production, exporter les produits relevant des ressources du pays, fruits et légumes en tête, et n'importer que ceux qui n'en relèvent pas. Certains pays ont ainsi significativement progressé sur cette voie, comme le Maroc et la Tunisie, mais la situation demeure largement problématique pour d'autres, comme l'Algérie, l'Egypte ou encore le Mashreq.

Le sud de la Méditerranée dispose d'atouts majeurs pour renforcer son secteur agroalimentaire et attirer des opérateurs étrangers : des conditions agro-climatiques variées, rendant possible une production diversifiée, une main d'œuvre compétitive, des débouchés en Europe, dans les pays arabes et en Afrique, une volonté politique forte de développer le secteur et d'accompagner sa montée en gamme (avec la création d'agropoles notamment) et enfin une excellente réputation culinaire, du Maroc au Liban, avec des produits du terroir emblématiques de la diète méditerranéenne, pour lesquels il existe une demande internationale et interne croissante.

NICHES ET SECTEURS PRIORITAIRES

Moderniser et accroître la production des filières stratégiques

Les principales opportunités concernent d'abord les cultures à rendement élevé présentant de bons potentiels d'exportation, fruits et légumes frais en tête. Plusieurs pays MED figurent ainsi parmi les premiers exportateurs mondiaux de dattes mais aussi de haricots, de tomates et d'oranges : une liste qui s'étoffe rapidement ! La seconde orientation stratégique concerne les filières encore peu développées par rapport à la demande interne : produits laitiers, produits transformés et aquaculture notamment. Il existe enfin un fort potentiel de création de valeur lié à l'amélioration du packaging et de la qualité.



Exploiter les niches à fort potentiel de croissance

Les produits agricoles et transformés typiques et de qualité représentent une opportunité importante pour renforcer la compétitivité des industries agroalimentaires de la région. C'est notamment le cas des ingrédients et procédés constituant la diète méditerranéenne (horticulture, huiles végétales, légumes transformés, produits laitiers, plantes aromatiques et médicinales, etc.), des plats cuisinés mais aussi du biologique et du halal. Les produits biologiques bénéficient en effet d'une attention accrue de la part de consommateurs internationaux, de plus en plus intéressés par les produits du « panier méditerranéen ». La niche du halal est également en pleine croissance, boostée par une demande accrue des marchés européens et asiatiques.



Contribuer à la mise en place d'une agriculture durable

De nombreux acteurs publics et privés se sont déjà engagés sur la voie de la transformation de l'agriculture méditerranéenne pour relever les défis de la durabilité et de l'adaptation au changement climatique. De nombreux acteurs publics et privés se sont déjà engagés sur cette voie. Les entreprises européennes sont bien positionnées pour contribuer à l'adoption de pratiques et de technologies préservant les ressources en eau et la qualité des sols : diversification et sélection de variétés adaptées aux conditions locales, systèmes intégrés (agriculture et élevage ou aquaculture notamment), technologies de « goutte à goutte »... L'agriculture biologique, en plein boom, permet également de limiter les intrants chimiques dont on connaît désormais le coût environnemental et sanitaire, et de répondre à l'attente croissante de qualité et de traçabilité des consommateurs.



AGROALIMENTAIRE EN ALGÉRIE

BÂTIR UNE INDUSTRIE À LA MESURE DES BESOINS DU PAYS !

L'

Algérie dispose d'une surface arable de 8,4 millions d'hectares et qui atteindra 9 millions d'hectares en 2019 grâce à de nouvelles attributions foncières par l'Etat.

12 % de la superficie est irriguée. Les exploitations sont majoritairement à petite échelle : 70 % font moins de 10 hectares et 80 % sont des fermes individuelles. La large diversité des milieux agro-climatiques permet une production variée, étalée sur toute l'année, avec d'importants débouchés sur le marché domestique (40 millions d'habitants) mais aussi dans le reste du bassin méditerranéen et en Afrique.

La question de la dépendance alimentaire revêt un caractère ultra-stratégique : 75 % des besoins sont encore assurés par les importations, et la balance commerciale agricole est lourdement déficitaire. Malgré les plans de développement sectoriels initiés en 2000, les exports demeurent faibles et les imports (blé et produits laitiers notamment) représentaient une facture de 8 milliards d'euros en 2015, soit 5,6 % du PIB. Le gouvernement met donc l'accent sur l'intensification des techniques de production, l'optimisation de la consommation d'eau et la sécurité alimentaire, tout particulièrement pour les filières stratégiques des céréales, du lait, des fourrages, de la viande et des légumes secs. Plusieurs mécanismes de facilitation et

avantages fiscaux ont été déployés afin d'encourager l'investissement, et l'importation de nombreux produits a été limitée (poudre de lait) voire interdite (agrumes et les légumes frais pendant la saison de production) début 2017. L'Etat cherche également à faciliter l'accès au foncier grâce à des appels d'offres comme celui lancé en novembre 2016 afin de réaliser 600 000 hectares de projets structurants, pour un investissement supérieur à 5 milliards d'euros. Avec de nouvelles pratiques agricoles « intelligentes », l'Algérie aura tous les atouts pour assurer sa prospérité alimentaire et même devenir exportatrice d'une large part de sa production.

De nombreuses entreprises étrangères sont ainsi déjà présentes à travers la vente d'équipements, le transfert de savoir-faire ou des projets d'investissement. Les besoins technologiques concernent des sujets aussi variés que la mécanisation de la production, l'irrigation, les cultures sous serres ou encore les méthodes de conservation et de stockage sous froid. De nombreux segments sont prometteurs : production et/ou transformation de viande, de fruits et légumes, de lait, de produits du terroir (dattes, huiles végétales, raisins de table...), de bois et liège ou encore d'huiles essentielles.

ILS ONT INVESTI EN ALGÉRIE...

American International Agriculture Group (États-Unis). 2017. Le groupe forme une JV 49/51 avec Tifra Lait pour créer une exploitation diversifiée de 25 000 hectares dans la région d'Adrar (120 M€).

Al Ghurair (Émirats arabes unis). 2015. La holding investit dans des silos à grains capables de contenir 165 000 tonnes métriques (35,6 M€).

American International Agriculture Group (AIAG) (États-Unis). 2015. La société d'ingénierie agricole crée El Firma, JV 49/51 avec l'Algérien Lacheb, afin de lancer une ferme pilote de 6 000 ha (44,2 M€).

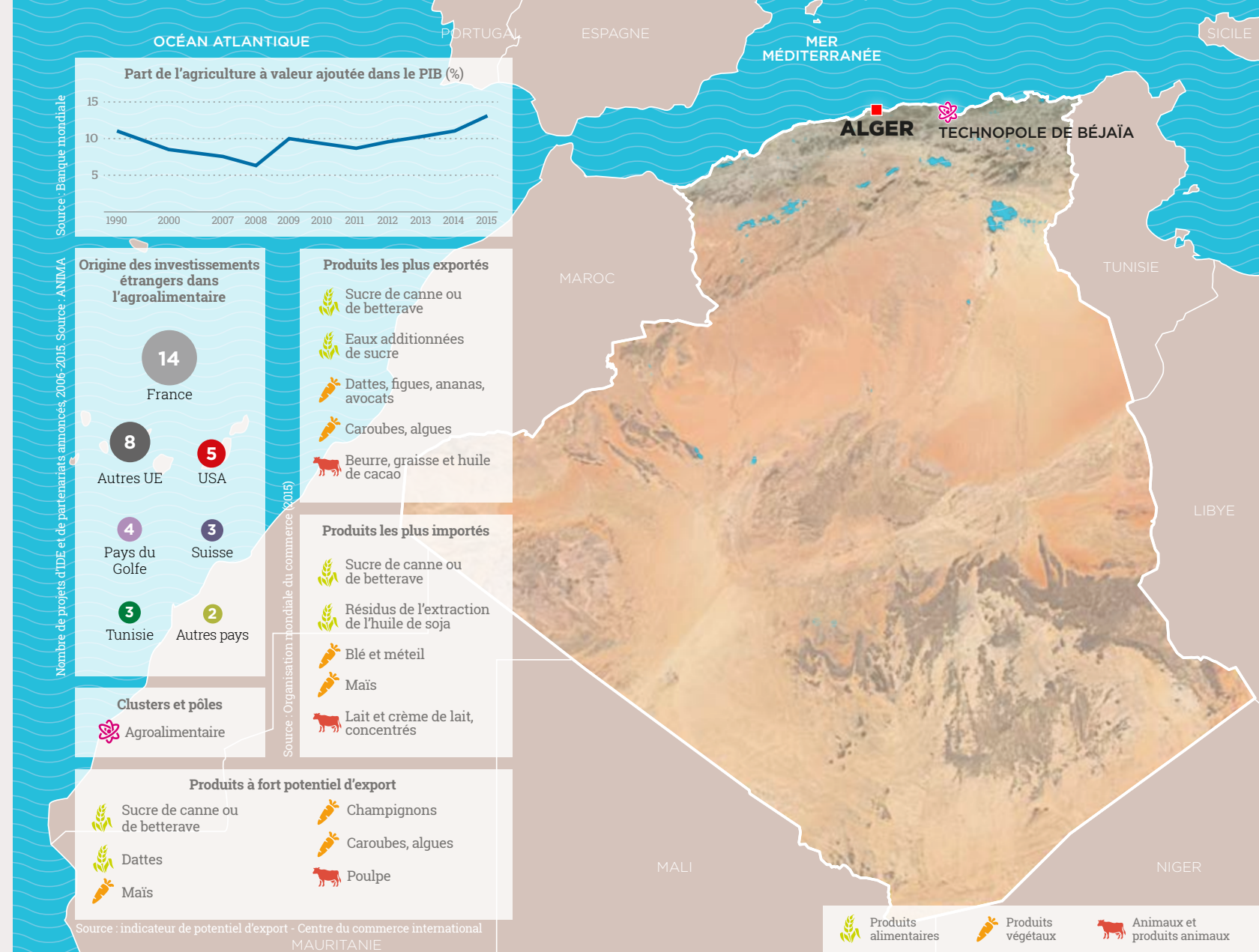
Avril (France). 2015. Sim Sander, la JV 49/51 du groupe avec l'Algérien SIM, inaugure sa première usine d'aliments pour bétail à Aïn Defla (5,7 M€).

Danone (France). 2015. La filiale locale du groupe, DDA, rachète les lignes de production de yaourts de l'algérien Laiterie Trèfle, à Blida, et investit pour les développer (18,6 M€).

EVÉNEMENTS PHARES

Djazagro : salon international de l'agroalimentaire à Alger. 20 000 visiteurs pour la 16^{ème} édition (9-12 avril 2018).

SIMA-SIPSA : salon de l'élevage et de l'agro-équipement à Alger. 600 exposants et 18 000 visiteurs pour la 2^{ème} édition (10-13 octobre 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Programme Felaha 2019 (2016) : priorités accordées à l'irrigation et la mécanisation et au développement de filières stratégiques afin de limiter la facture des importations alimentaires à 2 milliards de dollars d'ici 2019. Consultable sur le site du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche (MADRP) : www.minagri.dz

Lancement d'appels d'offres : pour la création d'exploitations (terres arables et élevage), selon la règle 51/49 % s'appliquant aux investissements étrangers en Algérie, par le MADRP.

CONTACTS UTILES

Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) : www.andi.dz

Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) : www.cnagri.dz/qui-sommes-nous.html

Associations professionnelles :

Union des Industriels de l'Agroalimentaire (UNIDA) - Tél : +231 (0)21 32 89 43
Fédération nationale de l'agroalimentaire - Tél : +213 (0) 21 51 32 71



AGROALIMENTAIRE EN ÉGYPTÉ

DES PROJETS PHARAONIQUES À L'ORDRE DU JOUR



Égypte dispose d'une surface arable limitée (2,7 millions d'hectares, soit 3 % de sa superficie totale), mais extrêmement fertile : deux récoltes annuelles sont possibles autour du Nil. Le secteur agricole représente 14 % du PIB et emploie environ un quart de la main d'œuvre du pays, pour l'essentiel dans des exploitations à petite échelle.

Les grandes cultures (coton, maïs, riz, blé, sorgho, fèves) constituent 75 % de la valeur produite mais ne couvrent pas la demande locale : la moitié des produits consommés sont importés, pour une facture qui avoisinait 10 milliards de dollars en 2015.

L'indépendance alimentaire constitue donc un enjeu primordial dans le pays le plus peuplé de Méditerranée et du monde arabe (93 millions d'habitants). L'Etat prévoit d'investir seul ou avec le secteur privé avec des objectifs recensés dans sa « Vision 2030 » : renforcement de la surface agricole (relance en 2015 du New Valley (ou Toshka) project et annonce du « 1.5m Feddan project » visant à accroître de 17 % les terres arables du pays), soutien à l'agro-industrialisation, création de centres de stockage et de distribution, développement de l'aquaculture, création d'un « centre pour la modernisation de l'agriculture », programme national de développement de la production de viande et de poisson,

amélioration de la gestion de l'eau agricole et créations de clusters agroindustriels. Ces efforts portent leurs fruits : le pays est récemment redevenu exportateur net de fruits et légumes, de coton, de riz ou encore de fleurs coupées.

Les perspectives d'investissement sont donc très prometteuses, sur le créneau de la demande intérieure mais aussi sur celui de l'export de produits de qualité. L'Égypte dispose en effet d'un excellent potentiel et de débouchés immédiats au Proche-Orient, en Afrique et en Europe : accords de libre-échange avec l'Europe, les pays arabes (GAFTA) et l'Afrique orientale et australe (COMESA). Des opportunités sont à saisir dans de nombreuses filières : infrastructures logistiques (silos, plateformes...), systèmes d'irrigation mais aussi industries de transformation (fruits et légumes, sucre de betterave, plantes médicinales et aromatiques, produits laitiers, poissons).

Dans le secteur laitier par exemple, le projet européen LACTIMED a mis en avant une vingtaine d'opportunités d'investissements ou de partenariats d'affaires dans les gouvernorats d'Alexandrie et de Beheira, allant de la production d'aliments pour le bétail à celle de produits laitiers (yaourts, fromages), en passant par la fabrication de cuves à lait.

ILS ONT INVESTI EN EGYPTÉ...

Danone (France). 2016. Le groupe fait l'acquisition totale de l'égyptien Halayeb for Dairy Products and Juice, spécialisé dans les fromages frais.

European Bank for Reconstruction and Development (Royaume-Uni). 2016. La banque entre au capital de la United Sugar Company of Egypt, filiale locale d'un industriel saoudien (90,7 M€).

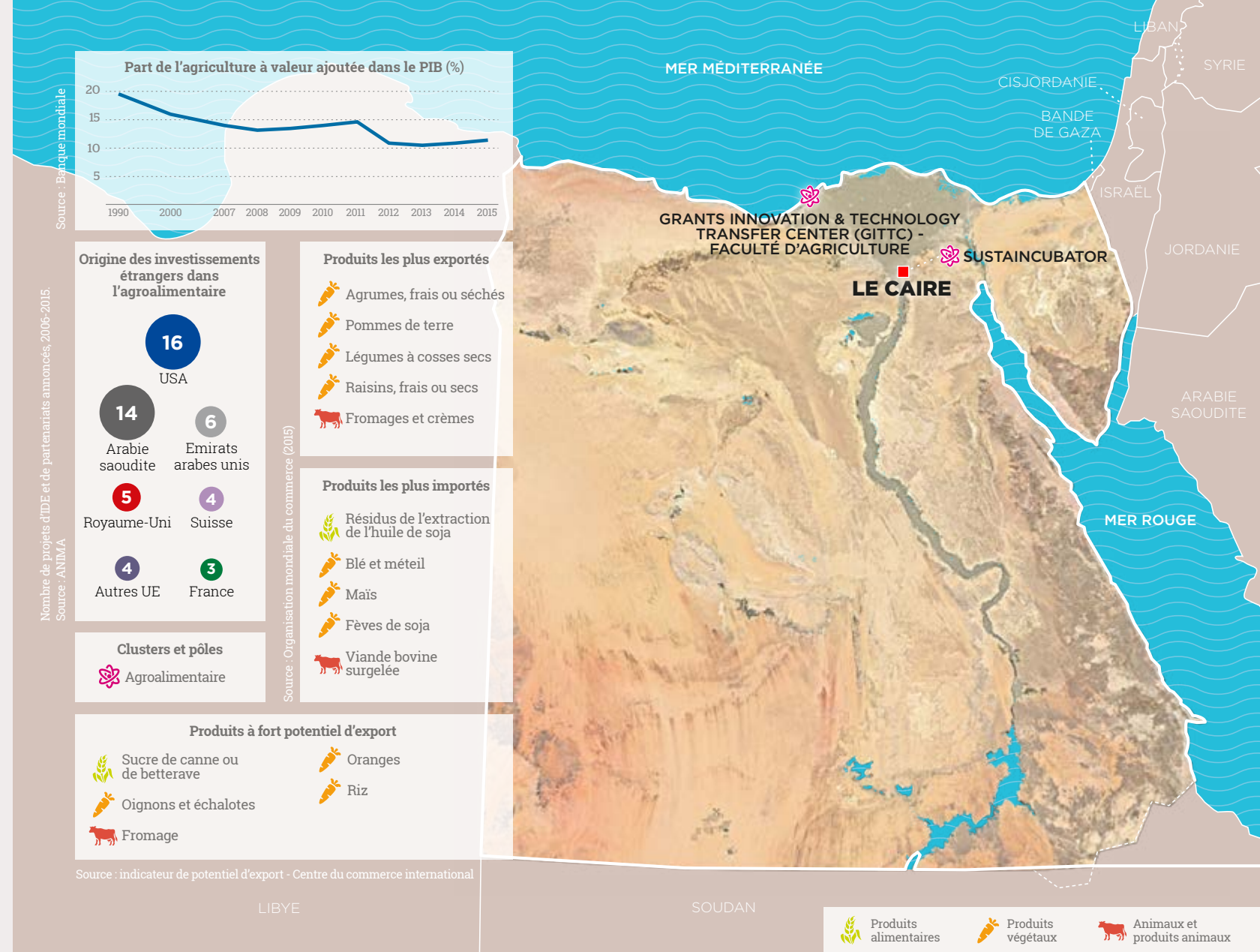
Patchi (Liban). 2016. Le chocolatier construit une nouvelle unité de production de 10 000 m² au Caire pour alimenter prioritairement ses 9 boutiques égyptiennes (3,8 M€).

Al Ghurair (Émirats arabes unis). 2015. Le groupe construit une plateforme logistique à Damiette dédiée au stockage de céréales (702 M€).

Kellogg (États-Unis). 2015. Le groupe acquiert l'entreprise familiale Mass Food, qui produit des céréales pour la grande distribution (38,5 M€).

EVÉNEMENT PHARE

FoodAfrica : foire internationale du secteur alimentaire et boissons pour l'Égypte et l'Afrique, au Caire. 500 exposants pour la 4^{ème} édition (22-24 avril 2018). Organisation simultanée avec Africa Food Manufacturing, dédiée aux industries de l'emballage et de la transformation.



STRATÉGIE NATIONALE

Agricultural Sustainable Development Strategy 2030 (2009) : stratégie de modernisation du secteur et programme d'investissement - non mise en œuvre en 2017.

Vision 2030 (2016) : cinq projets et programmes prévus dans la stratégie de développement nationale (sur un total de 77) portent sur l'agroalimentaire - www.sdsegypt2030.com.

CONTACTS UTILES

General Authority for Investment (GAFI) : www.gafi.gov.eg

Ministère de l'Agriculture : www.agr-egypt.gov.eg

Associations professionnelles :
Chamber of Food Industry (CFI), sous la houlette de la Federation of Egyptian Industries (FEI) - www.egycofi.org.eg



AGROALIMENTAIRE EN ISRAËL

COLLABORER AVEC LE CENTRE MONDIAL DE L'AGRITECH

Israël dispose d'une surface arable faible en comparaison avec sa population (environ 300 000 hectares pour 8,5 millions d'habitants), et de ressources hydriques limitées, avec un risque de pénurie accru par le réchauffement climatique. Le pays mise donc largement sur les technologies pour assurer sa production agricole : de la tomate cerise à l'irrigation au goutte-à-goutte, un large éventail de solutions ont été développées afin d'accroître la mécanisation et de réduire la consommation d'eau et de pesticides.

Israël détient ainsi les meilleurs taux de productivité au monde dans plusieurs filières comme la production laitière, le coton ou encore les olives. L'agriculture représente en moyenne 3 % du PIB israélien et environ 18 % de la production nationale est exportée, pour un montant annuel de plus de 3 milliards de dollars. 80 % de la production agricole est issue des entreprises coopératives (kibboutz et moshav).

L'avance technologique israélienne ne permet cependant pas de compenser la faiblesse des ressources naturelles et d'atteindre l'indépendance alimentaire : le pays importe 90 % de sa consommation de céréales et de sucre et 50 % de celle de viande bovine. Pour soutenir le secteur, le gouvernement encourage fortement la R&D (qui reçoit 17 % de l'enveloppe globale dédiée à l'agriculture) et prépare une réforme

ILS ONT INVESTI EN ISRAËL...

Nestlé (Suisse). 2016. Le géant rachète les 36 % qu'il ne détenait pas encore dans Osem, n°3 de l'agroalimentaire en Israël (750 M€).

Innovation Endeavors (États-Unis). 2015. Le fonds d'investissement créé par Eric Schmidt investit dans la startup Weissbecker, qui développe le système de suivi par capteurs Beverage Analytic (1 M€).

Bright Food (Chine). 2014. Le groupe prend le contrôle du n°1 de l'industrie alimentaire israélienne Thuva en rachetant les 76 % du capital détenus par le fonds britannique Apax Partners (886 M€).

Rhone Group (États-Unis). 2013. Le fonds de capital investissement rachète afin de les restructurer les activités et les filiales d'Eden Springs, un producteur local d'eau minérale (70 M€).

majeure visant à supprimer barrières douanières et systèmes de quotas pour passer à un soutien direct aux agriculteurs.

Les opportunités pour les entreprises étrangères résident ainsi dans l'export de produits en Israël ainsi que dans l'établissement de partenariats avec les quelque 200 entreprises innovantes du secteur. Ces dernières s'illustrent dans de nombreux domaines, comme l'agriculture de précision, la production de semences et jeunes plants, la production avicole et laitière, les technologies post-récolte, le stockage de céréales, l'alimentation animale ou encore la mariculture.

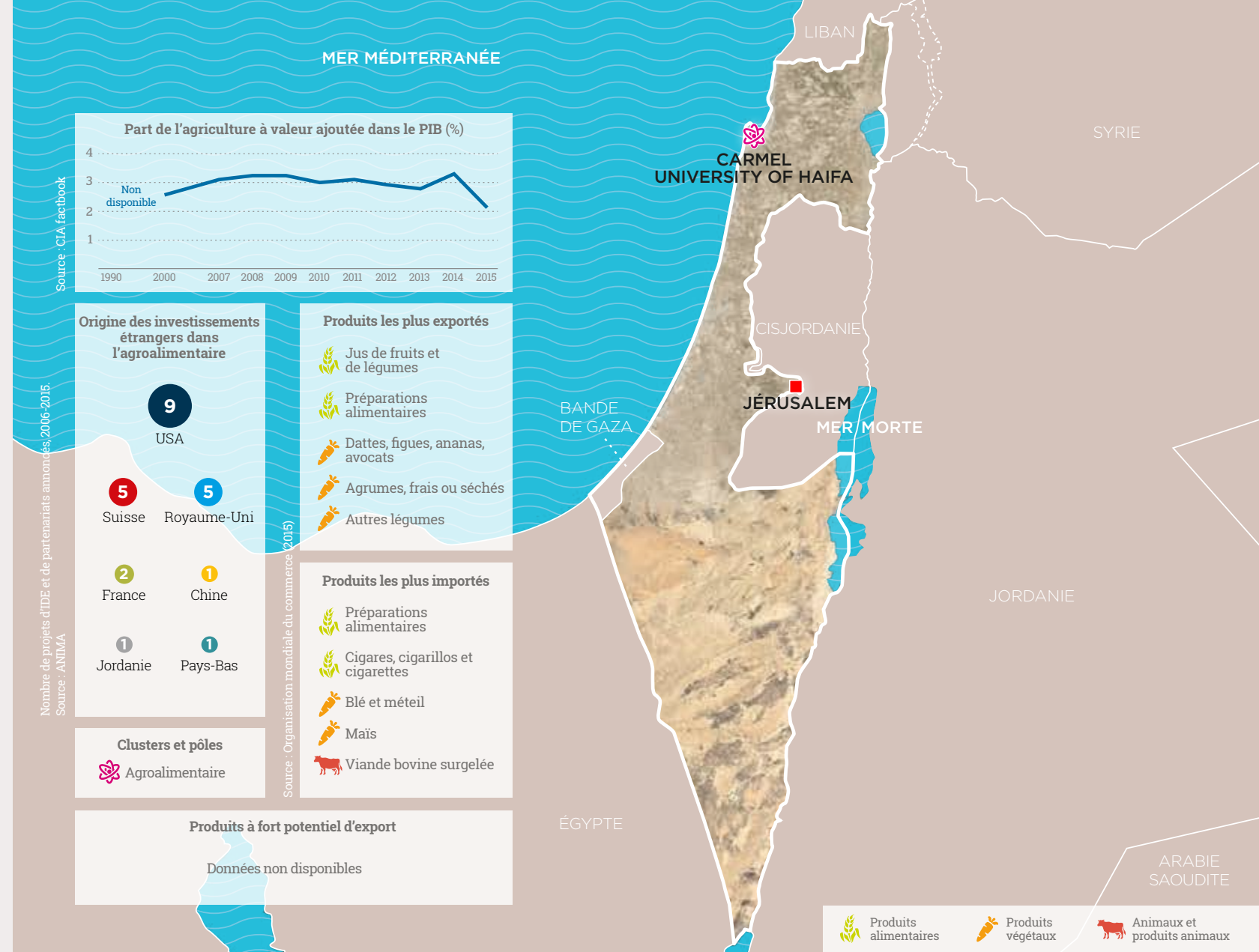
Pour ce qui est de la vente de produits agroalimentaires en Israël, les entreprises européennes disposent de plusieurs avantages compétitifs, notamment sur le plan douanier : l'accord d'association signé en 2000 puis l'accord agricole entré en vigueur en 2010 ont permis de limiter les droits de douanes et d'harmoniser les nomenclatures, et la perspective de libéralisation complète du secteur permettra de créer de nouvelles opportunités. Les créneaux les plus intéressants concernent l'alimentation de qualité (biologique, sans sucre ajouté, sans gluten...), respectant la certification casher exigée par la majorité des supermarchés, petits commerces et des acheteurs institutionnels israéliens et qui se retrouve sur la table d'environ 60 % de la population.

Fauchon (France). 2013. Le propriétaire de Fauchon investit dans Carmel Winery à Zikhron Yaakov via un consortium mené par l'israélien Kedma Capital (2,6 M€).

EVÉNEMENTS PHARES

Israfood Tel Aviv : foire annuelle du secteur agroalimentaire. Plus de 200 exposants pour la 34^{ème} édition (28-30 novembre 2017).

Agritech : conférence triennale des technologies agricoles à Tel Aviv. Plus de 250 exposants pour la 20^{ème} édition (8-10 mai 2018).



STRATÉGIE NATIONALE

Réforme agricole en cours de préparation

Incitations à l'investissement dans le secteur agricole : subventions et avantages fiscaux dédiés (*Encouragement of Capital Investment in Agriculture Law*), mise en œuvre par l'Agricultural Investment Administration du ministère de l'Agriculture et du Développement rural : www.moag.gov.il

CONTACTS UTILES

Invest in Israel : www.investinisrael.gov.il

Plateforme de mise en relation avec les startups israéliennes :

www.startupnationcentral.org

Section dédiée aux agritechs : blog.startupnationcentral.org/category/agritech

Plateforme de mise en relation avec les exportateurs israéliens :

www.isralexporter.com (rubriques « Food & Beverage » et « Agrotech »)

Fédérations professionnelles :

The Food Industries Association, au sein de la Manufacturers' Association of Israel (MAI) - www.industry.org.il/Eng



AGROALIMENTAIRE EN JORDANIE

DES PERSPECTIVES DIVERSIFIÉES POUR LES EXPORTATEURS

La Jordanie dispose d'une surface arable faible (237 500 hectares) et de ressources hydriques extrêmement rares. Principale zone de production, la vallée du Jourdain dispose de conditions idéales pour produire et exporter fruits, légumes, fleurs et plantes aromatiques tout au long de l'année, avec d'excellents rendements.

La région des plateaux abrite quant à elle des grandes cultures, du maraîchage et des arbres fruitiers, irrigués ou non. La production agricole concerne majoritairement l'horticulture, l'élevage de volaille et l'élevage extensif, et émane de petites fermes et de quelques grandes exploitations situées à Mafrqa, Shobak et dans la vallée du Jourdain.

Au total, la Jordanie, dont la population dépasse les 9 millions de personnes en 2017 en raison de l'afflux massif de réfugiés, importe 98 % de ses besoins alimentaires. L'agriculture représente environ 4 % du PIB et 17 % des exports, et emploie 15 % des actifs (majoritairement étrangers), mais elle décline en raison du stress hydrique croissant. L'industrie de transformation est pour sa part peu développée.

Le gouvernement soutient le secteur à travers des aides directes aux exploitants (exemptés de droits de douane, de taxes à la vente et d'impôts sur les revenus) et des subventions aux projets d'infrastructure

et de R&D. Le secteur agricole est libéralisé et des accords de libre-échange ont notamment été conclus avec les pays arabes, principaux destinataires des exports agricoles jordaniens, et l'Europe.

Les exportations agricoles européennes en Jordanie représentaient 700 millions d'euros en 2016 : céréales, sucre, lait en poudre, huiles végétales, fromage, légumineuses... Certaines entreprises étrangères ont également implanté des unités de production et de transformation destinées au marché local mais aussi aux pays voisins : pays arabes, Moyen-Orient et Afrique du Nord.

C'est par exemple le cas de l'américain Del Monte, présent depuis 1997 au travers d'une unité intégrée dédiée à la volaille, et qui envisage aujourd'hui d'investir dans les fruits et légumes, de la culture hors sol à la transformation. Le groupe cible la demande régionale et une offre de produits « santé », compatible avec la recommandation des 5 fruits ou légumes par jour. Un autre segment prometteur réside enfin dans l'apport de technologies destinées à améliorer les rendements agricoles des exploitations jordaniennes : le rapport de planification économique 2018-2022 cite ainsi parmi les priorités le développement du recours à l'hydroponie et aux TIC.

ILS ONT INVESTI EN JORDANIE...

Standard Chartered (Royaume-Uni). 2014. La branche capital-investissement de l'entreprise devient actionnaire minoritaire du producteur et distributeur d'aliments pour volaille Al Jazeera (26 M€).

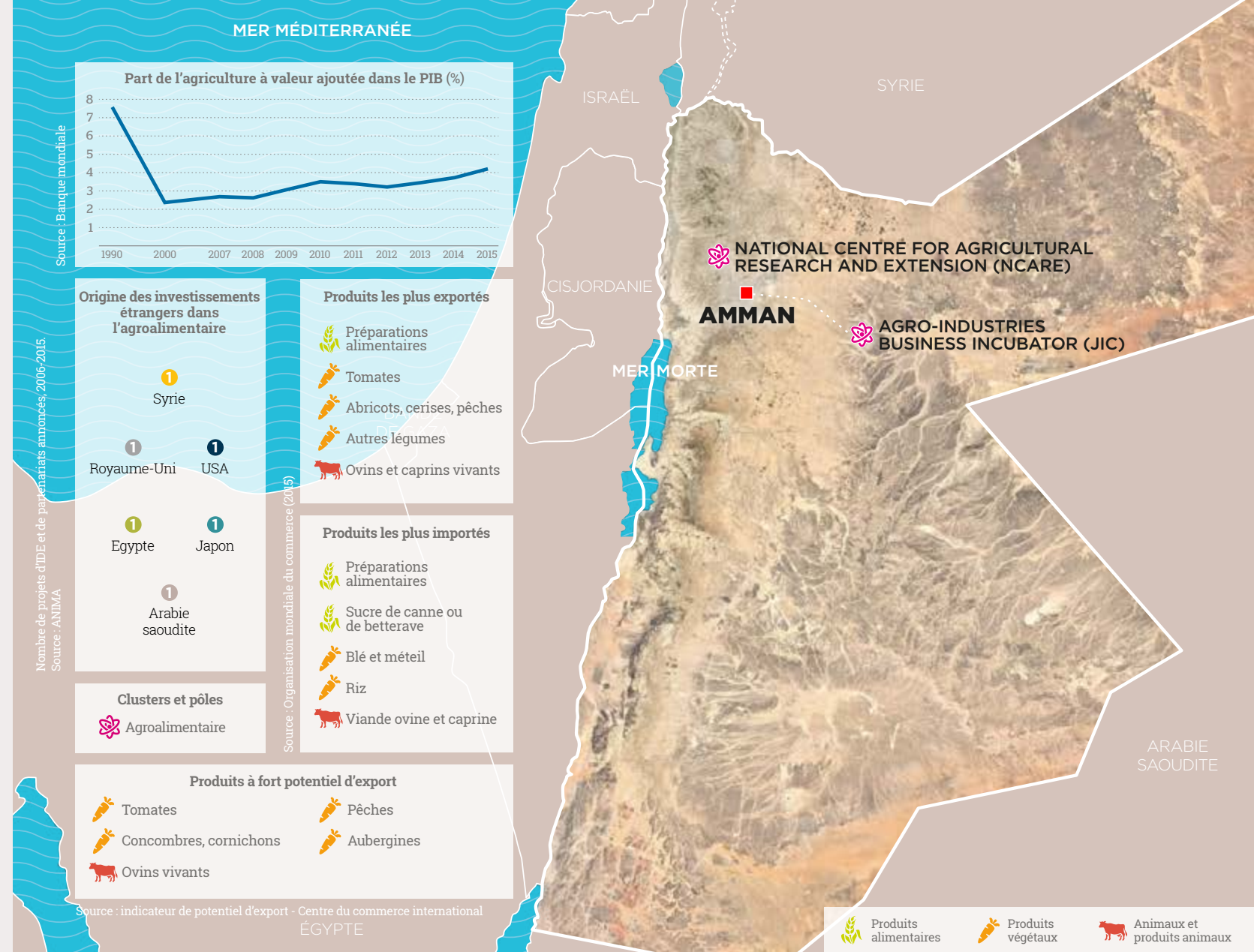
Al Akrami (Syrie). 2012. Le propriétaire de l'entreprise, Mamoun Akrami, installe une usine d'alimentation et de confiserie dans la zone industrielle d'Al Hussein à Karak (1,1 M€).

Japan Tobacco (Japon). 2010. La filiale hollandaise du groupe, JTI Holand Food and Beverage, construit une usine de production à Na'oor, 20 km au sud d'Amman (15,9 M€).

PepsiCo (USA). 2009. International Dairy and Juice, JV 52-48 de PepsiCo et du saoudien Almarai, reprend les 75 % qu'Almarai détenait au capital du producteur laitier jordanien Taiba.

EVÉNEMENT PHARE

Jordan Food : foire internationale du secteur alimentaire à Amman. 65 exposants pour la 3^{ème} édition (5-9 juillet 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Jordan Economic Growth Plan 2018-2022 : 13 propositions de réformes et 22 projets publics visant à améliorer la productivité agricole. Consultable sur www.rhc.jo

CONTACTS UTILES

Jordan Investment Commission : www.jic.gov.jo/portal

Ministry of Agriculture (MoA) : www.moa.gov.jo

Jordan Exporters and Producers Association for Fruits and Vegetables : www.jepa.org.jo



AGROALIMENTAIRE AU LIBAN

DES SEGMENTS PROMETTEURS SUR LE MARCHÉ DOMESTIQUE ET À L'EXPORT

Climat, ressources en eau, disponibilité et qualité des sols : le Liban dispose de conditions agricoles parmi les plus favorables du monde arabe, avec en particulier une surface arable de 132 000 hectares pour une population qui dépassait les 6 millions de résidents en 2016. Malgré cela, le secteur agricole ne participe qu'à 5 % du PIB environ, et emploie 5 % des actifs. Il connaît cependant un essor réel : la production a ainsi augmenté de 11 % entre 2011 et 2014. Les filières de transformation agroalimentaires sont quant à elles bien développées : elles constituent le premier secteur de l'industrie libanaise, mais sont essentiellement le fait de très petites entreprises (6 employés en moyenne).

L'agroalimentaire libanais présente donc un excellent potentiel de développement alors que d'une part, 85 % des besoins alimentaires du pays sont importés, et d'autre part, le pays dispose d'une bonne image de marque pour ses exports agroalimentaires, qui trouvent des débouchés régionaux croissants. Fort d'une longue tradition de libéralisme économique et d'ouverture à l'Occident, le Liban a conclu des accords de libre-échange avec de nombreux Etats et régions, dont l'Europe (100 millions d'euros de produits agricoles libanais exportés en 2016, la

ILS ONT INVESTI AU LIBAN...

Yildiz Holding (Turquie). 2016. La marque britannique du groupe, United Biscuits, ouvre un bureau de représentation à Beyrouth afin de promouvoir ses marques de snacks et biscuits.

Aujan (Arabie saoudite). 2014. ACCBC, la JV du groupe avec Coca-Cola, devient actionnaire majoritaire du fabricant et distributeur libanais de boissons gazeuses National Beverage Company.

Carlos Ghosn (Brésil). 2012. L'homme d'affaires, actuel PDG de Renault-Nissan, investit dans la production de vin libanais en devenant partenaire dormant de la cave Ixsir.

Qatar First Investment Bank. (Qatar). 2012. La banque augmente de 15 à 35 % sa participation dans la société libanaise de graines Al Rifai, qui ouvre un site de production de café à Mkallès et 2 magasins à Baabda et Naccache.

plupart sans droits de douanes) et les pays arabes, qui constituent de loin les premiers destinataires de ses exportations agricoles. Les principaux produits libanais exportés sont les fruits et légumes, les vins et alcools, les préparations à base de fruits et les fruits secs.

Le secteur agricole libanais est donc riche en opportunités pour les entreprises étrangères, et attire de fait des investissements croissants : +3,6 % par an en moyenne pour l'agriculture et +7,6 % pour l'agro-industrie au cours des années récentes. Invest in Lebanon mentionne parmi les segments les plus prometteurs des cultures comme les champignons (bonnes perspectives d'exportation), les châtaignes (partiellement importées de Chine alors que plusieurs régions offrent des zones propices à l'exploitation) ou encore l'aquaculture (introduction de systèmes en recirculation pour introduire l'élevage de barramundis, bars et crevettes), ainsi que la construction d'unités d'emballage et d'entrepôts frigorifiques.

Pour ce qui est de l'agro-industrie, Invest in Lebanon met en exergue la production d'huile d'olive, de produits laitiers, de fruits à coque et fruits secs, de vins et de produits transformés comme les laits végétaux, dont les Libanais sont de plus en plus friands.

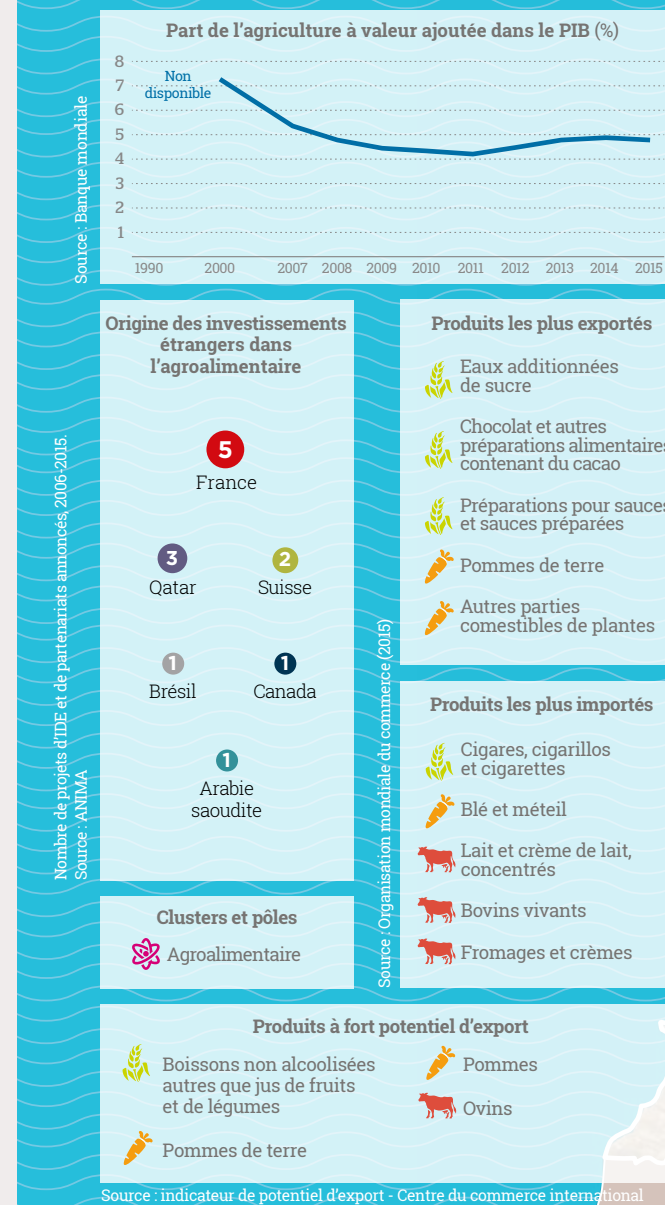
Bel (France). 2012. Le fabricant de fromages acquiert 35,8 % de Biomass, une entreprise libanaise fondée en 2009 et spécialisée dans les produits bio, notamment laitiers.

EVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement dédié en dehors des salons Horeca Lebanon (hôtellerie et services de restauration) et The Garden Show (jardins). Participation libanaise à plusieurs salons internationaux dont ANUGA (Allemagne), SIAL (France) et Gulfood (Emirats arabes unis).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie agricole 2015-2019 (2014) : 3 orientations stratégiques : i. Fournir une alimentation sûre et de qualité ; ii. Accroître la contribution du secteur pour le développement socio-économique du pays ; iii. Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et génétiques. 104 domaines d'intervention planifiés. Consultable sur le site du ministère de l'Agriculture : www.agriculture.gov.lb



Dispositifs de soutien public aux investissements agricoles : prêts à taux bonifiés (Banque centrale), garantie bancaire (Kafalat), exonération d'impôt sur les bénéfices et de taxe sur les dividendes pendant 10 ans (IDAL).

CONTACTS UTILES

Invest in Lebanon (IDAL) : pages dédiées aux secteurs agricole et agroalimentaire (chiffres clés, aides à l'investissement et opportunités d'affaires) - www.investinlebanon.gov.lb

Agrytech, incubateur dédié à l'agroalimentaire soutenu par Berytech : www.agrytech.org

Fédérations professionnelles :
Federation of the Chambers of Commerce, Industry & Agriculture in Lebanon - www.cci-fed.org.lb
Syndicate of Lebanese Food Industries (SLFI) - www.slfi.org.lb
Association of Lebanese Industrialists (ALI) - www.ali.org.lb
Syndicate of Agrifood Traders in Lebanon - www.agrifood.org.lb



AGROALIMENTAIRE AU MAROC

UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR !

Le Maroc, doté d'une surface arable de 8 millions d'hectares et d'une grande richesse agro-climatique, génère une production agricole diversifiée, mais fortement tributaire de la pluviométrie. La part de l'agriculture dans le PIB varie ainsi de 10 à 15 % selon les années - à quoi s'ajoutent environ 4 % pour l'agro-industrie. 15 % des terres cultivées sont irriguées, dans des exploitations maraîchères privées dédiées à l'export et dans des périmètres irrigués plutôt tournés vers la demande locale (lait, sucre, fruits et légumes). Les cultures pluviales concernent quant à elles les céréales, l'olive, les légumineuses et l'élevage.

Loin d'être autosuffisant, le Maroc importe surtout des céréales, des produits laitiers et du sucre. Mais il constitue aussi un exportateur majeur, à destination de l'Europe (60 %) et de nouveaux marchés comme l'Afrique de l'Ouest et du Nord. En 2016, les exports agroalimentaires marocains vers l'Europe se chiffraient à 3,1 milliards d'euros (produits de la mer, fruits et légumes pour l'essentiel), tandis que les imports en provenance de l'Union européenne s'élevaient à 2 milliards d'euros.

Avec l'ambitieux Plan « Maroc vert », le gouvernement soutient depuis 2008 la structuration de grands pôles à haute valeur ajoutée ainsi que la petite agriculture, à même de valoriser au mieux les productions

ILS ONT INVESTI EN MAROC...

Bimbo (Mexique). 2017. Le numéro un mondial de la boulangerie industrielle choisit le Maroc pour sa première opération en Afrique en acquérant Adghal et ses trois usines de production de pain et pâtisseries.

Al Dahra (Émirats arabes unis). 2017. Le groupe investit dans la production de pommes et de fleurs à Azrou, près de Meknès, en ciblant le marché local, l'Afrique et le Moyen-Orient (13,9 M€).

Salim/Indofood (Indonésie). 2016. Le conglomérat construit à Tiflet une usine de nouilles instantanées Indomie après le succès rencontré localement par sa JV de distribution (4,5 M€).

Frulact (Portugal). 2015. La filiale locale du groupe crée Innovafruits, sa 2^{ème} unité de production à Larache, axée sur le traitement des fruits bruts destinés aux yaourts (4 M€).

locales. Il encourage notamment les filières olives, agrumes, raisins, lait et fruits exotiques. Pour assurer sa sécurité alimentaire, le Maroc mise sur l'irrigation (550 000 hectares équipés en goutte à goutte de 2008 à 2020) et la diversification des cultures : plusieurs projets publics et privés concernent par exemple l'introduction du quinoa, qui résiste bien à la sécheresse. L'Etat accompagne aussi depuis 2009 l'agro-industrie, érigée au rang de « métier mondial du Maroc » par le Pacte national pour l'émergence industrielle, et la pêche, avec le plan Halieutis.

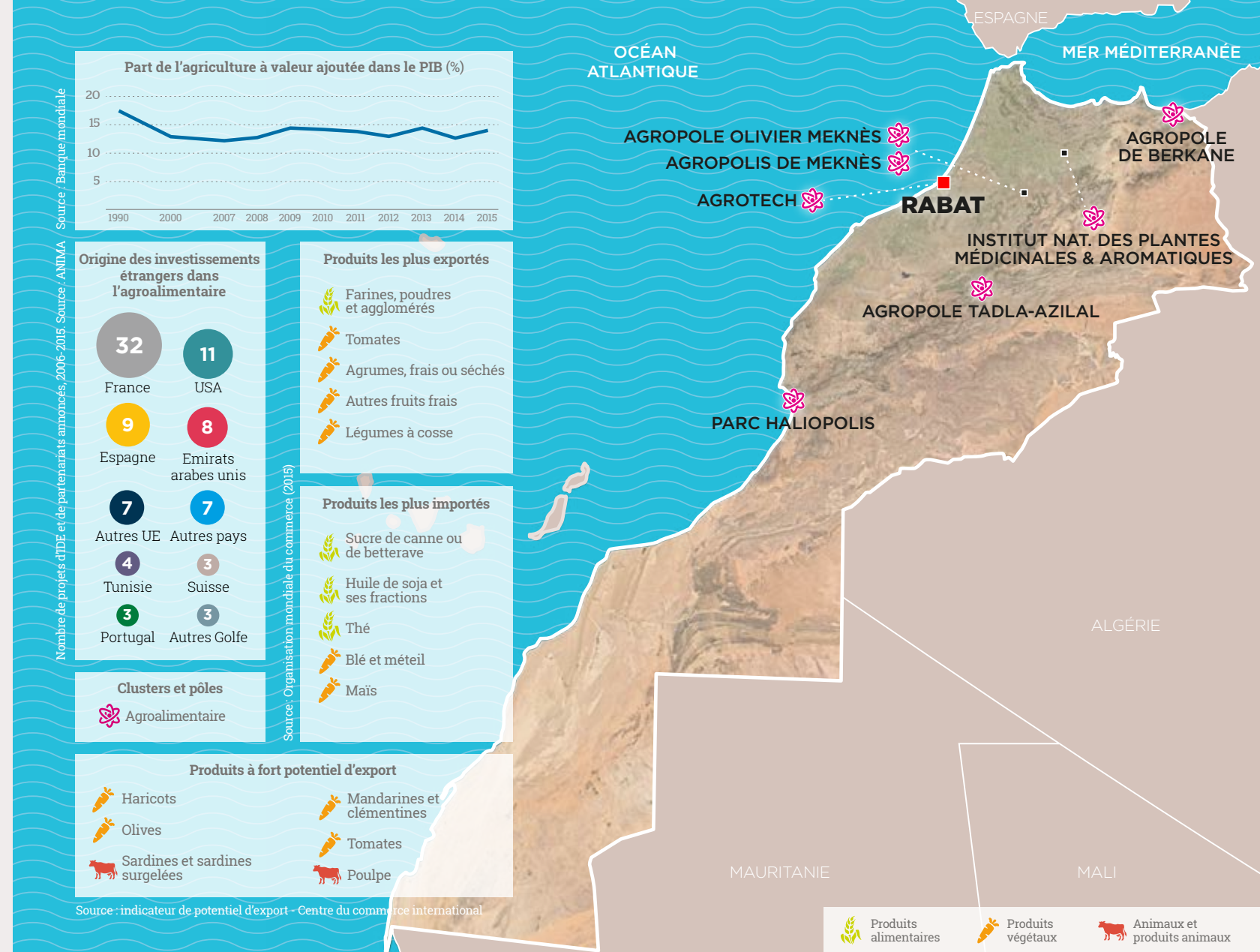
Les entreprises étrangères peuvent ainsi cibler des projets agricoles (via des locations de terres ou des prises de participation), de transformation ou encore la vente d'équipements agro-industriels et de produits agro-alimentaires. Parmi les filières les plus porteuses figurent les produits laitiers, les oléagineux, les céréales, les fruits secs et à coque, les confiseries, les produits de la mer et les conserves, les plantes aromatiques et médicinales, la production biologique et les produits du terroir. 43 produits bénéficiaient ainsi en 2017 du label indication géographique protégée : dattes, huiles d'olive et d'argan, miel, amandes, safran, figues... Les segments les plus intéressants pour exportateurs incluent les fruits transformés, jus, sauces et condiments, les plats cuisinés ou encore les confiseries et snacks.

Danone (France). 2015. Le groupe acquiert les 5 % de Centrale Danone (ex Centrale Laitière) que la SNI détenait encore, portant sa participation à plus de 95 % (64,7 M€).

EVÉNEMENTS PHARES

Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM) : événement annuel à Meknès. Plus de 1 000 exposants pour la 13^{ème} édition (avril 2018), premier salon du secteur en Afrique.

Salon Halieutis : événement bi-annuel à Agadir. Plus de 250 exposants et 30 pays pour la 5^{ème} édition (février 2019).



STRATÉGIE NATIONALE

Plan Maroc Vert (2008) : objectif de triplement des revenus agricoles en 2020. Mobilisation de 16 milliards d'euros d'investissements.

Accompagnement des projets d'investissement agricoles : subventions et système d'assurance agricole accordés par le Fonds de développement agricole (FDA) de l'Agence pour le développement agricole (ADA).

CONTACTS UTILES

Invest in Morocco : www.invest.gov.ma

Agence pour le développement agricole (ADA) : présentation des opportunités d'investissement dans le secteur et des modalités d'accompagnement - www.ada.gov.ma

Fédérations professionnelles :
 Fédération Nationale de l'Agroalimentaire (FENAGRI) - www.fenagri.org
 Association Marocaine de la filière des productions Biologiques (A.MA.BIO) - www.amabio.org



AGROALIMENTAIRE EN PALESTINE

UN MARCHÉ RENTABLE MALGRÉ DES CONDITIONS DIFFICILES

La Palestine dispose d'une superficie arable de 64 000 hectares, particulièrement favorable dans la vallée du Jourdain, pour une population de 4,5 millions d'habitants. Les cultures, à 80 % de types pluviales, concernent par ordre d'importance l'arboriculture, le maraîchage et les céréales, et couvrent la demande locale en légumes et la moitié de celle en fruits. Le pays dépend fortement de ses imports pour les autres filières comme les céréales et la viande rouge.

L'agriculture, qui emploie 12 % de la population, est l'un des secteurs qui pâtit le plus des restrictions liées à l'occupation israélienne : aux problèmes d'accès au foncier, à l'eau et aux intrants s'ajoutent les fortes limitations à la circulation des biens ainsi que des quotas sur les exports agricoles vers Israël, principal débouché du fait des restrictions qui prévalent. L'agriculture ne contribue aujourd'hui qu'à 6 % du PIB, contre le double dans les années 90.

Les exports agricoles, même faibles, jouent un rôle important dans l'économie. Ils sont essentiellement composés de fruits tropicaux, d'huile d'olive et de légumes, et sont dirigés en Israël, et dans une moindre mesure dans les pays arabes et en Europe (environ 13 millions d'euros exportés en 2016), où ils sont partiellement exemptés de droits de douane.

ILS ONT INVESTI EN PALESTINE...

AFD/Proparco (France). 2017. L'institution financière publique accompagne Nakheel, premier producteur palestinien de dattes Medjoul, qui renforce ses capacités agricoles et industrielles.

Coca Cola (États-Unis). 2016. Le groupe et son partenaire local National Beverage Company (NBC) investissent dans une usine d'embouteillage à Gaza, créant 270 emplois (18,1 M€).

Veldkamp (Pays-Bas). 2013. L'entreprise s'associe au local Al-Jebrini pour lancer Al Jebrini Cheese, la première entreprise de production fromagère en Cisjordanie.

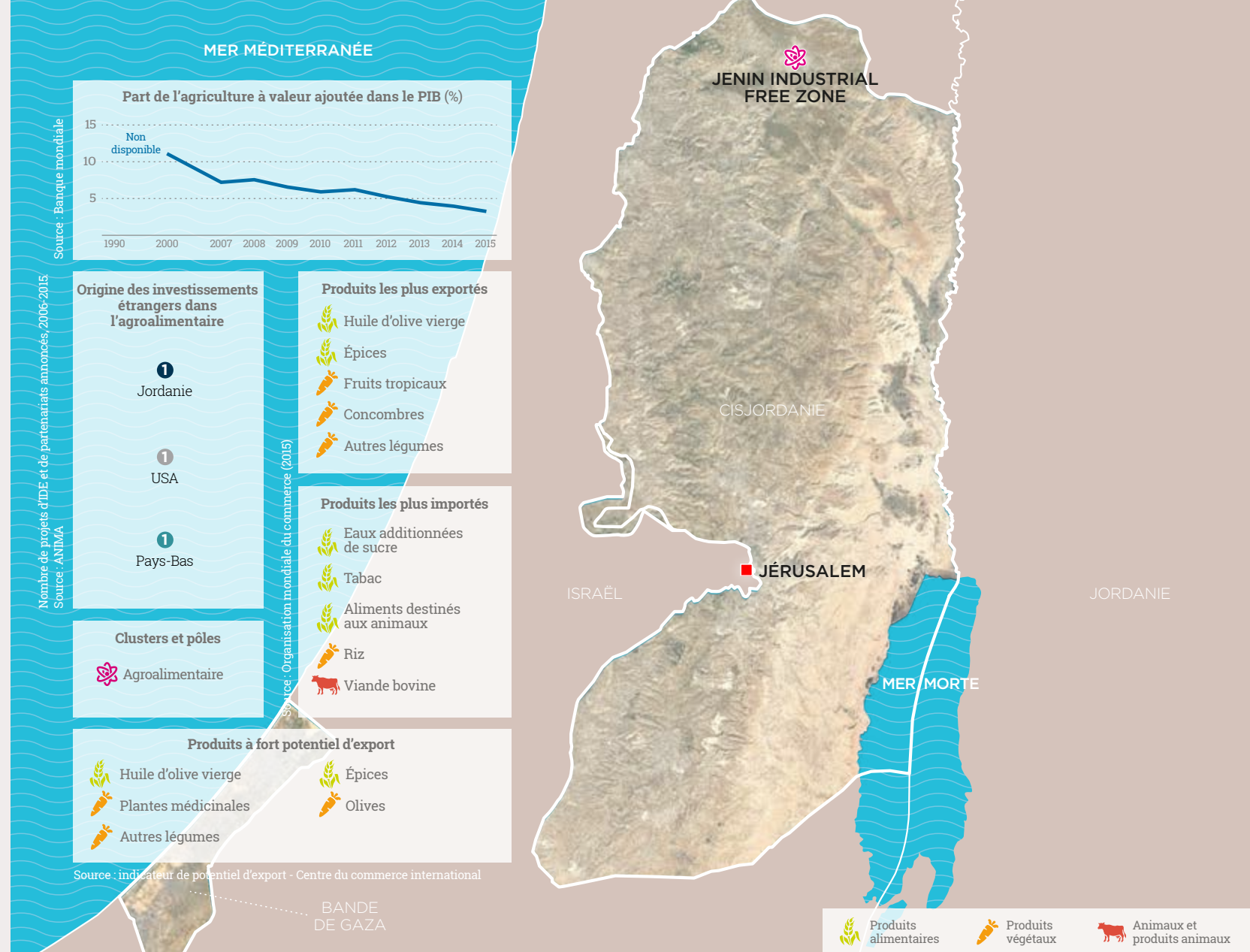
Le développement de l'agriculture constitue donc une priorité stratégique, qu'il s'agisse de fournir les intrants nécessaires à l'agro-industrie, de réduire la dépendance aux imports alimentaires ou bien sûr de créer des emplois. Malgré les fortes contraintes qui prévalent, la Palestine offre d'intéressantes opportunités d'affaires en matière d'agroalimentaire.

Le prêt de 10 millions de dollars accordé en mai 2017 par l'Agence française de développement au producteur de dattes Nakheel constitue à cet égard un signal positif fort sur la rentabilité du secteur privé local. PIPA, l'agence nationale en charge de la promotion des investissements, mentionne parmi les filières les plus prometteuses la culture des roses, fraises, pêches et dattes, la production d'huile d'olive, les plantes médicinales, les herbes aromatiques et la pisciculture. Elle a diffusé en juillet 2016 une liste d'opportunités de projets diversifiés (huile d'olive, production de margarine et d'huiles végétales, maraîchage, pêche, élevage ovin et production d'eaux minérales) à mener en joint-venture avec des opérateurs locaux, avec des tickets d'investissement allant de 0,3 à 9,5 millions d'euros. Il existe également un bon potentiel pour les technologies et pratiques d'agriculture durables (recyclage de l'eau pour l'irrigation, agriculture biologique, permaculture), à même de limiter les problèmes d'accès aux intrants et à l'eau et de valoriser au mieux les produits typiques du pays.

Padico (Jordanie). 2008. Preco, filiale du groupe, crée un élevage de volailles et un abattoir moderne en Cisjordanie (12,5 M€).

ÉVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement majeur en Palestine mais les acteurs palestiniens participent aux événements organisés dans les pays voisins.



STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale agricole 2014-2016 : « Résilience et Développement », et Extension 2016-2019 de la Stratégie - programmes sectoriels portant sur le développement agricole, les services agricoles et le cadre administratif. Consultables sur le portail d'information du ministère de l'Agriculture : www.ershad.moa.pna.ps

CONTACTS UTILES

Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA) : www.pipa.ps

Associations professionnelles :
 Palestinian Farmers Association - www.pafu.ps/en
 Palestinian Federation Chambers of Trade, Industry and Agriculture
 Palestine Fair Trade Association (PFTA) - www.palestinefairtrade.org
 Canaan Fair Trade - www.canaanfairtrade.com



AGROALIMENTAIRE EN TUNISIE

LE CHAMPION MONDIAL DE L'HUILE D'OLIVE, DES DATTES... ET DEMAIN, DU BIOLOGIQUE !

La Tunisie est le 1^{er} exportateur mondial d'huile d'olive et de dattes, le 2^{ème} exportateur africain de produits biologiques, le 10^{ème} producteur mondial de tomates... et compte bien allonger cette liste grâce aux nombreux atouts naturels, institutionnels et socioéconomiques dont elle dispose.

Le pays, qui possède une surface arable de 3,1 millions d'hectares, tire 15 % de son PIB de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La production agricole est dominée par l'élevage, l'arboriculture (olives, dattes et agrumes, largement exportés), le maraîchage et les céréales (dont la production est fortement tributaire de la pluviométrie). Hormis une forte dépendance aux importations de blé, la Tunisie dispose de filières bien développées, couvrant le plus souvent sa demande locale. L'agro-industrie jouit quant à elle de la compétitivité et de la bonne disponibilité des produits locaux et d'une demande interne en progression constante.

Soucieux d'assurer la sécurité alimentaire, l'Etat tunisien soutient activement le secteur depuis les années 90. Les exports agricoles sont ainsi en forte croissance, avec pour principaux débouchés l'Europe (69 % des produits frais), l'Afrique, la Russie et le Golfe. Ils ont permis d'équilibrer la balance commerciale alimentaire en 2015 pour la première fois en 20 ans grâce à une exceptionnelle production d'huile d'olive.

ILS ONT INVESTI EN TUNISIE...

Avril (France). 2017. Le groupe agro-industriel lance la première huile de colza 100 % tunisienne, fruit d'un projet lancé en 2014 avec le local Carthage Grain.

Supreme (Émirats arabes unis). 2014. Le groupe rachète 42 % du tunisien Gepaco, fabricant des produits agroalimentaires Moulin d'Or, pour accompagner son développement en Afrique (42,5 M€).

Nino Castiglione (Italie). 2014. Le groupe développe une usine de transformation totale de filets de thon implantée dans le technopôle agroalimentaire de Bizerte (14,5 M€).

Abraaj Capital (Émirats arabes unis). 2013. Le fonds acquiert 34 % du tunisien Gepaco, connu par sa marque de pâtisserie industrielle Moulin d'Or.

Le terreau tunisien est donc riche d'opportunités : les entreprises étrangères y vendent du matériel agro-industriel (bénéficiant actuellement d'incitations fiscales spécifiques) ou mènent des projets de production et de transformation, via des contrats de location à long terme de terres agricoles ou des prises de participation (plafonnées dans ce secteur à 66 % du capital).

Les segments les plus prometteurs concernent les produits transformés (plats cuisinés, produits surgelés, conserves...), le biologique, l'huile d'olive extra vierge, les produits de la mer, les fromages ou encore les plantes médicinales et aromatiques. 21 filières produisent ainsi plus de 250 produits biologiques acheminés vers 60 destinations, et les 500 000 hectares actuellement dédiés au bio pourraient passer à 2 millions d'après le ministère tunisien de l'Agriculture.

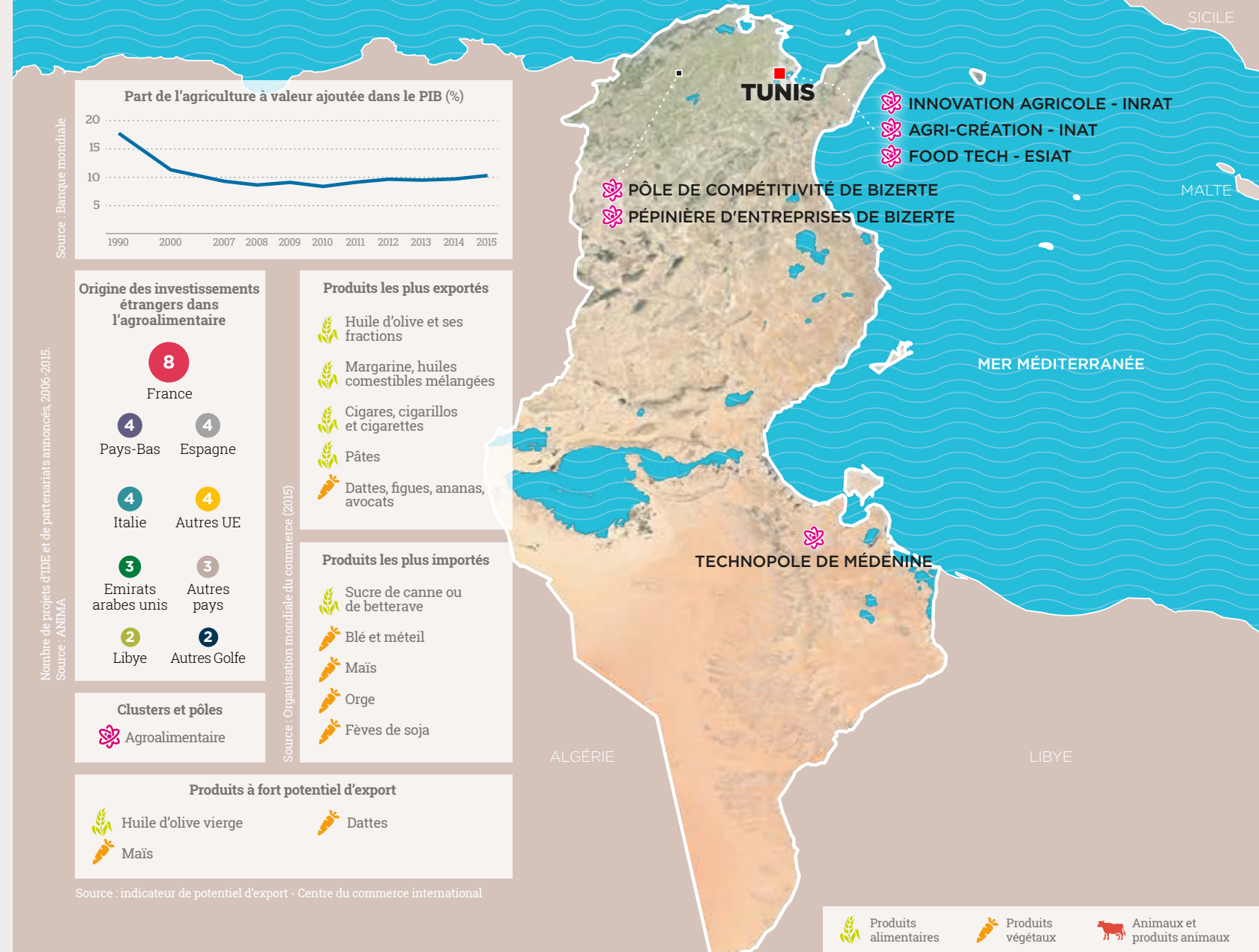
D'autres filières ont également un fort potentiel de montée en gamme : l'oléiculture (les rendements actuels sont faibles et la production est en bonne partie exportée en Italie et en Espagne pour être raffinée, embouteillée puis revendue), la tomate (qui pourrait être transformée en dérivés à plus forte valeur ajoutée : sauces, tomates pelées ou séchées) ou encore les dattes (amélioration du conditionnement et des techniques de conservation).

CSM (Pays-Bas). 2013. Le leader mondial de produits de boulangerie constitue avec Slama Group une nouvelle joint-venture, CSM GIAS Négoce, dédiée à la distribution (0,1 M€).

ÉVÉNEMENTS PHARES

Salon international de l'agriculture (SIAMAP) : événement annuel à Tunis. 500 exposants pour la 13^{ème} édition (31 octobre au 5 novembre 2017).

Salon international d'investissement agricole et technologique (SIAT) : événement bi-annuel à Tunis. Plus de 200 exposants pour la 13^{ème} édition (octobre 2018).



STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie Tunisia 2020 : plus de 20 projets d'investissements publics et ou privés dans le secteur agricole, consultable sur www.tunisia2020.com/projets.

Cadre d'investissement : parmi les plus attractifs de la région (libre-transfert des bénéficiaires et produits de cession, accord bilatéraux de protection des investissements, etc.) et dispositifs incitatifs (primes d'investissements, déductions d'impôts, etc.) renforcés dans le domaine agroalimentaire : www.apia.com.tn

CONTACTS UTILES

Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA) : mise en œuvre des mesures d'incitation à l'investissement - www.apia.com.tn

Associations professionnelles : Fédération Nationale de l'Agroalimentaire (FENAAL), au sein de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) - www.utica.org.tn
Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT) - www.connect.org.tn
Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP) - www.utap.org.tn
Portail de mise en relation Tunisia Olive Oil : www.tunisia-oliveoil.com





TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CREATIVES



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS

OPPORTUNITÉS
DE CROISSANCE
EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Liste d'abréviations

AAE : accord d'achat d'électricité
AFD : Agence Française de Développement
AIE : Agence Internationale de l'Energie
BEI : Banque Européenne d'Investissement
BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BOOT : build, own, operate, transfer (construction-propriété-exploitation-transfert)
BOT : build, operate, transfer (construction-exploitation-transfert)
CO₂ : dioxyde de carbone
CSP : solaire thermique à concentration
EE : efficacité énergétique
EMEA : Europe, Moyen-Orient et Afrique
ENR : énergies renouvelables
EPC : Engineering, Procurement, Construction (ingénierie, approvisionnement, construction)
GW : gigawatt
GWh : gigawatt-heure
IDE : Investissement Direct à l'Etranger
JV : Joint-Venture
M : million
Md : milliard
Mtep : Million de tonnes équivalent pétrole
MW : megawatt
ONUDI : Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel
OPIC : Overseas Private Investment Corporation
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PV : photovoltaïque
TRV : tarifs réglementés de vente
W : watt

Sources principales

Banque mondiale
CSP World
EY : Ernst & Young
MEDENER : Association méditerranéenne des agences nationales pour l'efficacité énergétiques et les énergies renouvelables
PwC : PricewaterhouseCoopers
RCREEE : Centre Régional pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique
RES4MED : Renewable Energy Solutions for the Mediterranean
The Wind Power

Cartographie

Les termes employés et la présentation des données figurant sur ces cartes n'impliquent de la part d'ANIMA Investment Network aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
La délimitation des frontières est conforme aux documents suivants : Carte No. 3584 Rev. 2 Nations unies, janvier 2004 - Section de cartographie du Département des opérations de maintien de la paix ; Carte No. 4204 Rev. 3 Nations unies, avril 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions ; Carte No. 3795 Rev. 3 Nations unies, mars 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions.

Crédits photographie

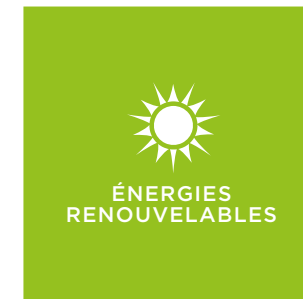
Zak zak, Flickr, CC BY 2.0 (page 2) ; Jerzy Gorecki, Pixabay, CC0 (page 3 - gauche) ; Singhvp93, Pixabay, CC0 (page 3 - droite).

Auteurs

Ce guide a été réalisé par Zoé Luçon, Directrice des publications (rédaction), et Inmaculada Ruiz, Chargée de communication (édition), à ANIMA Investment Network, avec l'appui de l'agence Marsatwork (graphisme). Charles Viellard Rostand et Cécile Alimi ont également participé au travail de recherche et de rédaction. La traduction en anglais a été effectuée par Karim El Arnaouty.
© Copyright EUROMED Invest 2017 - Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés pour tous pays.
N°ISBN : 2-915719-60-8

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



WWW.EUROMEDINVEST.EU
INFO@EUROMEDINVEST.EU



#EUROMEDInvest



EUROMED Invest



EUROMED Invest

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

EUROMED Invest est un projet de quatre ans (2013-2017), cofinancé à 80 % par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions d'euros. Il est coordonné par ANIMA Investment Network dans le cadre du consortium MedAlliance.



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE

EUROMED
INVEST



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

Ce guide s'adresse aux entreprises du secteur des énergies renouvelables souhaitant mieux connaître les pays du sud de la Méditerranée. Aperçu des opportunités d'affaires, exemples de projets menés par des opérateurs étrangers, principaux événements business en Algérie, en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie... autant d'informations qui accéléreront votre prospection !

INVESTIR DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN MÉDITERRANÉE : POURQUOI ?

La révolution énergétique appelée par tous les experts est enfin en marche : en 2015, les énergies renouvelables ont pour la première fois représenté plus de la moitié de la capacité énergétique créée à l'échelle mondiale, dépassant le charbon pour devenir la première source mondiale d'énergie en capacité cumulée. En Méditerranée, les énergies renouvelables sont encore peu exploitées : en 2014, moins de 4 % de l'énergie primaire totale consommée en Algérie, en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie, était produite à partir de ressources vertes - biomasse et hydraulique pour l'essentiel. Mais la situation évolue rapidement dans une région qui possède tous les atouts pour devenir « un laboratoire d'action pour le climat au niveau international », comme l'a souligné le Commissaire européen pour l'énergie. Les pays européens et leurs voisins des rives sud et est de la Méditerranée ont en effet tout intérêt à joindre leurs forces : ils représentent à eux seuls 17 des

40 pays les plus attractifs pour le secteur des énergies renouvelables d'après le baromètre mondial établi fin 2016 par le cabinet d'audit EY.

Les pays MED ont adopté des objectifs ambitieux à l'horizon 2030 et cherchent à développer leurs filières renouvelables en s'appuyant sur les technologies et l'expertise de partenaires extérieurs. Ils offrent aux entreprises européennes un terrain de jeu tout à fait propice à la « troisième révolution industrielle » appelée par l'Europe : besoins énergétiques en forte croissance, dépendance des Etats importateurs d'énergie fossile, volonté de diversification des pays exportateurs dont les réserves s'épuisent, potentiel exceptionnel pour le solaire et l'éolien notamment, et mobilisation des investisseurs institutionnels publics comme privés pour appuyer les montages financiers de projets jugés stratégiques pour les deux rives de la Méditerranée... et pour le climat mondial !

NICHES ET SECTEURS PRIORITAIRES

Le scénario de transition énergétique publié en 2016 par l'Association méditerranéenne des agences nationales pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (MEDENER) table sur une multiplication par 3 de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique des pays MED, pour atteindre 16 % en 2040. Les énergies renouvelables pourraient même représenter les deux tiers des capacités électriques totales installées, pour fournir environ 35 % de la production électrique en 2040 et devenir ainsi la première source de production d'électricité au sud de la Méditerranée. Cette très forte progression concernera en premier lieu le solaire, suivi de l'éolien puis des autres sources d'énergie verte.



La Méditerranée, hot spot mondial pour l'énergie solaire

Les différentes filières solaires de production d'électricité mais aussi de chaleur, devraient croître de 8 % par an jusqu'en 2040. Le solaire thermique présente les meilleurs retours sur investissement : la production d'eau chaude domestique (chauffe-eau solaires) a fait ses preuves à grande échelle dans de nombreux pays MED et offre presque partout encore un important réservoir de croissance. Autre filière majeure, le photovoltaïque concerne aussi bien les installations destinées à l'autoconsommation que les projets de plus grande échelle et est en plein boom dans la région. La production d'électricité par la technologie CSP (solaire à concentration) constitue une troisième voie prometteuse, résolument empruntée au Maroc notamment. D'autres applications intéressantes concernent le froid (climatisation solaire) ou encore le dessalement de l'eau en zone rurale.

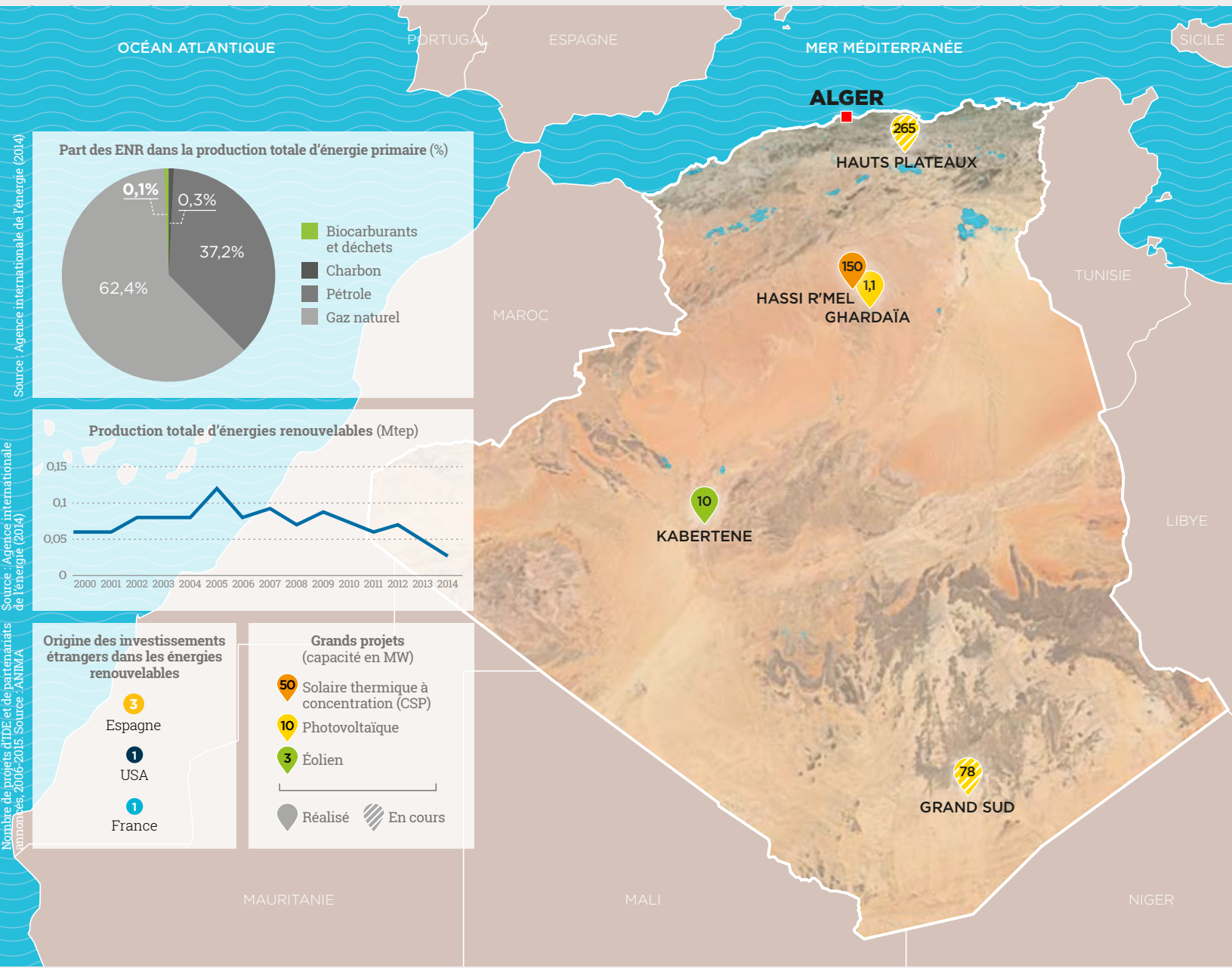
L'éolien, deuxième énergie verte d'avenir... et les autres pistes

L'éolien connaît également une forte progression dans la région : les atlas du vent montrent qu'il existe des zones combinant un fort gisement et de larges surfaces disponibles dans presque tous les pays MED. Les premières installations à grande échelle ont ainsi vu le jour en Egypte, en Israël, en Jordanie et au Maroc.

Les autres sources d'énergies renouvelables offrent un potentiel globalement moindre mais néanmoins non négligeable. L'hydraulique, première énergie renouvelable exploitée de la région, offre des opportunités de développement dans plusieurs pays, notamment dans la petite hydraulique et la réhabilitation des installations existantes. Il existe également un bon potentiel pour la biomasse (valorisation des déchets ménagers, organiques, etc.) et probablement aussi pour la géothermie, en Algérie et au Maroc notamment.



ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ALGÉRIE



PRÉPARER L'APRÈS-PÉTROLE

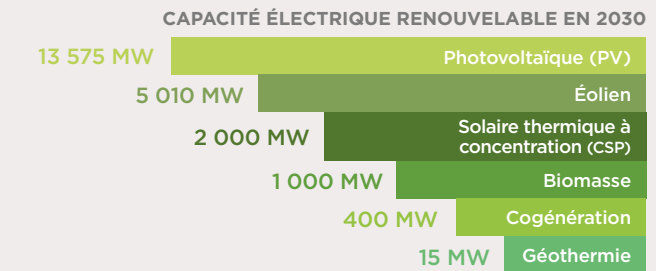
Le développement des énergies renouvelables constitue un enjeu ultra-stratégique pour l'Algérie : ses besoins énergétiques sont en forte croissance et proviennent actuellement à 98 % du gaz naturel. Le 18^{ème} producteur mondial de pétrole et 8^{ème} exportateur de gaz naturel, qui dispose également d'un des

plus forts gisements solaires au monde, a ainsi adopté en 2011 le Programme algérien de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique (PNEREE) afin de développer une capacité renouvelable de 4,5 GW en 2020 puis 22 GW en 2030 (soit 37 % de la capacité de production électrique nationale, dont 10 GW pour l'export).

2020

15 %
ÉLECTRICITÉ
(SOIT 4,5 GW)

ÉNERGIES RENOUVELABLES



2030

27 %
ÉLECTRICITÉ
(SOIT 22 GW)

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

60Mtep

D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE CUMULÉES DE 2015 À 2030



ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ÉGYPTE

Pour accompagner cette révolution renouvelable, qui nécessitera des investissements privés estimés à 100 milliards d'euros, l'Algérie a créé en 2009 un Fonds pour les énergies renouvelables et la cogénération (FNERC), alimenté par une taxe sur les revenus du pétrole.

Le pays a également adopté plusieurs lois depuis 1999 et défini en 2014 des tarifs d'achat pour l'électricité d'origine photovoltaïque et éolienne, assortis d'une garantie de rachat de 20 ans. Les autorités ont enfin lancé en 2015 la construction d'un projet emblématique : une « oasis urbaine » alimentée en énergie verte située à proximité de Hassi-Messaoud et du plus grand gisement pétrolier africain.

L'Algérie offrira ainsi des perspectives prometteuses dès lors qu'elle aura finalisé son offre pour les investisseurs privés, avec notamment une procédure clairement documentée pour les dossiers d'appel d'offres et un modèle de convention d'achat d'électricité garantissant la rentabilité des projets. Ce devrait être prochainement chose faite,

alors qu'un programme de soutien de 10 millions d'euros portant notamment sur ces aspects réglementaires a été signé en mars 2017 avec l'Union européenne.

Sous réserve de ces évolutions, les opportunités sont en effet immenses, y compris pour des méga-projets d'exportation d'électricité verte vers l'Europe. Les technologies les plus compétitives sont le photovoltaïque, et dans une moindre mesure l'éolien.

Les premiers projets qui ont vu le jour comprennent la centrale électrique hybride gaz-solaire de Hassi R'mel, réalisée par les espagnols Abener et Cofides et les algériens Neal et Sonatrach, la centrale photovoltaïque de 10 MW qui alimente des installations exploitées par l'italien ENI et la Sonatrach, et les deux usines de panneaux PV de Bordj Bou Arreridj et Chetouane des groupes privés algériens Condor et Alsolar.

ILS ONT INVESTI EN ALGÉRIE...

ENI (Italie). 2016. Le pétrolier s'associe à la Sonatrach pour construire une centrale photovoltaïque de 10 MW afin d'alimenter les installations du champ de Bir Rebaa.

Enki Technologies (États-Unis). 2014. La start-up s'allie au fabricant électronique local Condor pour produire en Algérie des modules photovoltaïques optimisés pour le climat méditerranéen.

Vincent Industrie (France). 2013. Le groupe crée Aurès Solaire en joint-venture 49/51 avec une entreprise privée algérienne pour construire une usine de panneaux photovoltaïques dédiée à l'export à Batna (4,9 M€).

Abengoa/Abener (Espagne). 2011. Le groupe construit la centrale électrique hybride solaire et gaz à Hassi R'mel en BOOT via sa joint-venture SPP1 avec des groupes industriels algériens.

ÉVÉNEMENT PHARE

Salon international des énergies propres, des énergies renouvelables et du développement durable (ERA) : événement annuel à Oran. Plus de 50 exposants et 10 pays pour la 8^{ème} édition (25-27 octobre 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Programme de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie (PNEREE) : adopté en 2011 et actualisé en 2015. Consultable sur le site du ministère de l'Énergie - www.energy.gov.dz

Cadre de l'investissement et incitations dans le secteur des énergies renouvelables : consultable sur le site de l'Agence nationale de développement de l'investissement - www.andi.dz

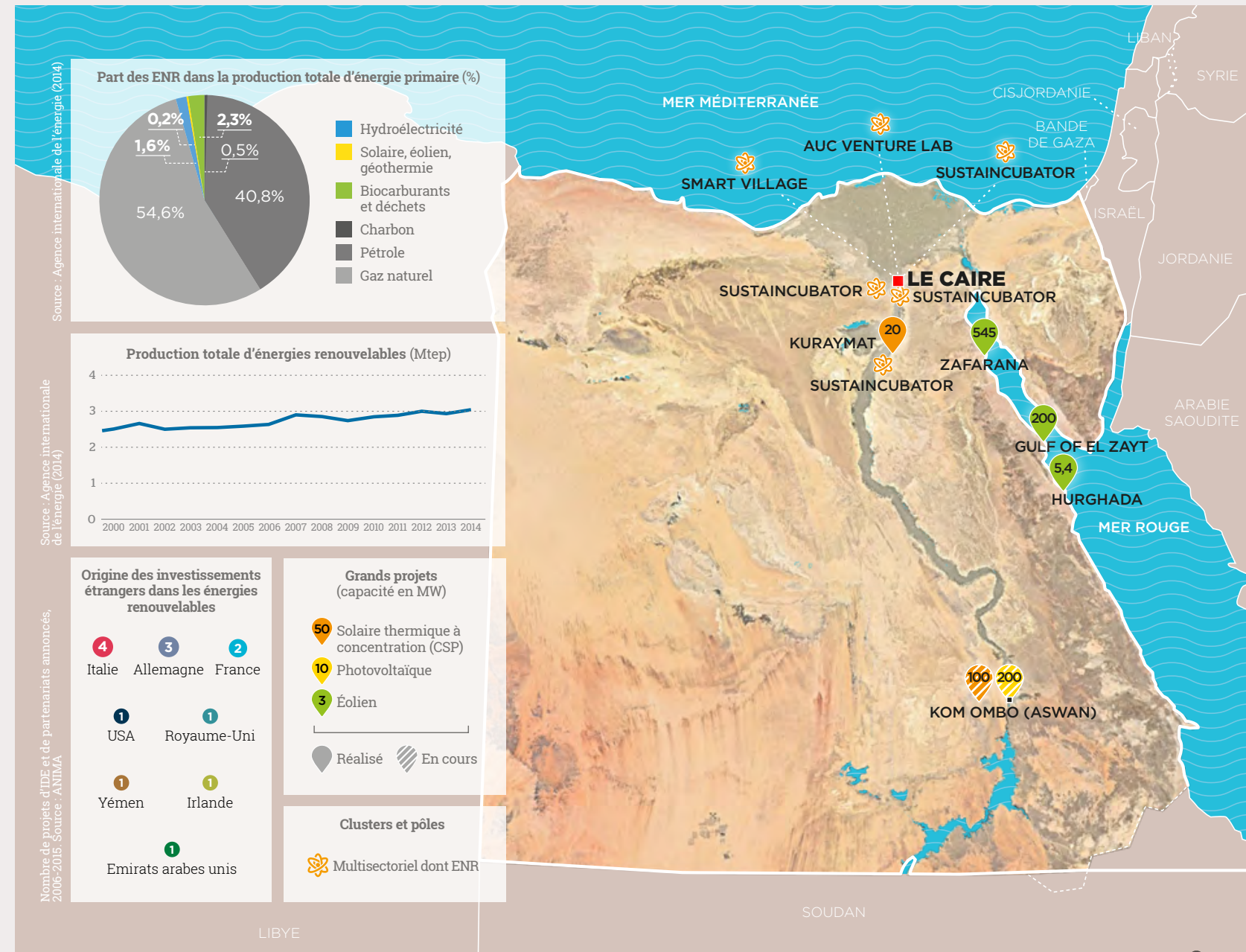
CONTACTS UTILES

Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) : www.andi.dz

SKTM, filiale de production d'électricité de Sonelgaz en charge des énergies renouvelables : www.sktm.dz

Ministère de l'Énergie et des Mines - Direction des énergies renouvelables et des économies d'énergie : www.energy.gov.dz

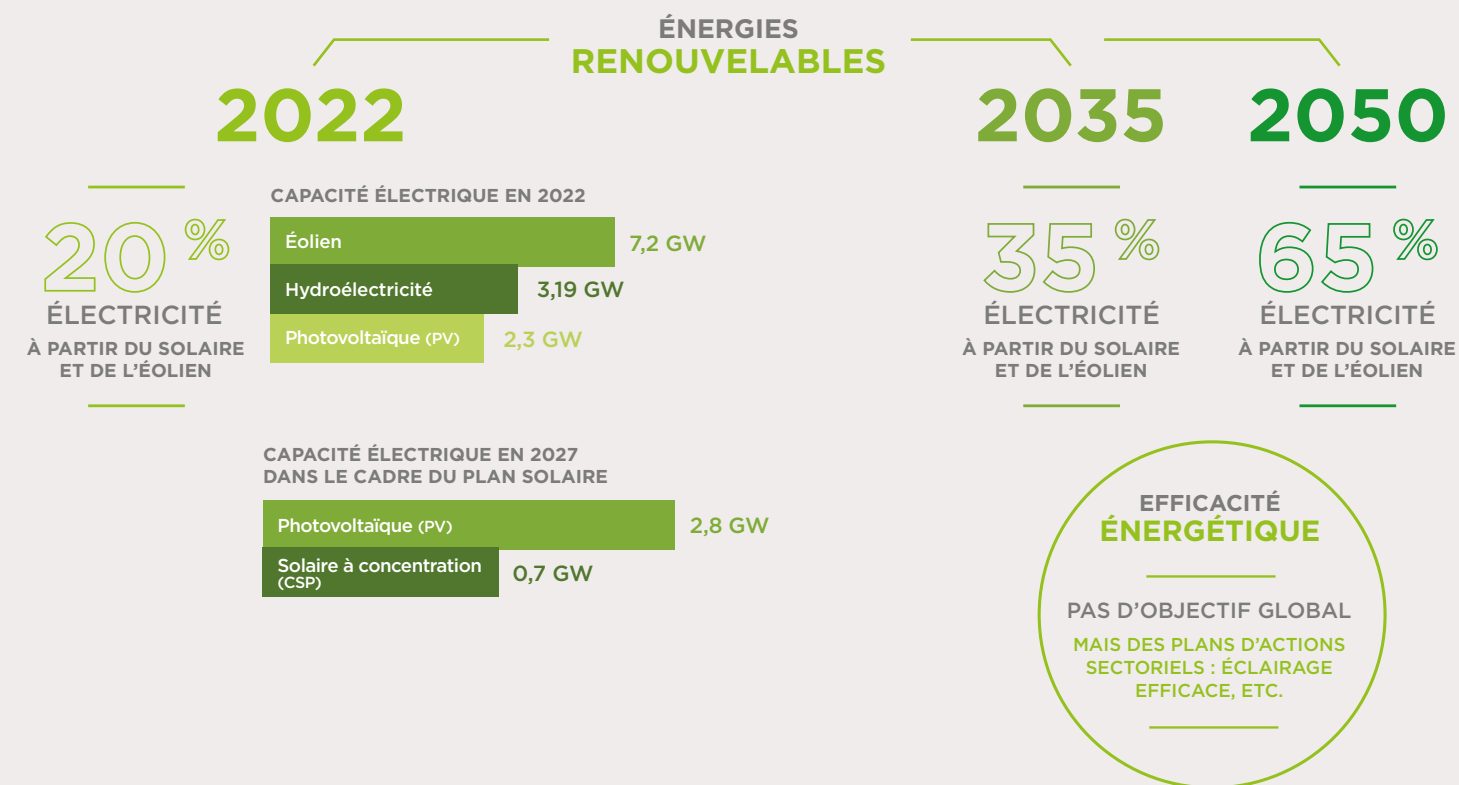
Agence nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE) : www.aprue.org.dz



L'ÉOLIEN ET LE SOLAIRE EN PLEIN BOOM

L'Egypte a placé dès 2008 la diversification de son mix énergétique en haut de son agenda avec l'adoption du New Renewable Energy Act, afin de ne pas grever ses capacités d'exportation d'hydrocarbures. Elle dispose pour cela de conditions idéales : une irradiation moyenne de 7,7 kWh/m² par jour et un potentiel éolien exceptionnel dans le Golfe de Suez notamment.

Les ambitions égyptiennes sont élevées : le pays souhaite atteindre une part de 20 % d'électricité d'origine éolienne et solaire en 2022 (plus environ 4 % pour l'hydroélectricité) et se positionner en tant que hub régional d'expertise et de fourniture d'équipements dans le secteur des énergies vertes pour toute la zone EMEA (Europe, Middle East & Africa).



L'Égypte a pour cela mis en place un cadre législatif attractif : secteur électrique libéralisé en 2015, disparition totale des subventions à l'énergie prévue en 2019, dispositifs de réduction des risques pour les développeurs privés comprenant notamment des contrats de rachat de l'électricité verte à des tarifs réglementés de vente (TRV), avec rachat en devises par l'Egyptian Electricity Transmission Company qui gère le réseau électrique, des garanties publiques à partir de 20 MW et des incitations fiscales.

L'Égypte, 19^{ème} marché le plus porteur au monde d'après le baromètre des énergies renouvelables d'EY 2016, offre donc d'immenses opportunités d'investissement et de fourniture d'équipement ou d'expertise. L'agence publique en charge du secteur, la NREA, table sur des investissements privés de 12 milliards d'euros pour développer des capacités nouvelles de plus 9 GW entre 2017 et 2022, selon 4 modalités :

	PROJETS PUBLICS	PROJETS PRIVÉS EN BOO	PROJETS PRIVÉS EN CONTRAT D'ACHAT	PROJETS PRIVÉS COMMERCIAUX
IMPLICATION DU SECTEUR PRIVÉ	Appels d'offres pour des contrats de construction (EPC) et d'exploitation et maintenance	Appels d'offres, développeur en charge de la construction, exploitation et maintenance	Développeur en charge de la construction, exploitation et maintenance	Développeur en charge de la construction, exploitation et maintenance
RACHAT DE L'ÉLECTRICITÉ	Par l'EETC selon TRV	Par l'EETC selon tarif résultant de l'appel d'offres	Par EETC ou par des sociétés de distribution selon TRV	Par les consommateurs selon tarif négocié entre développeur et acheteurs
OBJECTIFS 2022	3,2 GW = 3,1 GW éolien + 80 MW PV	1,2 GW = 0,75 GW éolien + 0,4 GW PV + 0,1 GW CSP	4,3 GW = 1,3 GW PV + 2 GW éolien	0,9 GW = éolien

En janvier 2017, 67 entreprises égyptiennes et étrangères étaient ainsi retenues pour réaliser des projets représentant une capacité totale de 4,3 GW. En plus des projets planifiés à l'horizon 2022, des accords bilatéraux ont été conclus pour des mégaprojets PV

et éolien représentant 7 GW avec les saoudiens Acwa et Masdar, le canadien Sky Power Global associé à l'émirati IGD et les suisses Terra Nex & Terra Solar. De quoi révolutionner le paysage énergétique égyptien !

ILS ONT INVESTI EN EGYPTE...

Actis (Royaume-Uni). 2015. Lekela Power, détenue à 60 % par le fonds Actis, développe une centrale PV de 50 MW et deux fermes éoliennes dans le Golfe de Suez.

Masdar (Émirats arabes unis). 2015. L'investisseur relance le projet de parc éolien de 200 MW à Khaleg Al Suez dans le Golfe de Suez (340 M€).

Building Energy (Italie). 2015. L'entreprise s'associe à l'autorité publique NREA pour la construction et gestion de deux centrales PV à Benban (154 M€).

Siemens (Allemagne). 2015. Le groupe investit dans une usine de fabrication de pales de rotors pour éolienne.

Italcementi/Italgem (Italie). 2014. La branche énergie renouvelable du cimentier investit dans la construction d'un parc éolien de 120 MW près de la ville côtière d'El-Zaafarana (150 M€).

ÉVÈNEMENT PHARE

SOLAR-TEC : événement annuel au Caire. 100 exposants et 18 pays pour l'édition 2017 (3-5 décembre).

STRATÉGIE NATIONALE

New Renewable Energy Act (2008), loi sur les énergies renouvelables (2014) et loi sur l'électricité (2015).

Plusieurs mécanismes de soutien financiers gérés par la National Bank of Egypt (NBE), dont la ligne de crédit Egypt Sustainable Energy Financing Facility, soutenue par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : www.nbe.com.eg

CONTACTS UTILES

General Authority For Investment and Free Zones (GAFI) : www.gafi.gov.eg

New and Renewable Energy Authority (NREA) : en charge de l'allocation des zones foncières destinées aux projets éoliens et solaires - www.nrea.gov.eg

Egyptian Electricity Transmission Company (EETC) : www.eetc.net.eg

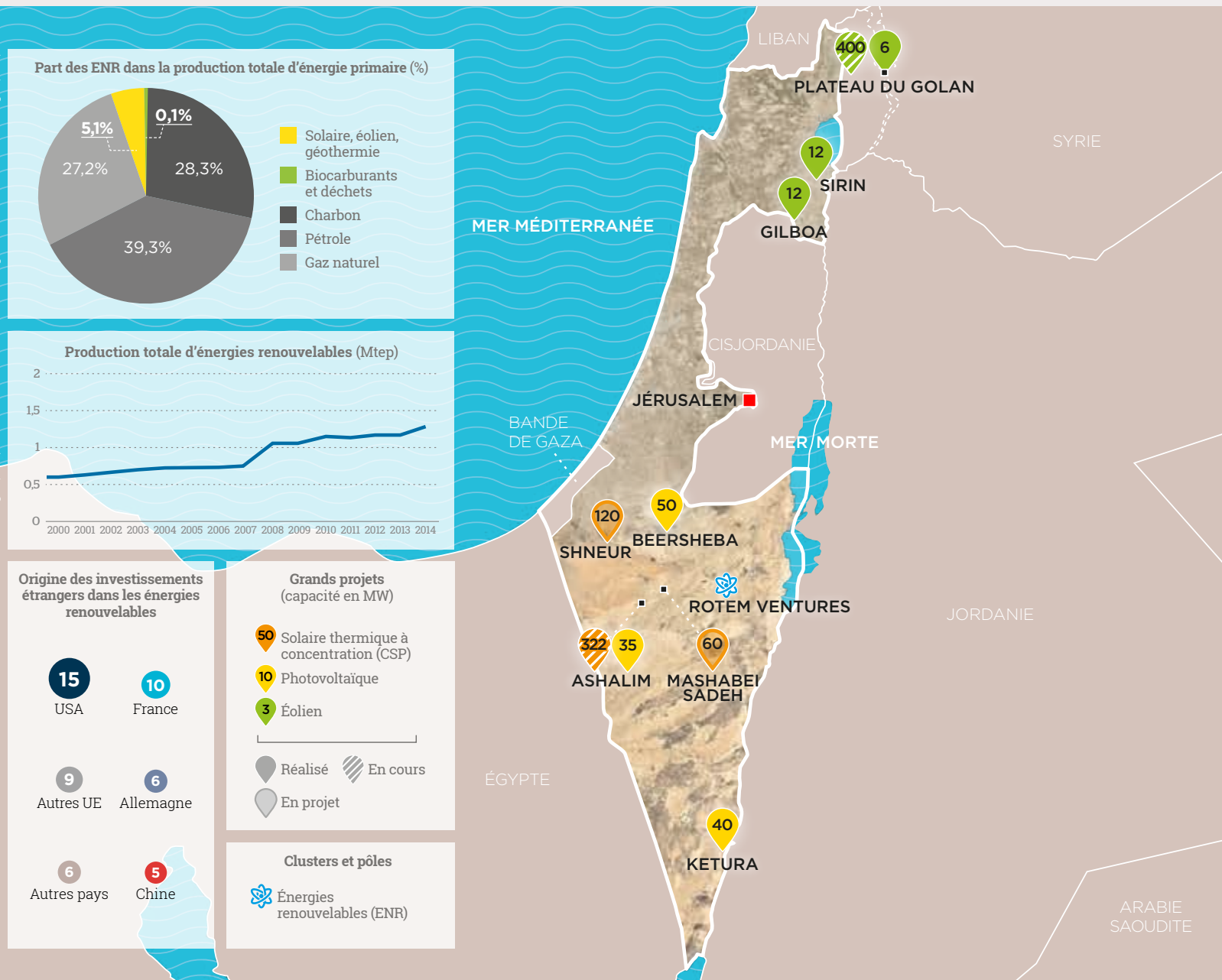


ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ISRAËL

Source : Agence internationale de l'énergie (2014)

Source : Agence internationale de l'énergie (2014)

Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2015. Source : ANIMA

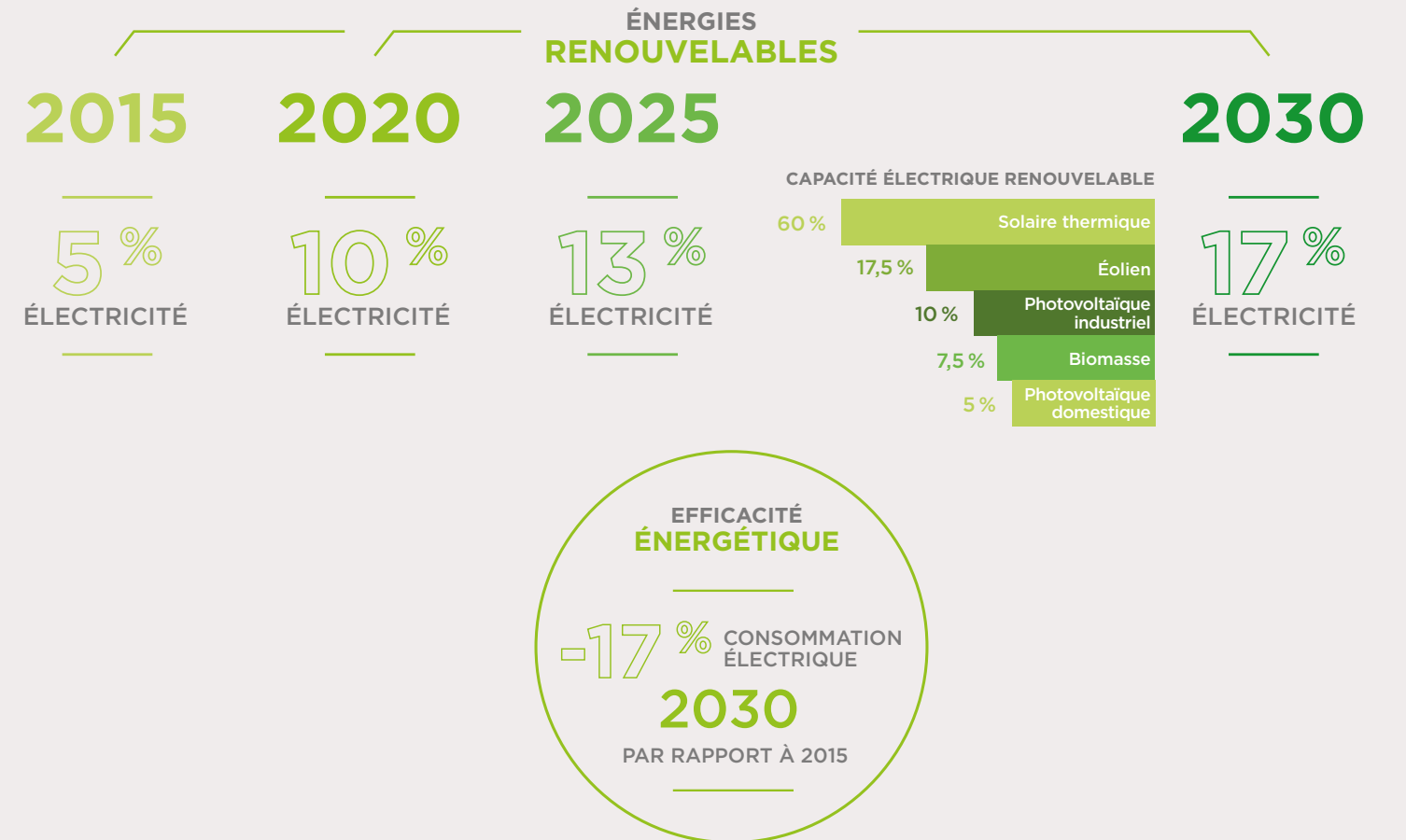


DÉCOLLAGE AMORCÉ !

Israël, pays berceau de l'innovation, est doté d'un des plus forts potentiels solaires au monde. Le pays, qui abrite plus d'une centaine de startups spécialisées dans les énergies vertes, tarde paradoxalement à exploiter son gisement renouvelable et notamment solaire - les immenses découvertes de gaz naturel en 2010 n'y sont probablement pas pour rien.

Israël s'est cependant doté d'un cadre réglementaire incitatif en matière d'énergies renouvelables. Des tarifs de rachat ont été établis

en 2008 puis complétés par un système de facturation nette en 2013. La loi sur l'électricité de 2007 prévoit que les producteurs indépendants d'énergie gèrent à terme 20 % de la capacité électrique du pays, contre moins de 1 % en 2017. Le gouvernement a fixé en 2009 des objectifs de développement de l'électricité verte qui sont pour l'instant loin d'être atteints : les énergies renouvelables représentaient seulement 2,5 % de l'électricité produite début 2017.



Le secteur dispose donc d'un important potentiel de développement. Israël, qui figure au 26^{ème} rang mondial des destinations les plus porteuses dans le baromètre des énergies renouvelables d'EY 2016, a décidé d'accélérer le mouvement fin 2016 en annonçant le lancement imminent de 6 appels d'offres pour des projets solaires de faible, haute et très haute tensions d'une capacité totale de 1 GW. Des appels d'offres ciblant l'éolien sont également prévus. Les soumissionnaires pourront librement fixer le tarif de l'électricité produite.

Ces projets viendront compléter les premières réalisations du pays. Dans le solaire, 90 % de la population utilise des chauffe-eau solaires, et les premiers projets PV et CSP voient le jour, à l'image de la centrale d'Ashalim, d'une capacité totale de 310 MW.

Trois tranches sont développées en BOT (build, operate, transfer) par des consortiums d'entreprises israéliennes et étrangères : 110 MW en

CSP pour Brightsource et Alstom/General Electrics ; 121 MW en CSP avec la plus haute tour solaire au monde (250 mètres) pour Noy Fund, Brightsource et Alstom ; et deux tranches photovoltaïques de 70 MW qui n'avaient pas encore été attribuées début 2017.

Le potentiel éolien est moindre mais commence également à être exploité : les premiers parcs ont vu le jour grâce à des entreprises locales, et l'Israeli Wind Energy Association (IsraWEA) estime qu'ils pourraient à terme représenter 3 GW pour tout le pays.

Des perspectives prometteuses donc, en particulier pour les entreprises étrangères ayant développé une forte expertise dans le domaine.

ILS ONT INVESTI EN ISRAËL...

Atlantic (France). 2015. Le spécialiste des solutions de confort thermique acquiert 51 % de l'israélien Chromagen, qui fabrique des chauffe-eau et panneaux solaires (16,7 M€).

Toshiba (Japon). 2015. Le groupe s'associe avec Ormat, spécialiste de l'énergie géothermique israélienne pour capter des marchés en combinant leurs technologies.

Pirveli Ventures (Canada). 2015. Le fonds investit au capital de Eco Wave Power, startup spécialisée dans les centrales électriques houlomotrices (1,8 M€).

EDF Energies Nouvelles (France). 2014. Le groupe lance 5 centrales solaires d'une puissance totale de 32 MW à Gvoulot, Lahav, Nahal Oz, Kerem Shalom & Mishmar Haneguv en JV avec Arava Power (40 M€).

Abengoa/Abener (Espagne). 2013. Negev Energy, une JV du groupe avec le local Shikun & Binui, remporte le contrat BOT de centrale thermo-solaire à Ashelim, mise en service en 2017 (853 M€).

ÉVÉNEMENT PHARE

Eilat-Eilat Green Energy : événement bi-annuel à Eilat. 2 000 participants pour la 8^{ème} édition (novembre 2018).

STRATÉGIE NATIONALE

Plan national pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (2016) : fixe notamment les objectifs d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables à l'horizon 2030. Consultable sur le site du ministère de l'Environnement : www.sviva.gov.il

CONTACTS UTILES

Invest in Israel : www.investinisrael.gov.il

Israel Electric Corporation (IEC) : www.iec.co.il

Electricity Authority : www.pua.gov.il

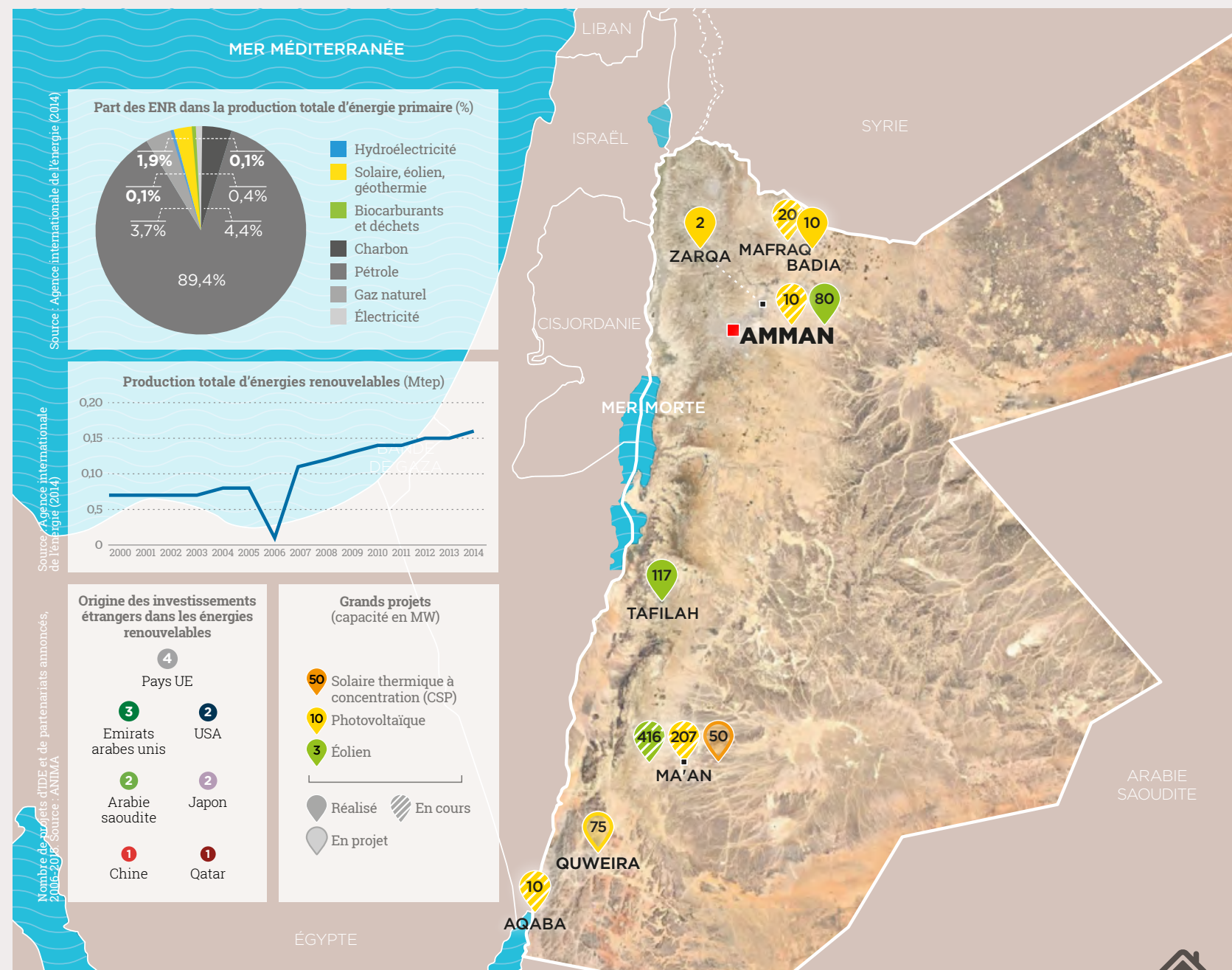
Associations professionnelles :

Green Energy Association of Israel - www.greenrg.org.il

Israeli Smart Energy Association (ISEA) - www.isea.org.il

Israeli Wind Energy Association (IsraWEA) - www.israwea.org.il

ÉNERGIES RENOUVELABLES EN JORDANIE

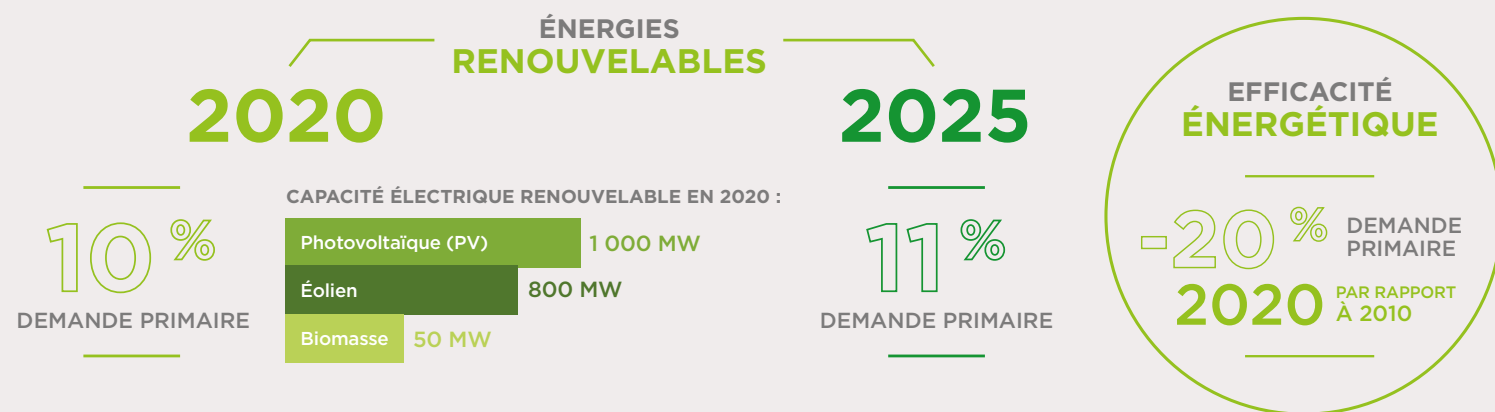


L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ VERTE EN LIGNE DE MIRE



a Jordanie importait 96 % de son énergie en 2016 (pour une facture équivalente à un cinquième de son PIB), une part que le gouvernement souhaite réduire à 61 % d'ici 2020. Fort d'un des meilleurs ensoleillements au monde (5,6 kWh/m² par jour), d'un régime de vents

favorable et de grandes étendues désertiques, le pays a adopté en 2010 un Programme pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique visant à porter la part de l'électricité verte de 2 % (hydroélectricité et biomasse pour l'essentiel) à 10 % en 2020.



Le pays s'est doté du cadre réglementaire le plus attractif de la région d'après le classement 2016 de l'Arab Future Energy Index (AFEX), établi par l'association RES4MED.

La loi de 2012 définit les modalités des accords d'achat d'électricité (AAE) à des tarifs de rachat réglementés (TRV) par la compagnie nationale électrique NEPCO, ou par des distributeurs régionaux et prévoit la prise en charge par l'Etat des coûts de raccordement au réseau électrique.

Elle permet en outre une négociation directe entre l'Etat et les promoteurs privés, sans appel d'offres préalable. Des exemptions fiscales sont prévues pour les équipements renouvelables (droits de douanes et taxes à la vente).

La Jordanie figure ainsi au 33^{ème} rang mondial des destinations les plus porteuses dans le baromètre des énergies renouvelables d'EY 2016. Le secteur est en plein boom : de nombreux bailleurs internationaux (Conseil de coopération du Golfe, BEI, BERD, Banque mondiale, AFD, etc.) sont mobilisés pour appuyer le financement des premiers projets, et 365 entreprises œuvrent dans le secteur des technologies vertes en 2016, dont 20 % avec des participations étrangères.

De nombreuses opportunités sont à saisir : en plus des appels d'offres lancés par NEPCO, des accords d'achat d'électricité ont été conclus avec 12 entreprises suite à des négociations directes, pour une capacité totale de 200 MW.

Dans l'éolien, le premier projet privé, de 117 MW, a été inauguré dans la région de Tafila, à l'initiative de l'émirati Masdar et du fonds Inframed, et d'autres sont réalisés par Korea Electric Power et le dubaïote Alcazar Energy (l'espagnol Gamesa ayant décroché le contrat de construction, exploitation et maintenance).

Dans le solaire, le CSP suscite de l'intérêt mais n'est pas encore développé, tandis que le mouvement est largement enclenché pour

le photovoltaïque, avec plus de 300 MW opérationnels ou en cours de construction à travers le pays fin 2016, comme à Ma'an où un projet sino-qatari-jordanien fournit désormais 1 % de la consommation électrique du pays. De quoi totalement crédibiliser l'objectif d'exportation nette d'électricité verte à l'horizon 2030 !

ILS ONT INVESTI EN JORDANIE...

SunRise PV systems (Grèce). 2015. La PME remporte l'un des quatre contrats BOT prévus de centrale solaire de 50 MW en Jordanie, sa première opération à l'étranger.

Mitsubishi (Japon). 2015. Le groupe développe Shams Ma'an, la plus grande centrale solaire du pays, en partenariat avec le qatari Nebras et le local Kawar (45,8 M€).

Nebras Power (Qatar). 2015. Le groupe développe, en partenariat avec Mitsubishi et le local Kawar, la plus grande centrale solaire du pays d'une capacité de 52 MW située à Ma'an (45,8 M€).

SCATEC SOLAR (Norvège). 2014. Le groupe lance, avec trois partenaires jordaniens, la construction en BOT de trois centrales solaires situées à Ma'an dans le sud de la Jordanie (50,5 M€).

SunEdison (États-Unis). 2014. Le fournisseur d'énergies renouvelables construit une centrale solaire de 23 MW dans le gouvernorat de Ma'an avec le soutien de la BERD et de l'OPIC (49,7 M€).

ÉVÉNEMENTS PHARES

SONEX - Solar Near East Exhibition and Forum : événement annuel à Amman. 30 exposants, 10 pays pour la 10^{ème} édition (15-18 mai 2017).

ENERGYTECH - Salon international des énergies renouvelables : 50 000 participants à Aqaba lors de l'édition 2016 (23-25 octobre).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale pour l'énergie 2007-2020 (actualisée en 2015) : développement des énergies renouvelables et du nucléaire pour faire de la Jordanie un exportateur net en 2030.

Jordan Vision 2025 (2015) : augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global de 1,5 % à 11 % en 2025.

JEEREF (Jordan Renewable Energy & Energy Efficiency Fund) : fonds dédié au secteur - www.facebook.com/JREEEF

CONTACTS UTILES

Jordan Investment Commission : www.jic.gov.jo/portal

NEPCO - National Electric Power Company : www.nepco.com.jo

Ministère de l'Énergie et des Ressources minières : www.memr.gov.jo

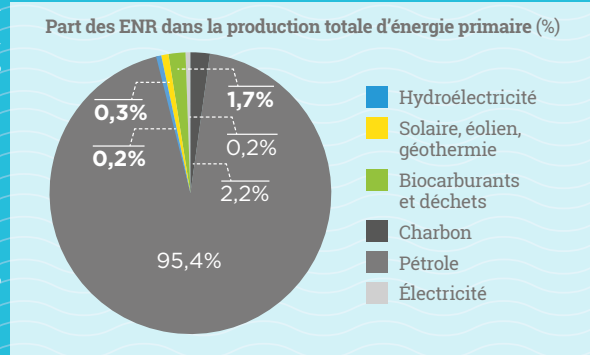
Jordan Renewable Energy & Energy Efficiency Fund : www.facebook.com/JREEEF

EDAMA - Fédération professionnelle des secteurs eau, énergie et environnement : www.edama.jo

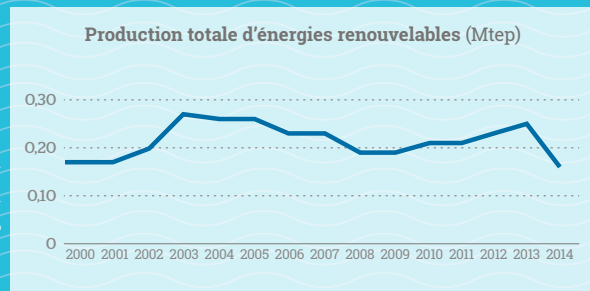


ÉNERGIES RENOUVELABLES AU LIBAN

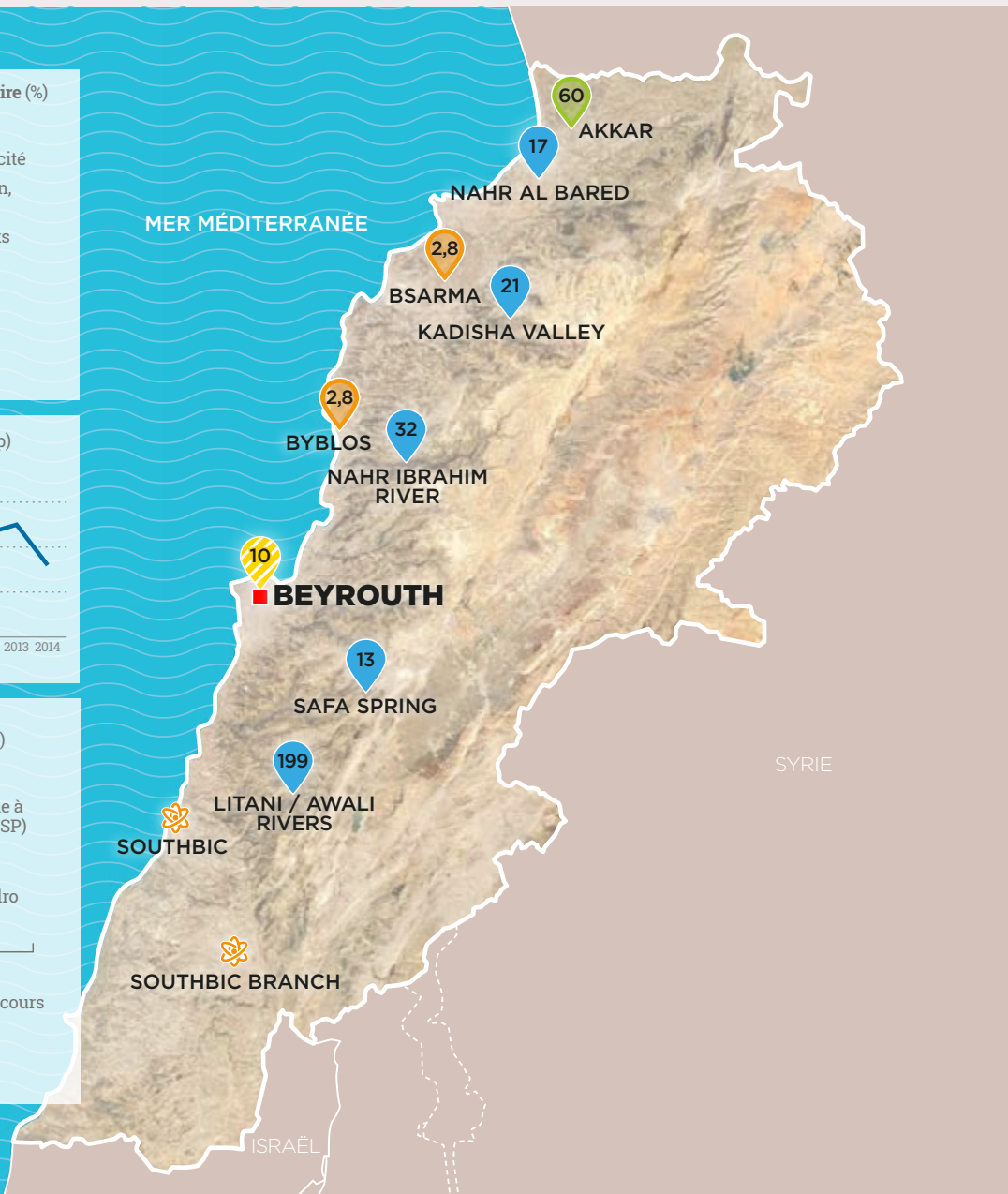
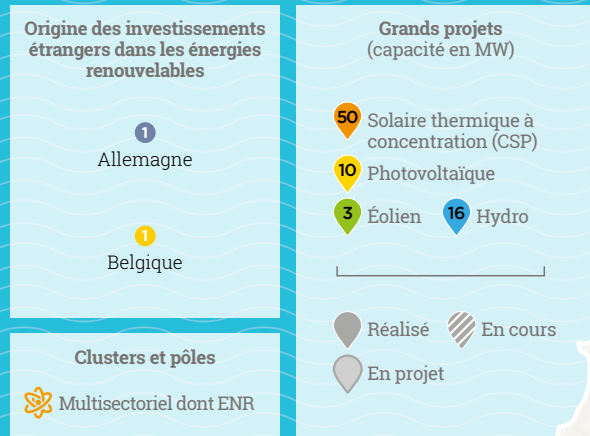
Source : Agence internationale de l'énergie (2014)



Source : Agence internationale de l'énergie (2014)



Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2016. Source : ANIMA



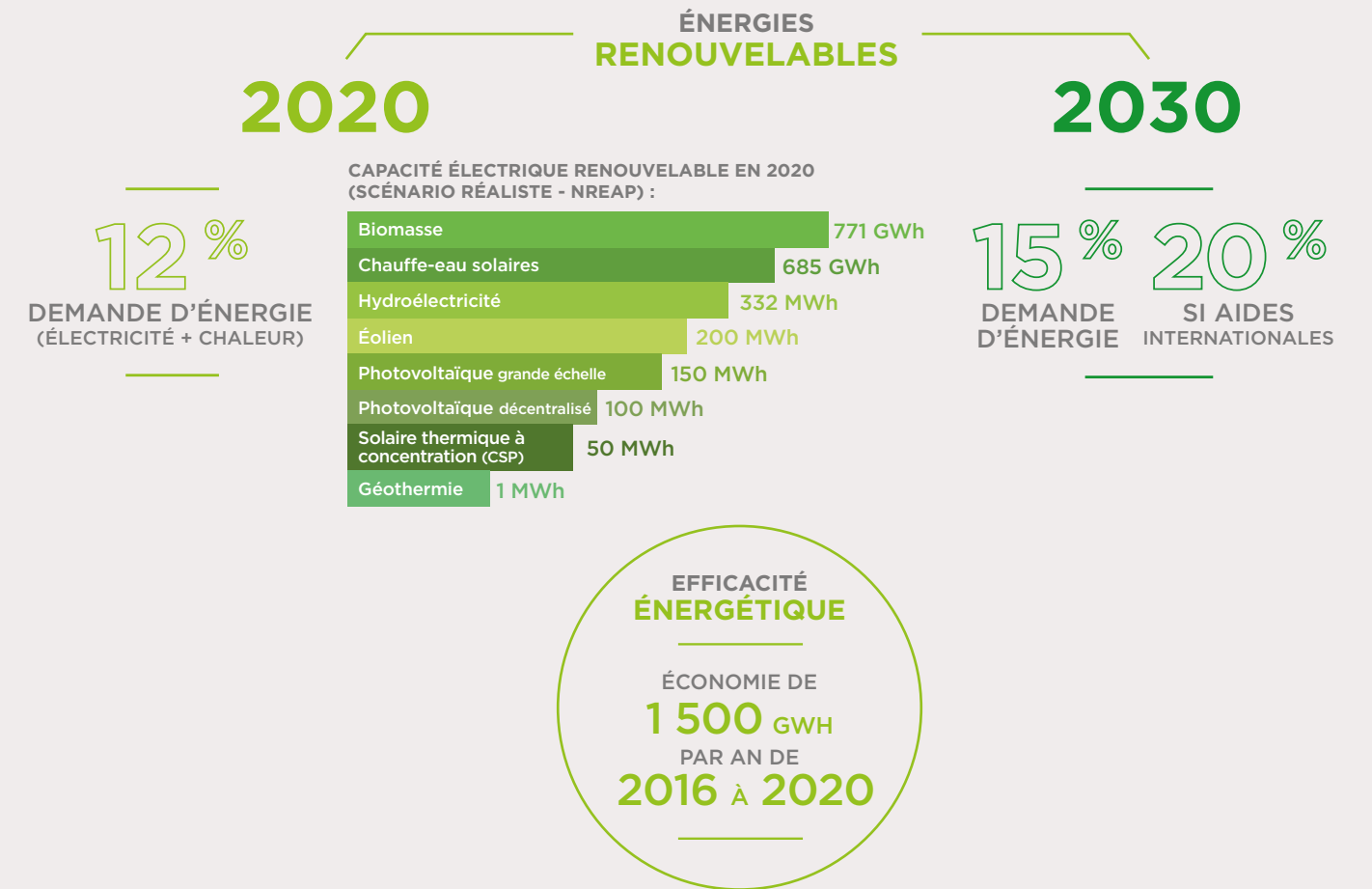
DÉCOLLAGE IMMINENT !

Le Liban produit 92 % de son énergie à partir d'énergies fossiles importées, le reste étant quasi-totalement fourni par l'hydroélectricité. La production électrique demeure la prérogative de l'Etat (une loi a autorisé la privatisation pour 2 ans en 2014, mais sans faire l'objet de décret d'application), et le contexte de pénurie perdure depuis la fin de la guerre civile.

L'exploitation des énergies renouvelables en est encore à ses balbutiements, faute de cadre législatif adéquat : seules des installations

d'autoconsommation ont pour l'instant été réalisées, souvent avec le soutien de bailleurs de fonds internationaux.

La situation devrait néanmoins très vite évoluer : des objectifs chiffrés à l'horizon 2020 puis 2030 ont été fixés par les plans d'actions pour l'efficacité énergétique (NEEAP 2016-2020) et pour les énergies renouvelables (NREAP 2016-2020), et les premiers appels d'offres ont été lancés en 2017.



ÉNERGIES RENOUVELABLES AU MAROC

Le marché le plus mature en 2017 est celui des chauffe-eau solaires. Leur usage a été généralisé grâce à la « National Energy Efficiency and Renewable Energy Action » (NEEREA), un financement « vert » qui devrait être reconduit jusqu'en 2020. Les installations PV décentralisées du secteur industriel, domestique et public représentent quant à elles une capacité totale de 20 MW début 2017, en forte croissance.

Les projets de plus grande échelle étaient inexistant début 2017 en dehors du « Beirut river solar snake », site PV de démonstration de 1 MW réalisé en 2015 par des entreprises libanaises pour le compte des pouvoirs publics.

Mais le gouvernement a annoncé en mars 2017 que l'objectif de 150 MW de PV en 2020 serait atteint grâce à des projets privés

donnant lieu à des accords de rachat d'électricité avec l'opérateur public Electricité du Liban. Les premiers appels d'offres ont été lancés en février 2017 et l'investissement global est estimé à 240 millions de dollars. Le développement d'une centrale CSP de 50 MW par un opérateur privé est également projeté.

Une capacité éolienne de 200 voire 400 MW en 2020 est quant à elle évoquée dans le scénario optimiste du NREAP - un potentiel corroboré par les opérateurs privés, qui fin 2016 avaient soumis aux autorités 3 projets de parcs éoliens d'une capacité totale de 200 MW.

En matière d'hydroélectricité enfin, l'objectif 2020 implique la réhabilitation de la moitié des barrages du pays, la construction de nouveaux sites et le développement de la micro-hydraulique. Autant de contrats à venir pour les acteurs du secteur...

ILS ONT INVESTI AU LIBAN...

MK-GROUP (Allemagne). 2014. Le groupe, connu sous le nom commercial de Care-Energy, ouvre une succursale à Beyrouth pour distribuer des systèmes photovoltaïques au Moyen-Orient (2,1M€).

Windeo Green Futur (Belgique). 2010. L'intégrateur dans le domaine des énergies renouvelables conclut un accord de franchise pour le Liban avec le local ME Green Energy.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Energy Lebanon : événement annuel à Beyrouth. Plus de 60 exposants et de 10 pays pour la 7^{ème} édition (16-19 mai 2017).

International Beirut Energy Forum : événement annuel à Beyrouth. 20 exposants et 20 pays pour la 8^{ème} édition (13-15 septembre 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

National Energy Efficiency Action Plan (NEEAP) 2016-2020 : 26 initiatives visant à limiter la croissance annuelle de la demande électrique à 5,81 % au lieu de 7 %.

National Renewable Energy Action Plan (NREAP) 2016-2020 : scénario de développement des différents types d'énergie renouvelable. Consultable sur climatechange.moe.gov.lb

National Energy Efficiency and Renewable Energy Action (NEEREA) : prêts à taux bonifiés et dispositif de subventions soutenu par l'Union européenne. Géré par la Banque du Liban avec le soutien du Ministère de l'Énergie et de l'Eau, du PNUD et du LCEC. www.bdl.gov.lb

CONTACTS UTILES

Invest in Lebanon (IDAL) : www.investinlebanon.gov.lb

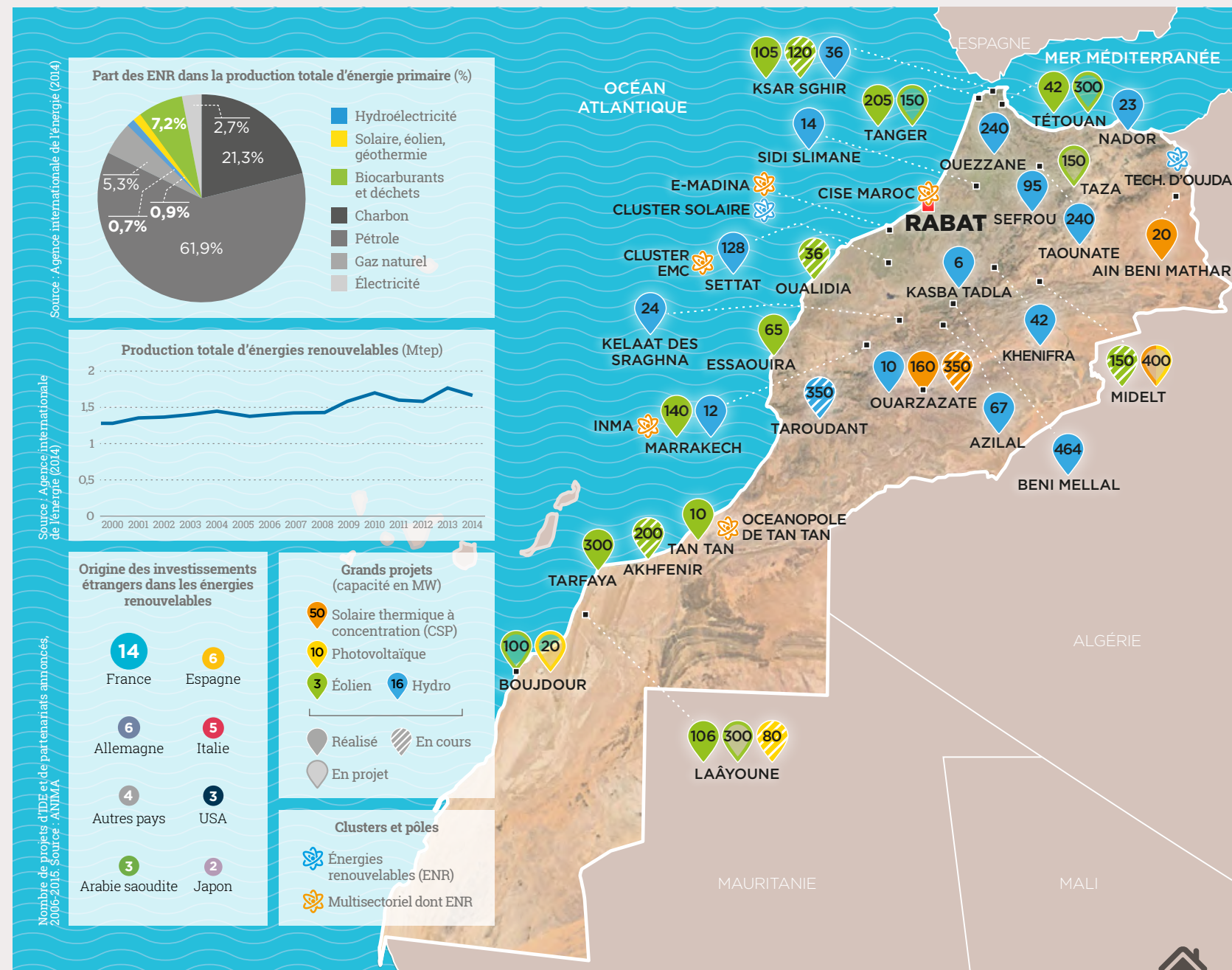
Lebanese center for energy conservation (LCEC) : www.lcecp.org.lb

Associations professionnelles :

Lebanese solar energy society - www.lses-lb.org

Lebanese association for energy saving & for environment (ALMEE) - www.almee.org

Lebanon green building council - www.lebanon-gbc.org

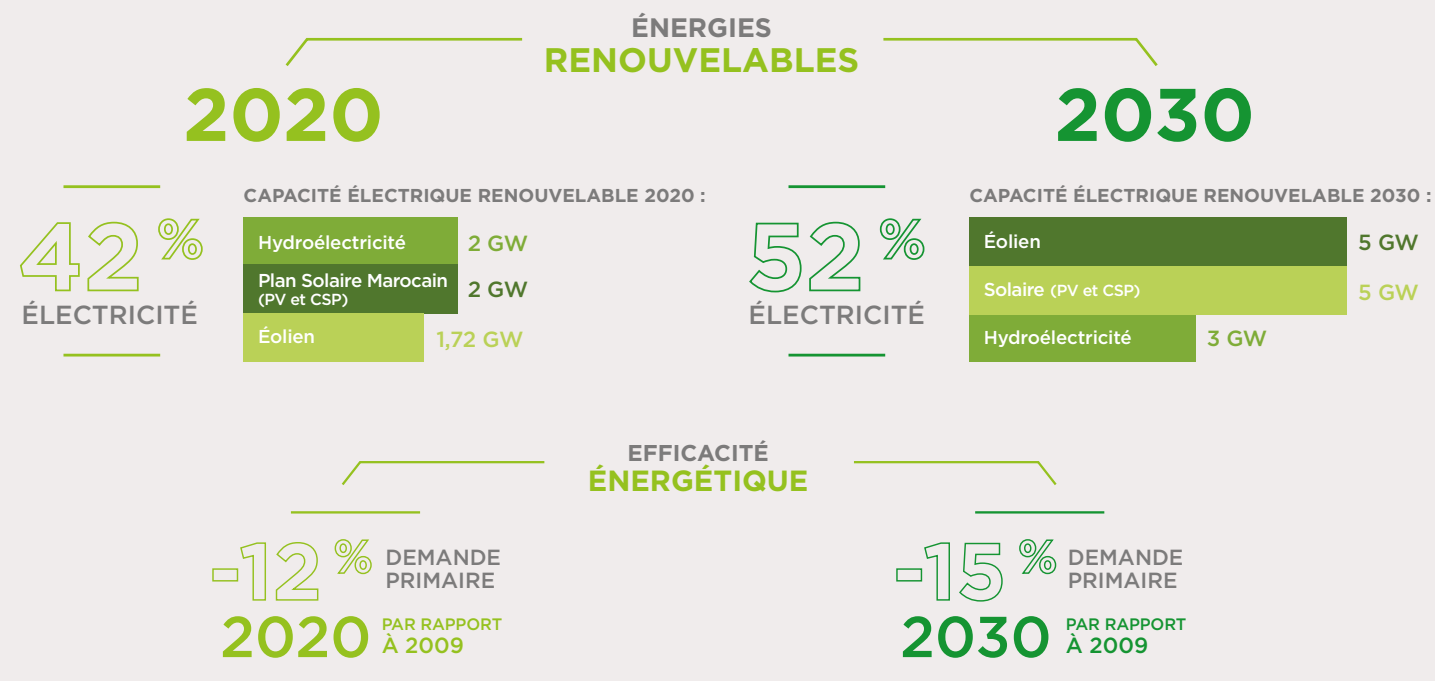


PREMIER PRODUCTEUR RÉGIONAL D'ÉLECTRICITÉ VERTE EN 2020



Le Maroc, premier importateur net d'énergie en Afrique, possède un excellent potentiel pour le solaire (irradiation moyenne de 5,3 kWh/m²/jour) et l'éolien (vitesse moyenne supérieure à 9 m/s à 40 m dans de nombreuses régions du nord et du sud). Le pays,

consacré « champion de la croissance verte » par la Banque africaine de développement, a adopté en 2010 les objectifs de transition énergétique les plus ambitieux de la région MED :



Le Maroc peaufine son cadre institutionnel et réglementaire : parmi les dernières améliorations en date figurent le système de facturation nette pour les centrales solaires et éoliennes raccordées au réseau haute tension, et la possibilité d'accès au réseau basse tension pour les petites et moyennes installations photovoltaïques et de valorisation des déchets.

Un investissement public de 10 milliards d'euros est prévu de 2010 à 2020 pour le Plan solaire et le Programme éolien. La Société d'Investissement Énergétique (SIE), bras financier de l'Etat, investit dans les projets lancés par l'agence nationale Masen sous forme de partenariats public-privé (BOOT : build, own, operate and transfer),

ainsi que dans les projets privés. Elle fournit en outre des subventions des biens et équipements jusqu'à 10 %.

Le Maroc s'est ainsi hissé au 13^{ème} rang mondial des destinations les plus porteuses dans le baromètre des énergies renouvelables d'EY 2016. Le pays offre d'innombrables opportunités aux entreprises du secteur : investissement, fourniture de matériels, génie civil, maintenance, formation, ingénierie... Parmi les réalisations emblématiques figure bien sûr Noor Ouarzazate, qui sera parmi les plus grandes centrales au monde à son achèvement en 2020 : 580 MW dont 510 pour le thermo-solaire (CSP) et 70 pour le photovoltaïque (PV).

Le saoudien Acwa Power a remporté les 4 contrats BOOT de ce méga projet, en association avec l'américain ARiES, l'espagnol TSK, le chinois Chint et l'indien Sterling & Wilson.

Dans l'éolien, plusieurs projets de 50 MW et plus sont prévus ou déjà opérationnels, le record étant détenu par le parc de Tarfaya, le plus important d'Afrique (300 MW), conjointement développé par le français GDF Suez et le marocain Nareva.

En parallèle de ces grands projets gérés par Masen, l'accent est désormais également mis sur les installations d'autoproduction : sites industriels, pompage solaire dans l'agriculture...

Le Maroc est ainsi en passe d'atteindre ses objectifs 2020 et a tous les atouts pour devenir un hub énergétique régional exportant son électricité verte en Europe et servant de base stratégique pour des activités en Afrique.

ILS ONT INVESTI AU MAROC...

Brookstone Partners (Etats-Unis). 2016. Platinum Power, dont le fonds est actionnaire de référence, développe 3 centrales hydroélectriques (56 MW) et un parc éolien (50 MW).

ACWA (Arabie saoudite). 2015. Le groupe est l'actionnaire majoritaire, à 70 %, de Khalladi Wind Farm, projet de parc éolien de 120 MW situé à 15km à l'est de Tanger (126 M€).

Volitalia (France). 2015. Volitalia, lié au fonds Creadev, crée à Rabat une filiale nommée Volta Maroc.

Glual (Espagne). 2015. Le fabricant de composants de turbines éoliennes, mais aussi de concentrateurs solaires, héliostats, fermes photovoltaïques, crée Glual Energy Maroc.

First Solar (Etats-Unis). 2014. Le fabricant de panneaux photovoltaïques se dote d'un hub commercial à Casablanca pour élargir sa présence en Afrique du Nord.

ÉVÉNEMENTS PHARES

EneR Event - Salon international des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique : événement annuel à Casablanca. 200 exposants et 10 pays pour la 6^{ème} édition (4-7 octobre 2017).

Solaire Expo Maroc : événement annuel à Casablanca. 75 exposants pour la 7^{ème} édition (février 2018).

Photovoltaïca : événement bi-annuel. 100 exposants de la zone EMEA pour la 3^{ème} édition (2018).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie énergétique nationale à l'horizon 2020, Plan Solaire Marocain et Programme marocain intégré de l'énergie éolienne (2009) : développement des énergies renouvelables et attraction d'investisseurs étrangers.

Loi n°13-09 relative aux énergies renouvelables (2010, amendée en 2016) : permet la production privée d'électricité verte et l'export (obligation de raccordement au réseau national).

EnergiPro initiative : soutien aux projets privés d'autoproduction jusqu'à 50 MW, garantie d'accès au réseau et rachat des surplus à un tarif incitatif par l'ONEE.

CONTACTS UTILES

MASEN : Agence marocaine pour l'énergie durable, statut public-privé, en charge du développement de projets, de la recherche et de la formation. Emet les appels d'offres des projets solaires (CSP et PV) et désormais éoliens. www.masen.ma

Agence de Développement des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (ADEREE) : en charge de la mise en œuvre de la stratégie nationale. www.aderee.ma

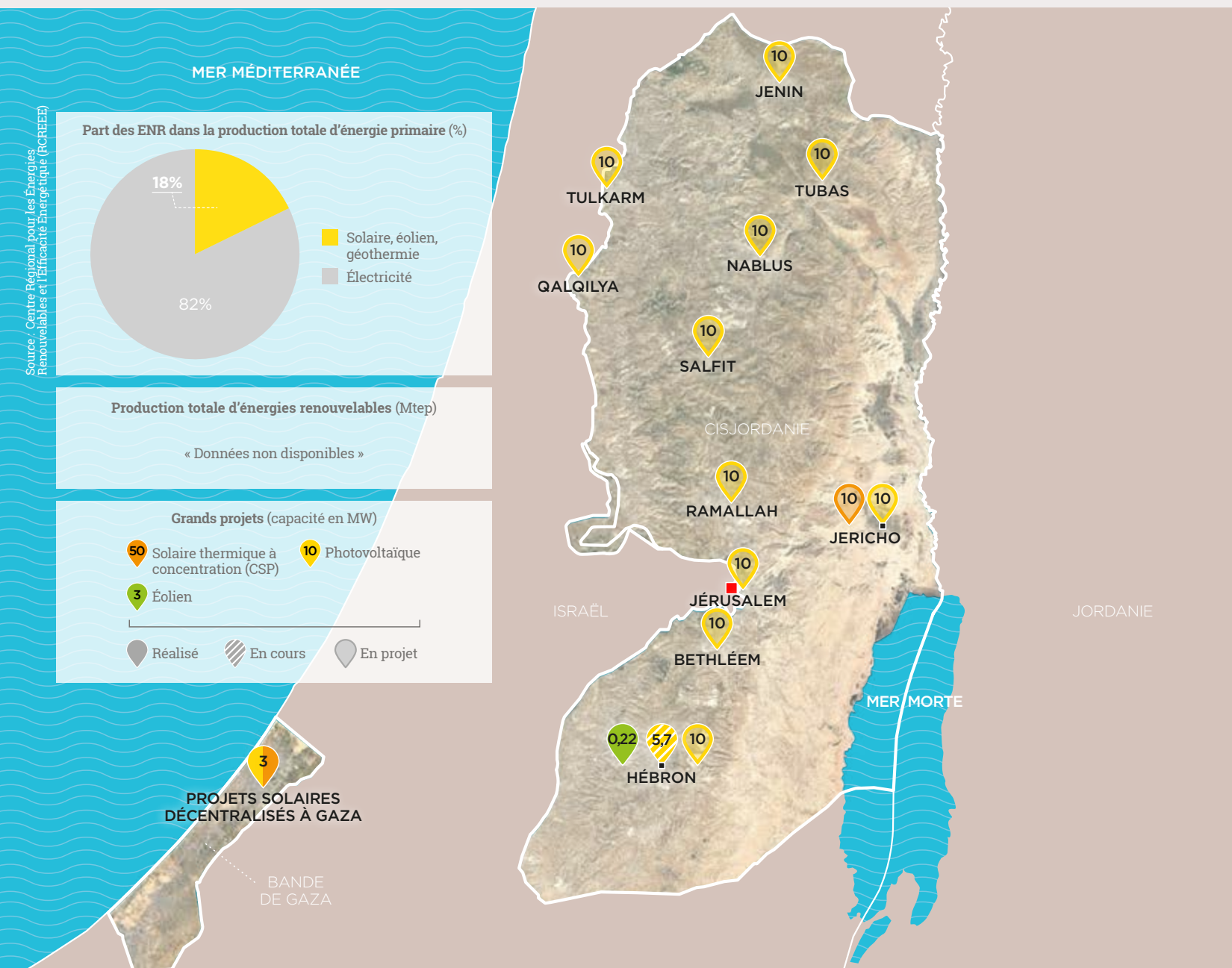
Société d'Investissement Énergétique (SIE) : Fonds d'investissement dédié aux projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. www.siem.ma

Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) : en charge de la production (environ 50 % de la capacité nationale), de la gestion du réseau et du rachat de l'électricité verte (contrats d'achat d'électricité). www.onee.org.ma

Association Marocaine des Industries Solaires et Eoliennes (AMISOLE) : +212 5 22 94 51 29



ÉNERGIES RENOUVELABLES EN PALESTINE



PLACE AUX INVESTISSEMENTS PRIVÉS !

L'approvisionnement énergétique est un enjeu hautement stratégique en Palestine : le pays ne produit pour l'instant quasiment pas d'énergie sur son sol et dépend d'entreprises israéliennes pour ses importations, effectuées à un coût record pour la région. Un excellent gisement solaire, combiné à un cadre législatif favorable et à l'absence de subventionnement de l'énergie, ouvrent la voie à un changement profond du mix énergétique.

La Palestine est en effet le 4^{ème} pays MED le plus attractif pour le développement des énergies renouvelables d'après le classement 2016 de l'Arab Future Energy Index (AFEX), établi par l'association RES4MED.

A l'heure actuelle, seuls des projets d'autoconsommation (particuliers, bâtiments publics ou sites industriels) sont en exploitation. Ils concernent

presque tous le secteur photovoltaïque et les chauffe-eau solaires (la Palestine constitue le deuxième marché MED derrière Israël, avec plus de 1,6 millions de m² installés). Le gouvernement souhaite maintenant passer à la vitesse supérieure.

La stratégie énergétique nationale 2012-2020 et l'initiative solaire palestinienne ont été complétées par la loi sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en octobre 2015. La filière bénéficie de tarifs de rachat de l'électricité verte, d'un système de facturation nette permettant le raccordement au réseau et d'incitations fiscales dédiées.

ÉNERGIES RENOUVELABLES 2020

10% ÉLECTRICITÉ EN 2020

CAPACITÉ ÉLECTRIQUE RENOUVELABLE EN 2020 :

Photovoltaïque (PV)	45 MW
Éolien	44 MW
Biomasse	21 MW
Solaire à concentration (CSP)	20 MW

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

-5% CONSOMMATION ÉLECTRIQUE 2020 PAR RAPPORT À 2012



Le décollage du secteur est amorcé : les capacités installées ont triplé de 2012 à 2016 grâce à des financements publics internationaux, pour atteindre 0,7 MW pour l'éolien, 4 MW pour le PV et 0,22 MW pour la géothermie - la Palestine étant le premier pays de la région à l'exploiter. Les investissements privés, inexistants en 2013, représentaient 3,5 % de la capacité installée en 2016.

Le Palestine Investment Fund (PIF) appuie le développement des installations PV individuelles avec des prêts à taux bonifiés et vise une capacité totale supplémentaire de 35 MW d'ici 2020 : 25 MW pour les entreprises et 10 MW pour le résidentiel et le secteur public.

ILS ONT INVESTI EN PALESTINE...

Gigawatt Global (Pays-Bas). 2016. Le groupe associé au jordano-palestinien Rack Tech obtient une licence pour une centrale PV de 5,7 MW à Hébron, co-financée par l'agence américaine OPIC.

ÉVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement majeur en Palestine mais des conférences ont parfois lieu à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe.

STRATÉGIE NATIONALE

National Energy Strategy 2012-2020 et Palestinian Solar Initiative : définition des objectifs de développement du secteur et des politiques de soutien public.

Palestine Investment Fund - PIF : le fonds souverain palestinien gère le Solar Energy Fund, un fonds de 50 millions de dollars ciblant les projets PV de petite échelle. Sa filiale Massader prévoit de développer des projets PV de moyenne échelle (10 MW environ) d'une capacité totale de 70 MW, pour un investissement estimé à 100 millions de dollars.

Pour ce qui est du PV à grande échelle, Massader, filiale du PIF, étudie des projets d'une capacité totale de 70 MW. Des appels d'offres publics sont en outre annoncés pour des projets de 10 MW dans chaque gouvernorat, soit une capacité totale de 110 MW qui sera raccordée au réseau en 4 ans.

La loi permet enfin de soumettre directement des propositions de projets : les autorités avaient ainsi reçu fin 2016 des propositions pour un parc éolien de 100 MW et 4 projets PV représentant une capacité totale de 63 MW. De quoi bouleverser le mix énergétique du pays, et améliorer les conditions de vie de millions de Palestiniens.

CONTACTS UTILES

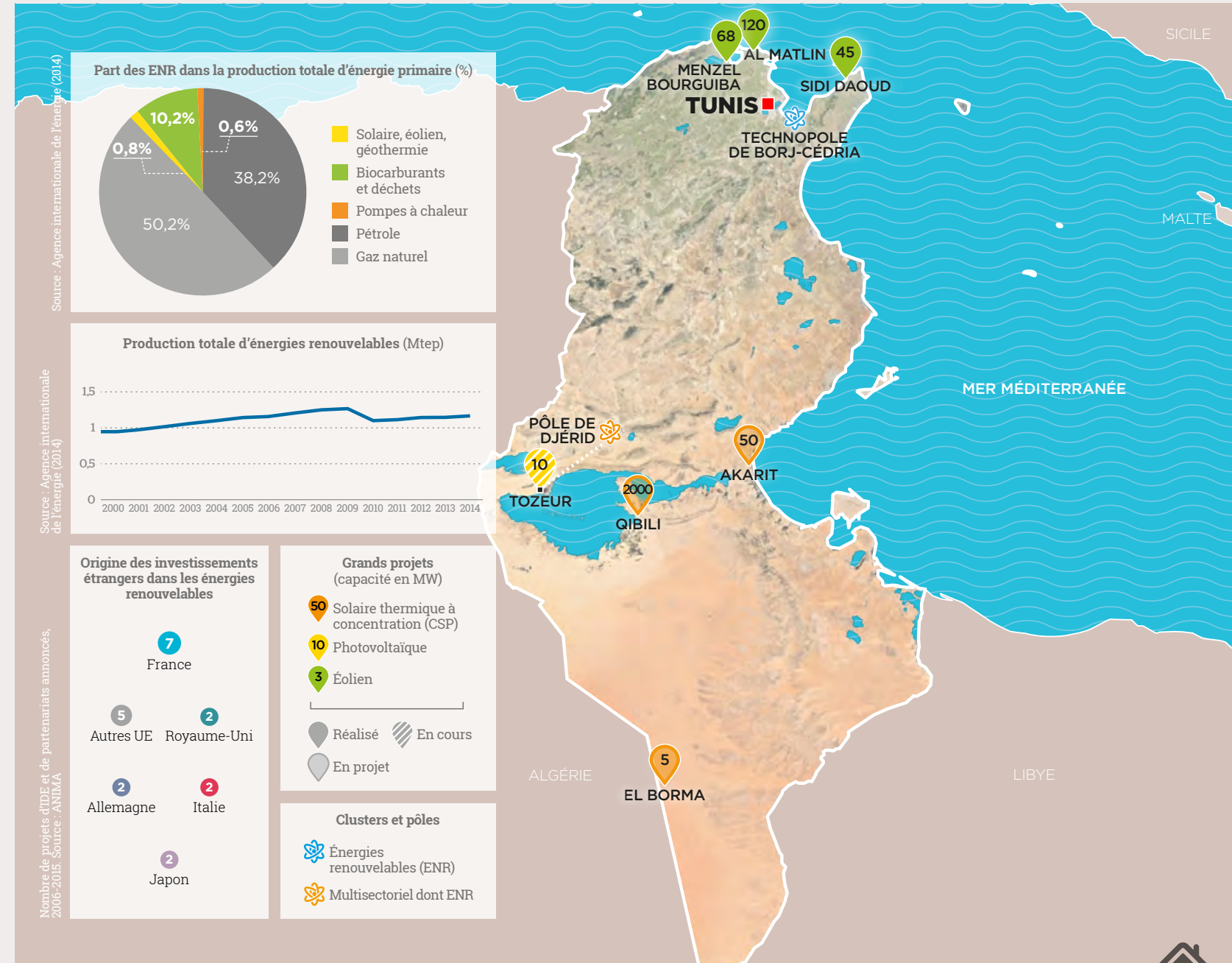
Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA) : www.pipa.ps

Palestinian Energy Authority (PEA) : www.pea-pal.tripod.com

Palestinian Electricity Transmission Company (PETL) : opérateur public de facto engagé à racheter l'électricité verte produite par les projets privés - www.petl.ps

Association professionnelle :
Palestine Solar Industry Association (PSIA) - www.palestine-sia.com

ÉNERGIES RENOUVELABLES EN TUNISIE



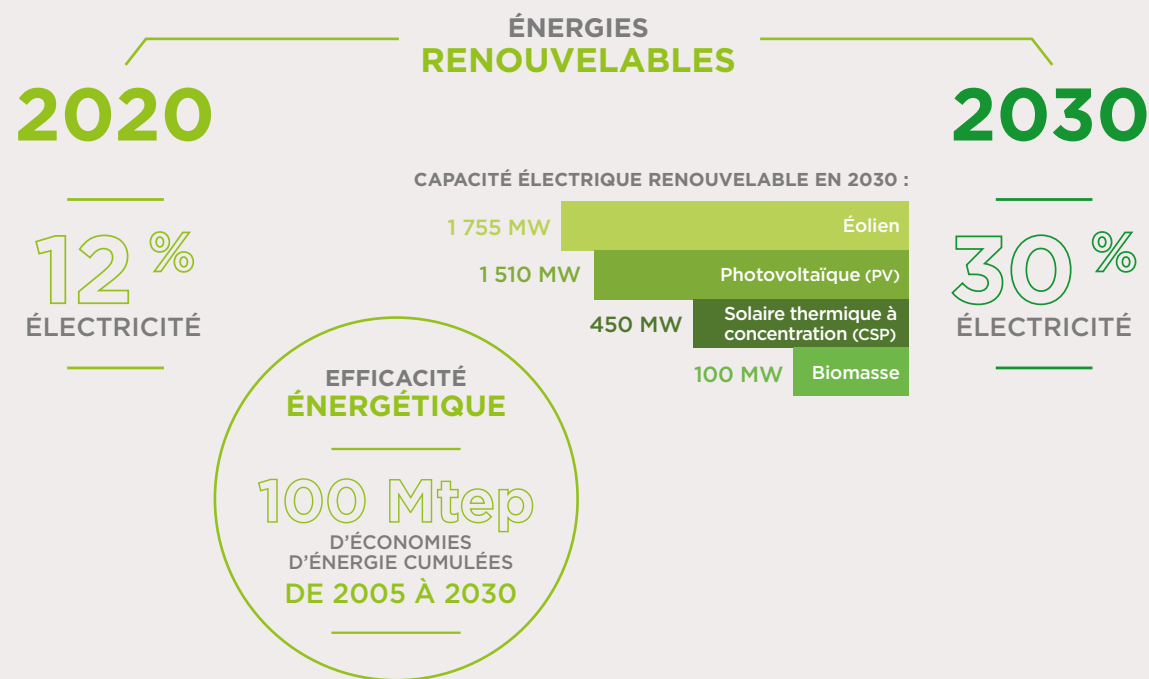
LE PAYS LANCE SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La Tunisie est le pays méditerranéen ayant engagé de plus longue date sa transition énergétique : l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables font partie intégrante de sa stratégie depuis les années 2000. Les énergies renouvelables représentaient ainsi 2 à 3 % de la production d'électricité en 2016, essentiellement grâce à des projets décentralisés.

Le programme Prosol, initié en 2005, a ainsi permis de généraliser l'usage des chauffe-eau solaires et panneaux photovoltaïques dans le résidentiel et le tertiaire.

En 2013, la Tunisie s'est fixé une nouvelle ambition : réduire sa consommation énergétique de 30 % et atteindre 30 % d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030.

Atteindre ces objectifs placerait la Tunisie sur la deuxième marche du podium des pays MED exploitant le plus largement les énergies vertes, derrière le Maroc.



Pour mettre en œuvre ce scénario de développement du secteur, les investissements publics et privés nécessaires sont évalués par la STEG (la Société tunisienne de l'électricité et du gaz) à 3,7 Md€ d'ici 2020 puis 6,3 Md€ à l'horizon 2030. Le gouvernement doit avant toute chose poursuivre sa stratégie de suppression des subventions à l'énergie et finaliser la définition du cadre réglementaire s'appliquant aux producteurs indépendants d'électricité.

De nombreuses entreprises européennes s'intéressent d'ores et déjà au marché tunisien, en tant que prestataires pour la STEG Énergies Renouvelables (STEG ER), ou comme producteurs indépendants. Dans l'éolien tout d'abord, deux premiers grands projets, d'une capacité totale de 245 MW, ont été réalisés par la STEG avec l'espagnol Gamesa, et de nouveaux projets sont à l'étude dans les gouvernorats de Kébili, Médenine et Gabès, où le potentiel éolien est particulièrement favorable.

Dans le solaire, la filière photovoltaïque représente une capacité totale de 23 MW en 2016, déployée dans des sites d'électrification rurale et d'autoproduction publics, résidentiels ou industriels.

La STEG cible désormais également le développement de projets de plus grande échelle : plusieurs centrales PV de 10 à 50 MW sont à l'étude.

D'autres projets ciblant la technologie CSP en sont également au stade de la recherche de financement, à l'image de la centrale Akarit, d'une

capacité de 50 à 100 MW, développée par la STEG, et du mégaprojet de 2 GW initié par le britannique Nur Energie pour alimenter l'Europe en électricité verte à partir du Sahara.

Des opportunités résident enfin dans la biomasse (les premières installations privées, dédiées à l'autoconsommation, exploitent des résidus agricoles et ont fait la preuve de leur rentabilité), et peut-être demain, les énergies marines.

ILS ONT INVESTI EN TUNISIE...

Catecar (Suisse). 2014. Le groupe, via sa JV tunisienne axée sur l'innovation automobile, va produire la Libellule, véhicule roulant à l'énergie solaire, à Sousse.

Fire Energy (Luxembourg). 2013. Le spécialiste de l'énergie solaire ouvre une filiale en Tunisie sous le nom de Fire Energy Tunisia, sa deuxième filiale sur le continent africain.

Arborescence Capital (France). 2012. Le fonds établit un groupement d'intérêt économique (GIE) avec la STEG pour développer les énergies renouvelables en Tunisie.

Saint-Gobain Solar (France). 2011. La filiale énergie solaire du groupe crée Aurasol, une société de fabrication de panneaux photovoltaïques implantée à Béja (1,32 M€).

ENI (Italie). 2010. SITEP, la JV du groupe avec l'entreprise d'Etat ETAP, investit dans une centrale thermo-solaire pour alimenter sa concession pétrolière d'El Borma (15,4 M€).

ÉVÉNEMENTS PHARES

SIED EXPO - Salon international des énergies durables : événement bi-annuel à Tunis. 3^{ème} édition (16-19 mai 2017) organisée simultanément avec 2 autres salons, CLIMEXPO (climatisation, chauffage, régulation et ventilation) et HYDROMED Expo (traitement et gestion optimale de l'eau).

ENVIROTEC & ENERGIE EXPO - Salon international des technologies de l'environnement et des énergies renouvelables : événement annuel à Tunis. 60 exposants attendus lors de la 5^{ème} édition (23-25 mai 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Plan Solaire Tunisien (PST) : programme de référence pour les énergies renouvelables, consultable sur le site de l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME) - www.anme.nat.tn.

Loi relative à la production d'électricité à partir des énergies renouvelables (2015) : complète les deux lois précédentes (2004 et 2009) pour (i) définir un plan national de production d'électricité à partir des énergies renouvelables, (ii) élargir le statut d'auto-producteur aux collectivités locales, aux entreprises publiques et aux sociétés privées avec la possibilité de revendre l'excédent à la STEG et (iii) autoriser la production d'électricité verte destinée à l'export.

CONTACTS UTILES

Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) : www.tunisieindustrie.nat.tn

Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME) : www.anme.nat.tn

STEG Énergies Renouvelables (STEG ER) : entreprise de droit privé, à participation majoritaire de la STEG, opérateur public national qui détient le monopole de la transmission, distribution et vente d'électricité - www.steg-er.com.tn

Chambre syndicale nationale des énergies renouvelables : www.csner-tn.com





TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CRÉATIVES



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS

OPPORTUNITÉS
DE CROISSANCE
EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Liste d'abréviations

AFD : Agence Française de Développement
ICC : Industries Culturelles et Créatives
IDE : Investissement Direct à l'Étranger
IT : Technologies de l'Information
M : million
Md : milliard
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PME : Petites et Moyennes Entreprises
R&D : Recherche et Développement
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

Sources principales

MedCreative

MedCulture

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Cartographie

Les termes employés et la présentation des données figurant sur ces cartes n'impliquent de la part d'ANIMA Investment Network aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La délimitation des frontières est conforme aux documents suivants : Carte No. 3584 Rev. 2 Nations unies, janvier 2004 - Section de cartographie du Département des opérations de maintien de la paix ; Carte No. 4204 Rev. 3 Nations unies, avril 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions ; Carte No. 3795 Rev. 3 Nations unies, mars 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions.

Crédits photographie

Rosscains Photography, Pixabay, CC0 (page 2); Kevinamrulloh, Pixabay, CC0 (page 3 – gauche); Deankez, Pixabay, CC0 (page 3 – droite).

Auteurs

Ce guide a été réalisé par Zoé Luçon, Directrice des publications (rédaction), et Inmaculada Ruiz, Chargée de communication (édition), à ANIMA Investment Network, avec l'appui de l'agence Marsatwork (graphisme). Charles Viellard Rostand et Cécile Alimi ont également participé au travail de recherche et de rédaction. La traduction en anglais a été effectuée par Karim El Arnaouty.

© Copyright EUROMED Invest 2017 - Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés pour tous pays. N°ISBN : 2-915719-60-8

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



WWW.EUROMEDINVEST.EU

INFO@EUROMEDINVEST.EU



#EUROMEDInvest



EUROMED Invest



EUROMED Invest

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

EUROMED Invest est un projet de quatre ans (2013-2017), cofinancé à 80 % par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions d'euros. Il est coordonné par ANIMA Investment Network dans le cadre du consortium MedAlliance.



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE

EUROMED
INVEST



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط





OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

Ce guide s'adresse aux entreprises du secteur des industries culturelles et créatives souhaitant mieux connaître les pays du sud de la Méditerranée. Aperçu des opportunités d'affaires, exemples de projets menés par des opérateurs étrangers, principaux événements business en Algérie, en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie... autant d'informations qui accéléreront votre prospection !

INVESTIR DANS LE SECTEUR DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE : POURQUOI ?

Les industries culturelles et créatives (ICC) couvrent une large gamme de secteurs caractérisés par leur lien avec patrimoine culturel, tradition, design et savoir-faire. Pour reprendre la typologie proposée par le projet Creative Mediterranean mis en œuvre par l'ONU/UDI et co-financé par l'Union européenne, les ICC comportent 4 grands domaines :

- les industries du design : mode, habillement, chaussures, bijouterie ;
- les industries de la culture et des médias : audiovisuel, musique, édition, jeux vidéo ;
- les arts vivants : arts de la scène, arts visuels, gestion du patrimoine ;
- et enfin les services liés à la création : communication/publicité, design intérieur, architecture.

Les ICC, qui impliquent majoritairement les petites et moyennes entreprises (PME), occupent une place centrale dans l'économie et la compétitivité européenne, avec plus de 4 % du PIB de l'Union

européenne. Elles n'attirent que peu d'entreprises étrangères au sud de la Méditerranée, et sont pour l'instant peu présentes dans les stratégies de développement et d'attractivité nationales. Pourtant, les ICC connaissent une croissance plus rapide que les autres secteurs, et les pays MED disposent de solides atouts pour attirer opérateurs et investisseurs étrangers : patrimoine culturel riche et encore peu valorisé, jeunesse et classe moyenne émergente avides de culture, et main d'œuvre qualifiée et compétitive. A cela s'ajoutent en outre l'ouverture graduelle du secteur audiovisuel des pays MED, le développement des infrastructures télécoms et la stimulation de la production artistique liée aux printemps arabes.

Ce guide dresse un panorama non exhaustif des opportunités offertes dans les multiples secteurs des ICC et principalement dans ceux liés au design, à la culture et aux médias – les arts vivants et les services liés à la création représentant de moindres marchés pour les entreprises étrangères.

NICHES ET SECTEURS PRIORITAIRES

Industries du design : valoriser le « made in Méditerranée »

La Méditerranée jouit de savoir-faire traditionnels dans des domaines extrêmement variés : coton, laine, lin, fibre végétale (alpha, palme, jonc...), terre cuite et céramique, verre soufflé, cuivre, étain, argent, bois d'olivier... Ces nombreuses productions sont actuellement destinées à la clientèle domestique et aux touristes, alors qu'elles pourraient également cibler des segments plus haut de gamme, à l'export notamment. L'amélioration des technologies de production, du design et du marketing constituent des créneaux intéressants pour les entreprises étrangères. Pour aller plus loin : mapping des clusters ICC existants et potentiels dans 7 pays méditerranéens sur le site www.medcreative.org.



Culture et médias : diffuser une nouvelle image de la Méditerranée

La Méditerranée a consolidé sa place sur la scène artistique mondiale à la faveur du coup de projecteur suscité par les révoltes et révolutions de 2011. Les artistes méditerranéens exposent désormais leurs œuvres dans le monde entier et des événements d'envergure internationale ont été créés dans les pays MED, à l'instar de la Beirut Art Fair lancée en 2010. Qu'il s'agisse de cinéma, de télévision, de musique, de littérature ou de spectacle vivant, les enjeux et marchés pour les opérateurs économiques sont les mêmes : valoriser l'offre locale dans le pays (y compris sur le segment tourisme) et à l'étranger, et renforcer les canaux de distribution locaux, encore souvent insuffisants.



Pour aller plus loin : mapping du secteur des médias dans 9 pays méditerranéens sur le site www.med-media.eu et état des lieux du secteur culturel dans 8 pays méditerranéens sur le site www.medculture.eu.

Numérique : cibler les nouveaux modes de production et consommation et les besoins du monde arabe

Le numérique ouvre d'abord de nouvelles possibilités de collaboration transnationale dans les services liés à la création, comme le graphisme et le design. Il permet aussi d'inventer de nouveaux modes de diffusion et de consommation de produits culturels, encore peu présents dans les pays MED : freemiums, hybrides de livres et magazines (mooks), presse low cost, modernisation des sites culturels, abonnements permettant d'élargir la diffusion des offres musicales, télévisées et de cinéma... Un troisième débouché majeur réside dans le développement de contenus adaptés à la demande des pays arabes, dans le marché des jeux vidéo mais aussi des applications. Les versions arabes d'Uber (Careem), Booking (Yamsafer) connaissent ainsi des succès importants, et il reste beaucoup à faire pour développer les contenus arabes sur le web.



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN ALGÉRIE

VALORISER LE PATRIMOINE, LES SAVOIR-FAIRE... ET LA JEUNESSE !

Le patrimoine culturel algérien demeure méconnu alors même qu'il est exceptionnel, tant par son âge (le pays abrite des peintures rupestres millénaires) que par sa diversité : chaque région se singularise par son artisanat, son architecture (ksours à la beauté et aux prouesses techniques remarquables), ses musiques (répertoires kabyle, touareg, chawi, amazigh...), ses arts de la parole ou encore sa littérature et son cinéma. La jeunesse algérienne constitue une autre facette de cette richesse : sa créativité, sa soif d'entreprendre, sa maîtrise des nouvelles technologies et son ouverture au monde sont autant d'atouts pour valoriser et faire rayonner ce formidable réservoir de développement humain et économique.

Conscientes de ces opportunités et soucieuses de forger une nouvelle image du pays, les autorités ont décuplé en 10 ans le budget alloué à la culture, offrant à l'Algérie le plus riche ministère de la Culture de la région arabe en 2014 (une progression toutefois stoppée en 2015). Ce dernier accorde la priorité aux événements culturels, au cinéma et au développement de bibliothèques et d'autres infrastructures artistiques et culturelles. Le gouvernement a par ailleurs mis en place en 2009 des avantages fiscaux pour les investisseurs privés opérant dans le domaine culturel.

ILS ONT INVESTI EN ALGÉRIE...

JCDecaux (France). 2015. Le groupe forme une joint-venture 49/51 avec la SNTF pour exploiter et commercialiser des dispositifs publicitaires dans les transports.

Taypa (Turquie). 2015. Le groupe crée un complexe textile de 8 usines et un centre de formation à Relizane, en joint-venture 49/51 avec un groupe algérien, créant 25 000 emplois (662 M€).

Icflix (Émirats arabes unis). 2013. La société de diffusion de films sur internet ouvre une antenne locale afin de mieux commercialiser ses services sur le marché algérien.

Celma (Espagne). 2013. Le groupe s'associe à l'algérien Leather Industry pour relancer la production dans l'usine de chaussures de Chéraga et créer un centre de formation (1,73 M€).

Le programme public d'incitation à la lecture a ainsi permis la floraison de nouvelles maisons d'édition, malgré des canaux de distribution encore limités. La libéralisation du secteur audiovisuel en 2012 a suscité le développement de dizaines de chaînes privées diffusées par satellite, ainsi que l'émergence de nombreux médias numériques.

La production cinématographique algérienne, primée lors de nombreux festivals internationaux depuis un demi-siècle, souffre aujourd'hui de l'absence de filière de formation adéquate et de l'insuffisance des salles d'exploitation (47 en 2016 alors que le pays en a compté jusqu'à 450 dans le passé). Le cinéma algérien bénéficie malgré cela d'un nouvel essor avec les financements du FDATIC (Fonds de Développement de l'Art, de la Technique et de l'Industrie Cinématographiques), et espère des investissements privés pour créer de nouvelles salles de projection.

De nombreux autres secteurs comme la mode, l'artisanat, le numérique et le design représentent autant d'opportunités encore peu exploitées. Le projet européen régional Creative Mediterranean mené par l'ONUDI appuie ainsi le renforcement de pôles dédiés à la tapisserie, la joaillerie, la poterie et l'habillement traditionnel situés dans les wilayas d'Alger, de Ghardaïa et en Kabylie.

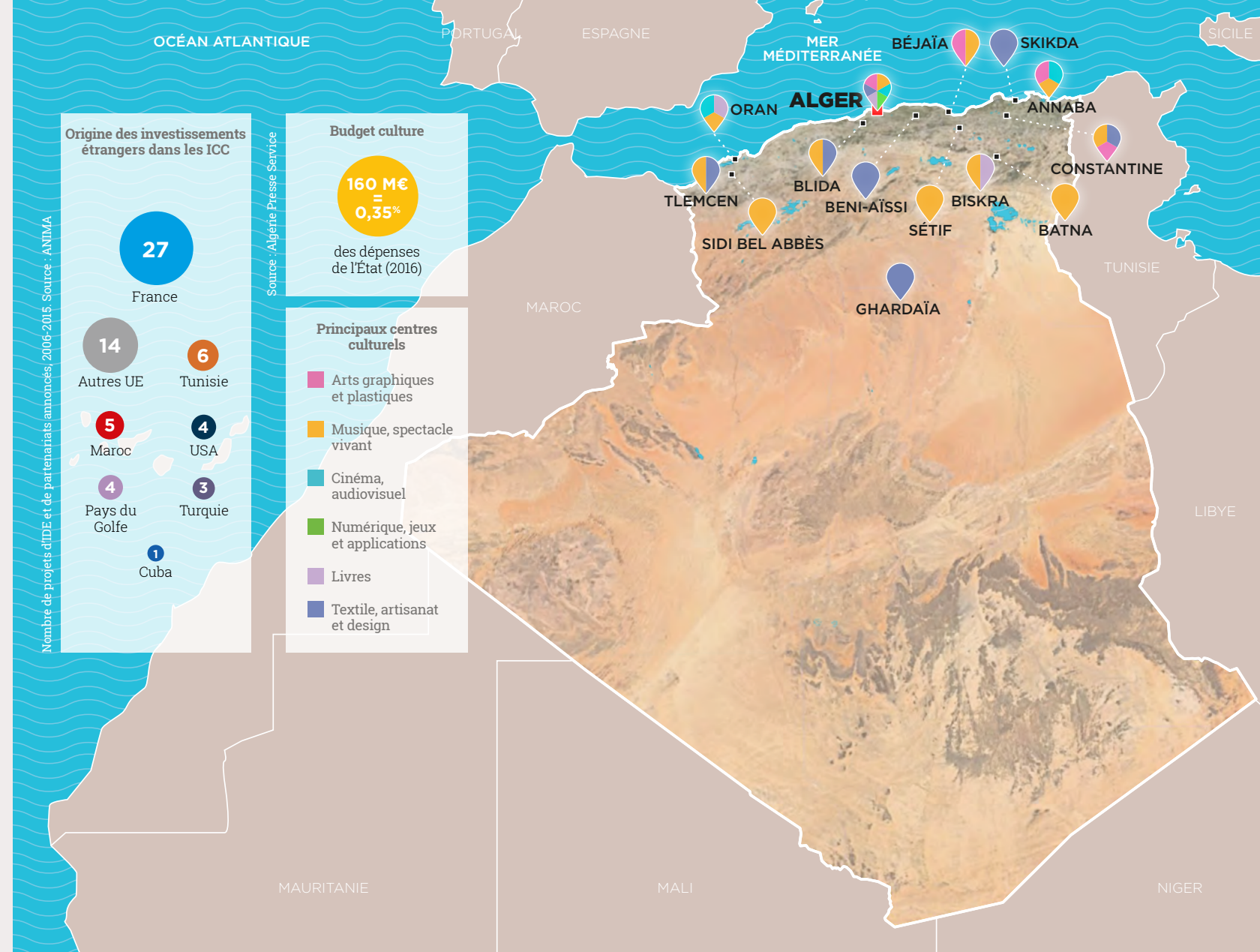
Newhotel (Portugal). 2013. L'entreprise spécialisée dans les logiciels de gestion hôtelière ouvre un bureau de représentation à Alger afin de se développer sur le marché local.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Salon international du livre d'Alger : événement annuel. 1,5 million de visiteurs et 50 pays représentés pour la 22^{ème} édition (octobre 2017).

Salon International de l'Artisanat Traditionnel (SIAT) : événement annuel à Alger. Plus de 500 artisans algériens et étrangers pour la 21^{ème} édition (20-29 octobre 2017).

Salon international de l'informatique, de la bureautique et de la communication (Sicom) : événement annuel à Alger. 90 exposants pour la 26^{ème} édition (5-9 avril 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Avantages fiscaux accordés aux investisseurs, entrepreneurs et acteurs culturels : voir le guide de l'investisseur dans le secteur de la culture en Algérie, sur le site de PCPA Algérie : www.pcpalgerie.org

Fonds de soutien : Fonds de Développement de l'Art, de la Technique et de l'Industrie Cinématographique (FDATIC), Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres (FDAL), Fonds National du Patrimoine (FNP). Informations sur le site du ministère de la Culture : www.m-culture.gov.dz

CONTACTS UTILES

Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) : www.andi.dz

Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) : www.aarcalgerie.org

Portail du patrimoine culturel algérien : www.patrimoineculturel.algerien.com



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN ÉGYPTÉ

MISER SUR LE CHAMPION CULTUREL DU MONDE ARABE

L'Égypte constitue une référence dans le monde arabe pour la musique, le cinéma, la littérature ou encore l'artisanat. La révolution de 2011 a ouvert le débat public sur la culture et donné lieu à une véritable éclosion de scènes indépendantes allant du street art au théâtre même si dans le même temps, ressources financières disponibles et fréquentation touristique ont chuté. Les réformes en cours visent à diminuer le monopole de l'Etat sur la culture et à en démocratiser l'accès. Les autres grands axes poursuivis concernent la sauvegarde et la valorisation du patrimoine national (antiquités, archives, patrimoine architectural) et la promotion de la lecture, au sein de la jeunesse en particulier. Les principales industries culturelles et créatives égyptiennes sont localisées autour des villes du Caire et d'Alexandrie. Le projet européen régional Creative Mediterranean, mis en œuvre par l'ONUDI, mentionne parmi les secteurs les plus prometteurs les industries du design et en particulier l'ameublement, les textiles d'intérieur, le marbre et la bijouterie, mais aussi le multimédia, l'audiovisuel et l'édition. À une échelle moindre, l'Égypte abrite une production artisanale extrêmement riche mais relevant essentiellement du secteur informel : tapis, poterie, broderie, maroquinerie, etc.

ILS ONT INVESTI EN ÉGYPTÉ...

IBM (États-Unis). 2015. Le groupe ouvre au Caire un service dédié aux ventes digitales (2,7 M€).

Rocket Internet/Africa Internet Group (France). 2015. Le groupe poursuit ses investissements dans le pays avec l'acquisition d'Otlob, un site de réservation en ligne pour les restaurants du Caire.

Careem (Émirats arabes unis). 2014. Le « Uber émirati » lance son application au Caire.

IFP GROUP (Arabie saoudite). 2014. L'organisateur de salons et événements crée une filiale locale en vue de promouvoir son offre en Afrique et dans les pays arabes.

Uber (États-Unis). 2014. L'application de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs lance son service au Caire, dans sa version UberX.

Les niches identifiées par l'ONUDI concernent notamment les produits haut de gamme, la vente en ligne, l'utilisation de matériaux recyclés s'inscrivant dans la tendance de design durable, la remise au goût du jour de techniques et matériaux anciens, mais aussi le développement de marques locales et un positionnement de sous-traitance dans l'industrie du cuir. Côté médias, le cinéma égyptien constitue une référence : le Caire a longtemps été comparé au Hollywood du monde arabe. Le secteur est aujourd'hui en perte de vitesse du fait de difficultés croissantes de financement, du piratage et de la concurrence indienne notamment. L'industrie de production et de distribution cinématographiques égyptiennes occupe malgré cela la deuxième place de la région Afrique et du Moyen-Orient (derrière le Nigeria) en nombre de films produits, et compte environ 300 salles obscures, pour une fréquentation annuelle de 25 à 30 millions de spectateurs. Les principales opportunités d'affaires dans le secteur résident dans la rénovation et la création de salles de cinéma. D'autres secteurs sont enfin en train d'émerger, comme les jeux vidéo et la gestion du patrimoine. De nombreuses maisons d'édition et librairies ont également vu le jour ces dernières années, de même que des galeries d'art.

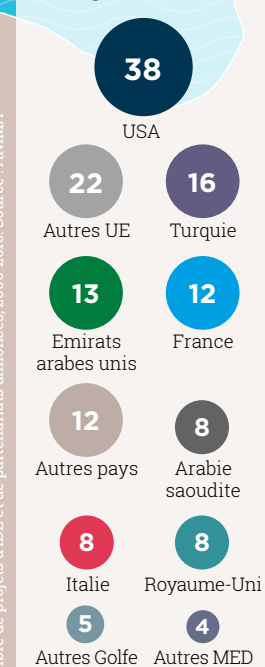
ÉVÉNEMENTS PHARES

Cairo International Film Festival : unique compétition internationale reconnue par la Fédération internationale des associations de producteurs de films pour le monde arabe et l'Afrique. 39^{ème} édition (21-30 novembre 2017).

Cairo Fashion & Tex : événement bi-annuel au Caire. 20 pays représentés pour la 62^{ème} édition (13-16 septembre 2017).

Furnex : événement annuel sur l'ameublement au Caire. 150 exposants pour la 11^{ème} édition (2-5 mai 2017).

Origine des investissements étrangers dans les ICC



Budget culture



Principaux centres culturels

- Arts graphiques et plastiques
- Musique, spectacle vivant
- Cinéma, audiovisuel
- Numérique, jeux et applications
- Livres
- Textile, artisanat et design

Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2015. Source : ANIMA

Source : MedCulture



STRATÉGIE NATIONALE

Gouvernance, législation et politique culturelle : voir la fiche pays Egypte du site www.medculture.eu.

Promotion de la lecture : projet Iqraa lancé en 2014 par le ministère de la Culture pour subventionner l'achat de livres pour les jeunes dans des kiosques dédiés ; bibliothèque en ligne Egyptian Knowledge Bank- EKB proposant aux internautes égyptiens un accès gratuit à des livres et revues du monde entier.

CONTACTS UTILES

General Authority For Investment and Free Zones (GAFI) : www.gafi.gov.eg

Ministère de la Culture : www.ecm.gov.eg/en

Egyptian Export Council of Handicrafts : www.facebook.com/EgyptianExportCouncilHandicraftscom



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN ISRAËL

LA START-UP NATION À LA POINTE DE LA CRÉATIVITÉ

La créativité est une valeur cardinale d'Israël, qui occupe le 2^{ème} rang mondial pour l'innovation dans le Global Competitiveness Report 2016-2017. Israël jouit aussi d'une dynamique culturelle remarquable, qui franchit ses frontières dans des disciplines allant de la danse contemporaine à la mode, en passant par le cinéma.

Trois villes concentrent l'essentiel des industries culturelles et créatives : Tel Aviv, qui a rejoint le réseau mondial des villes créatives de l'UNESCO en 2014 dans la catégorie « arts numériques », Jérusalem et Haïfa. Le gouvernement soutient efficacement le secteur et tout particulièrement le numérique.

La première ICC israélienne est en effet et sans conteste possible celle du digital : les TIC représentent 16 % du PIB et 26 % des exports israéliens en 2016. Le pays abrite le plus fort ratio de start-ups rapporté à la population, et Tel Aviv est le deuxième plus grand centre high-tech au monde, après la Silicon Valley. Plus de 250 multinationales ont ainsi choisi d'implanter des centres de R&D en Israël, souvent suite à des acquisitions. Le secteur des jeux vidéo compte plusieurs champions mondiaux, à l'instar de Playtika, qui compte 1 300 employés et a été acquis par des fonds chinois en 2016.

ILS ONT INVESTI EN ISRAËL...

Shanghai Giant Network (Chine). Un consortium d'investisseurs chinois acquiert Playtika, numéro 1 israélien des plateformes de jeu en ligne (4 000 M€).

Youzu Interactive (Chine). 2015. Le groupe investit pour le développement et l'internationalisation de WakingApp, une application de réalité virtuelle créée en 2013 à Rosh Ha'ayin (3,8 M€).

Stride Gaming (Royaume-Uni). 2015. La société de jeu en ligne acquiert InfiApps, une start-up qui développe des jeux sur mobile (35 M€).

Rakuten/Viber (Japon). 2015. L'application mobile qui offre des communications gratuites acquiert Nextpeer, société qui développe des jeux pour smartphones (8 M€).

XLMedia (Royaume-Uni). 2015. Le groupe acquiert Marmar Media, spécialiste de la publicité internet et mobile (6,6 M€).

Des opportunités sont aussi à saisir dans les autres industries culturelles et créatives. Grand pays littéraire, Israël possède un marché du livre dynamique, tant sur le plan domestique (6 000 livres publiés chaque année) qu'à l'export, ainsi qu'une presse écrite riche de 22 quotidiens notamment.

Le cinéma israélien a quant à lui connu un véritable boom après l'adoption en 2001 d'une loi organisant le système de soutien financier au secteur. Le seuil des 2 millions de spectateurs pour des films produits en Israël a pour la première fois été franchi en 2016. Le pays compte en outre 9 chaînes diffusées sur la télévision publique, et de très nombreuses chaînes diffusées par satellite.

Dans les industries du design, Tel Aviv fait partie des capitales mondiales montantes pour la mode notamment : la ville héberge depuis 2011 une Fashion Week d'envergure internationale. Installés en Israël ou dans les grandes capitales occidentales, les créateurs israéliens se distinguent sur des segments allant du casual chic à la robe de mariée. Les arts visuels, également florissants, sont à l'honneur du festival Fresh Paint, dont la 9^{ème} édition en 2017 a rassemblé les principales galeries et représentants de la scène artistique israélienne et attiré 30 000 visiteurs et plusieurs institutions internationales.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Digital Life Design (DLD) Innovation Week : événement annuel à Tel Aviv. 10 000 start-ups, leaders industriels et fonds d'investissement pour la 7^{ème} édition (3-7 septembre 2017).

Tel Aviv Fashion Week : événement annuel à Tel Aviv. 300 créateurs israéliens et internationaux pour la 5^{ème} édition (12-15 mars 2017).

Jerusalem International Book Fair : événement bi-annuel. 600 maisons d'éditions et 30 pays représentés pour la 28^{ème} édition (11-15 juin 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Gouvernance, législation et politique culturelle : voir la fiche pays Israël du site www.medculture.eu.

Loi sur la protection de la littérature et des droits d'auteur (2014) : encadrement des revenus commerciaux et des droits d'auteur.

CONTACTS UTILES

Invest in Israel : www.investinisrael.gov.il

Plateforme de mise en relation avec les startups israéliennes : www.startupnationcentral.org.
Section dédiée aux jeux vidéo : blog.startupnationcentral.org/category/gaming

Catalogue des principaux designers israéliens : www.timeout.com/israel



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN JORDANIE

LES JEUX-VIDÉO EN TÊTE DES INDUSTRIES D'AVENIR

Pour la Jordanie, pays quasiment dépourvu de ressources naturelles, l'avenir réside dans les industries du savoir, et notamment dans les industries culturelles et créatives. Ces dernières sont pour l'heure peu développées en dehors du secteur des TIC. Le monde culturel jordanien, issu de l'influence de nombreuses civilisations, est aujourd'hui marqué par une forte concentration à Amman et par une frontière nette entre sphères publique et privée. Coté public, le gouvernement appuie surtout le théâtre, les arts graphiques et la littérature.

Il a créé 500 centres culturels à travers le pays et soutient des festivals, des organisations culturelles et l'artisanat. La scène privée s'illustre quant à elle essentiellement dans les arts visuels, le design et le cinéma, et touche une audience moins large mais aisée. Elle bénéficie des infrastructures bien développées du pays, de nombreux programmes de coopération internationale et du mécénat de grandes entreprises nationales. Les principales opportunités d'affaires résident d'abord dans le secteur des TIC, qui est fortement encouragé par les autorités et représente une part croissante du PIB : 12 % en 2016. La Jordanie génère plus de 75 % des contenus arabes du web et cherche à devenir un hub régional de production de jeux vidéo à destination du

ILS ONT INVESTI EN JORDANIE...

Uber (États-Unis). 2015. L'application de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs s'implante à Amman en ne proposant dans un premier temps que son service UberX.

SoftGroup/Diamantine (Maroc). 2015. La filiale du groupe spécialisée dans le prêt à porter fait main ouvre un point de vente à Amman dans le cadre de son expansion régionale.

Imax (Canada). 2014. Le groupe s'associe à l'opérateur de salles de cinéma émirati VOX pour introduire la technologie d'écran IMAX dans son multiplexe d'Amman.

Breitling (Suisse). 2012. L'horloger de luxe signe un accord de distribution exclusif avec le jordanien Jaffar & Sons, qui ouvre une boutique de la marque à Amman.

Golfe et des pays MED. Le secteur comptait 16 entreprises et plus de 500 salariés en 2016 d'après le King Abdullah II Fund for Development (KAFD), qui organise depuis 2011 le Jordan Gaming Summit, en association avec l'incubateur the Gaming Lab.

La mode constitue un autre marché intéressant, soutenu par le projet européen MedCreative. La Jordanie compte 7 000 entreprises dans le secteur du textile, bénéficiant d'une longue expérience de production, distribution et de design et du soutien des pouvoirs publics. Les principales opportunités concernent des marchés en forte progression dont celui de la mode islamique et ceux relevant d'accords commerciaux avantageux, États-Unis en tête.

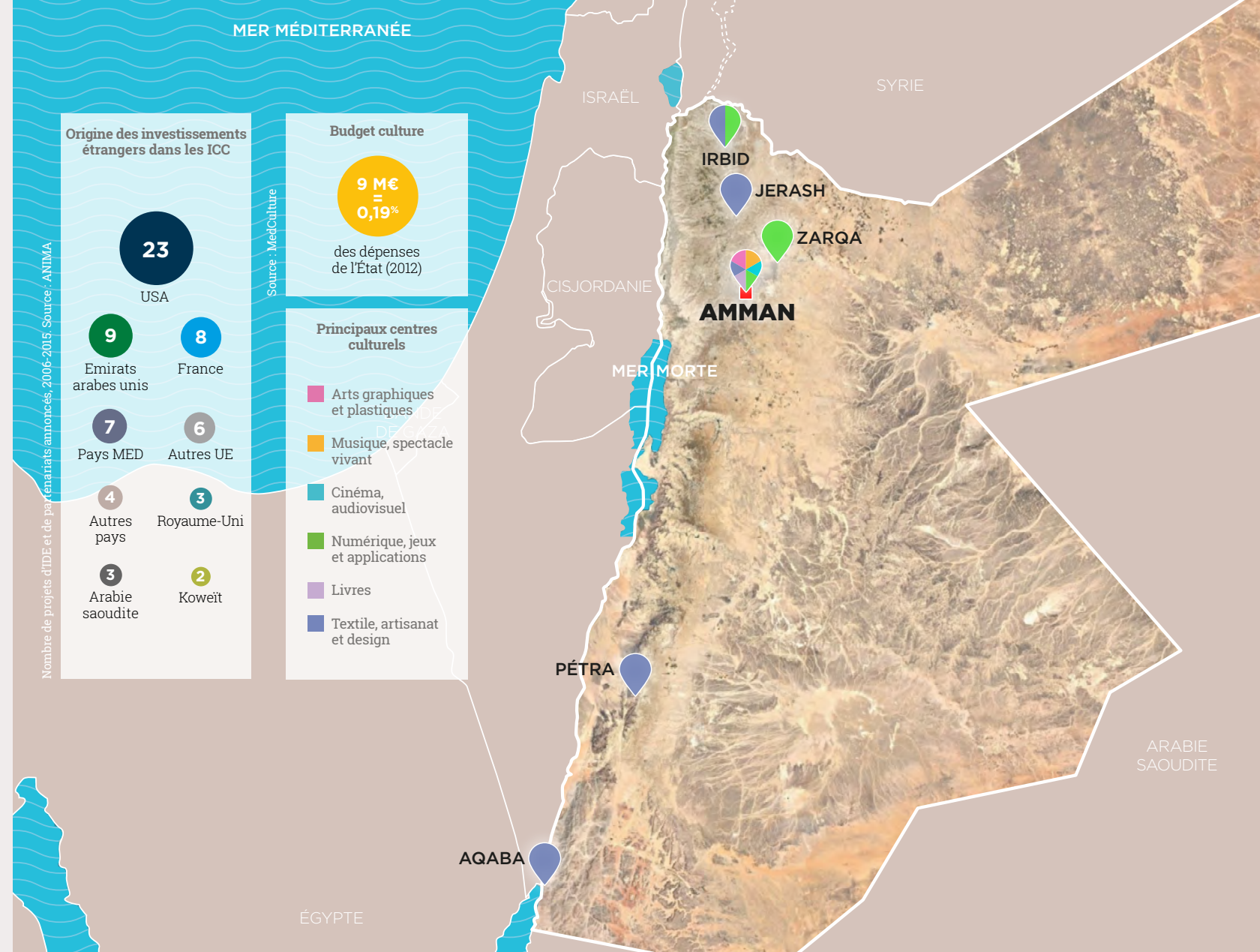
Le secteur de l'artisanat, pour l'heure peu structuré, offre aussi d'intéressants débouchés (mosaïques, tapis...), alors que 80 % des souvenirs achetés par les touristes sont importés ! Dans la culture, le projet MedCulture a identifié des besoins au niveau de la gestion intermédiaire : producteurs musicaux, éditeurs, curateurs... Le cinéma se développe enfin grâce au soutien de la Royal Film Commission et du Conseil supérieur de la jeunesse pour la diffusion. Les compétences sont là, et les productions locales (250 en 2014 d'après MedCreative) pourraient à terme concurrencer les films étrangers, pour l'heure en tête du box-office.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Jordan Gaming Summit : événement annuel à Amman. 1 000 participants pour la 7^{ème} édition (novembre 2017).

Amman international book fair : événement annuel. 350 maisons d'édition et 15 pays représentés pour la 17^{ème} édition (28 septembre-8 octobre 2017).

Amman Design Week : événement annuel. 100 designers locaux et régionaux pour la 2^{ème} édition (6-14 octobre 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Gouvernance, législation et politique culturelle : voir la fiche pays Jordanie du site www.medculture.eu. Première stratégie nationale de la culture en cours de définition avec l'appui du projet européen MedCulture (adoption prévue fin 2017).

Plan d'action national pour l'économie numérique REACH 2025 (2016) : appui à l'investissement dans les TIC - www.reach2025.net.

CONTACTS UTILES

Jordan Investment Commission : www.jic.gov.jo/portal

Annuaire Creative Jordan des acteurs et opportunités : www.creativejordan.org

Association professionnelle du secteur IT (INTAJ) : www.intaj.net

The Gaming Lab, incubateur dédié aux jeux-vidéo : www.gaminglab.jo



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES AU LIBAN

UNE MYRIADE DE MARCHÉS PORTEURS !

Le Liban est une terre d'élection pour les industries culturelles et créatives grâce aux multiples influences qui le composent, à sa liberté d'expression et d'entreprise, à son secteur privé dynamique et à sa diaspora, vecteur de rayonnement à travers le monde.

Les ICC représentent ainsi environ 5 % du PIB libanais. Beyrouth concentre l'essentiel des industries créatives - exception faite de l'artisanat, et constitue une capitale régionale en matière de design, de divertissement, d'architecture, de mode, de gastronomie, d'édition ou encore de cinéma.

L'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique est minimale. Dans la culture, en dehors de rares financements publics essentiellement alloués à des festivals, les opérateurs peuvent compter sur les actions de mécénat privé et sur les programmes de coopération internationale, en particulier ceux de l'Europe et du Golfe. Les opportunités d'affaires dans les ICC sont multiples. Dans le numérique, le Beirut Creative Cluster lancé en 2012 avec le soutien de l'Union européenne connaît un véritable succès. Il comptait fin 2016 environ 50 start-ups et PME opérant dans de nombreux segments des TIC : jeux-vidéo, animation, design interactif, applications et contenus mobile, etc.

ILS ONT INVESTI AU LIBAN...

Lulua Publishing House (Émirats arabes unis). 2015. La maison d'édition spécialisée dans les ouvrages portant sur le développement personnel ouvre un bureau à Beyrouth.

Australian Broadcasting Corporation (Australie). 2014. Le diffuseur public national planifie l'ouverture d'un bureau à Beyrouth (2,1 M€).

Imax (Canada). 2014. Le groupe s'associe à l'opérateur de salles de cinéma émirati VOX pour introduire la technologie d'écran Imax dans son multiplexe de Beyrouth.

Technicolor (France). 2014. Le spécialiste des produits numériques ouvre une filiale à Beyrouth pour gérer ses activités dans la région Afrique et Moyen-Orient (5,6 M€).

Cookpad (Japon). 2014. La société de partage de recettes en ligne se lance sur le marché arabophone en rachetant le site Shahiya, fondé par la société libanaise Netsila (10 M€).

L'artisanat offre quant à lui de nombreuses possibilités de valorisation pour le marché interne comme pour l'export : vannerie, verrerie, arts de la table, linge de maison, travail du granit, marbre, cuivre, cuir... Les savoir-faire existent et doivent être conjugués à des compétences de design (remise au goût du jour) et de marketing. C'est ce que réalise le projet européen MedCreative, qui a choisi de soutenir un cluster joaillerie à Beyrouth et un autre sur l'ameublement et la sculpture sur bois à Tripoli, et a inauguré en 2016 un concept store « Creative Lebanon » dans le quartier branché de Gemmayzé à Beyrouth.

Dans l'édition, plus de 500 éditeurs publient aussi bien en arabe qu'en français et en anglais, ce qui vaut à Beyrouth la réputation d'« imprimerie du monde arabe ». Le cinéma libanais, nourri des diplômés de nombreuses écoles locales, franchit régulièrement les frontières du pays, à l'image des productions de la réalisatrice Nadine Labaki. Le riche et éclectique patrimoine musical, du traditionnel dabké jusqu'aux formes les plus modernes, est pour sa part à l'honneur lors de festivals d'envergure internationale (Baalbek, Beiteddine), et s'exporte également. Beyrouth héberge enfin de nombreux talents qui se sont taillés une solide réputation internationale dans la haute couture, mais aussi l'art contemporain, la joaillerie ou encore le mobilier de luxe.

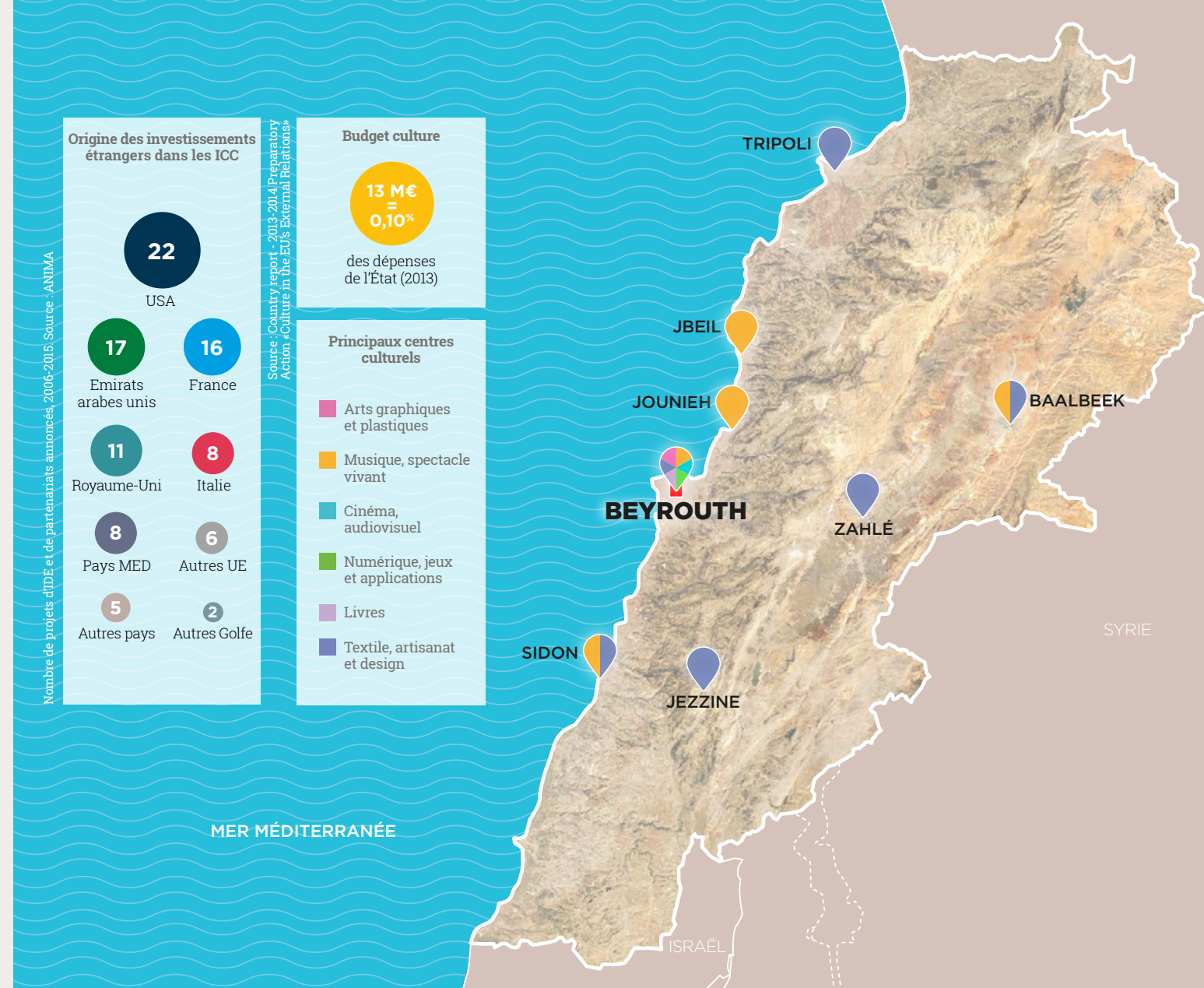
ÉVÉNEMENTS PHARES

Beirut Art Fair : événement annuel à Beyrouth. 50 exposants et 20 pays représentés pour la 7^{ème} édition (21-24 septembre 2017). Organisation simultanée de la 1^{ère} édition du Beirut Design Fair.

Forum ArabNet : événement annuel sur les TIC à Beyrouth. Plus de 1 500 participants pour la 8^{ème} édition (février 2018).

Beirut International Film Festival : événement annuel à Beyrouth. 20 pays représentés pour la 17^{ème} édition (4-12 octobre 2017). Mais aussi le festival du cinéma arabe « Cinema Days of Beirut » et le festival du documentaire et de la télévision « Né à Beyrouth ».

Beirut Arab and International Book Fair : événement annuel à Beyrouth. 230 exposants pour la 61^{ème} édition (30 novembre-13 décembre 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Gouvernance, législation et politique culturelle : voir la fiche pays Liban du site www.medculture.eu.

CONTACTS UTILES

Invest in Lebanon (IDAL) : www.investinlebanon.gov.lb

Association of Lebanese Industrialists (ALI) : www.ali.org.lb

Beirut Creative Cluster, cluster TIC soutenu par l'incubateur Berytech : www.beirutcreativecluster.org



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES AU MAROC

DES MARCHÉS EN PLEIN ESSOR !

Le Maroc, pays aux riches traditions culturelles et artisanales, connaît aujourd'hui une effervescence touchant tous les secteurs de la création : littérature, arts visuels et de la scène, design... Les industries culturelles et créatives, pour l'heure dominées par le textile, le cuir et l'artisanat, constituent plus que jamais des secteurs d'avenir pour le pays, et font l'objet de programmes publics de développement. L'Etat marocain a par ailleurs inscrit l'objectif d'« inclusion des jeunes par la culture » dans la constitution adoptée après le soulèvement populaire de 2011.

Des opportunités d'affaires sont ainsi à saisir dans de nombreux domaines. Grand producteur de cuir et de textile, le Maroc pourrait fortement monter en gamme sur ces segments en travaillant sur la qualité et le marketing de ses produits. Il en est de même pour les nombreuses filières artisanales du pays : tapisserie, céramique, travail du cuivre, décoration et ameublement, bijoux en argent...

Il existe en effet une forte demande pour les savoir-faire traditionnels marocains, qui font partie intégrante de la vie quotidienne et ravissent les touristes, et qui peuvent facilement donner lieu à une production plus haut de gamme. C'est l'objet du projet européen MedCreative, qui appuie deux clusters, linge de maison à Casablanca et design

ILS ONT INVESTI AU MAROC...

Ripple Motion (France). 2015. Le groupe lance une version marocaine de son application de comparaison des prix de l'essence déjà présente en France, Espagne et Italie.

Pont Aurell y Armengol (Espagne). 2015. Le fabricant de textiles pour le secteur automobile s'implante à Tanger Automotive City.

Uber (États-Unis). 2015. Le groupe lance ses services à Casablanca et étudie une implantation à Rabat, Marrakech et Tanger.

Careem (Émirats arabes unis). 2015. Le « Uber émirati » rachète la marque Taxiii de l'entreprise marocaine Mobilitech et lance son application à Casablanca, Rabat et bientôt Marrakech.

d'intérieur à Marrakech, sur les segments de la co-production, des « marques de services » proposant des produits personnalisables à leurs clients, et des « marques de design » à fort contenu créatif. Dans le cinéma, le soutien du Centre cinématographique marocain a permis d'atteindre une production annuelle d'environ 15 longs métrages et 40 courts métrages, au rayonnement souvent régional, voire international. Le Maroc s'est également résolument engagé pour le développement du secteur numérique, et de nombreuses start-ups prometteuses se sont créées.

Elles passent maintenant à l'étape cruciale de la recherche de financement. Coté édition, un fonds de soutien public a été créé en 2013 et environ 2 700 livres ont été publiés en 2015-2016, soit une centaine de plus que l'année précédente. La littérature marocaine s'exporte, mais son segment arabophone et ses jeunes auteurs demeurent très peu connus à l'étranger. Il reste enfin énormément à faire en termes de canaux de distribution, coté public comme privé, pour la lecture comme pour les autres domaines : cinéma, arts de la scène, etc. Doter le Maroc de nouvelles possibilités d'accès à la création artistique (bibliothèques et librairies, salles de spectacles et de cinéma) constitue un enjeu stratégique tant pour l'Etat marocain que pour les opérateurs économiques marocains et étrangers.

Symphony Technology (États-Unis). 2015. L'éditeur de solutions informatiques d'optimisation pour la grande distribution double l'effectif de sa filiale installée au Technopark Casablanca.

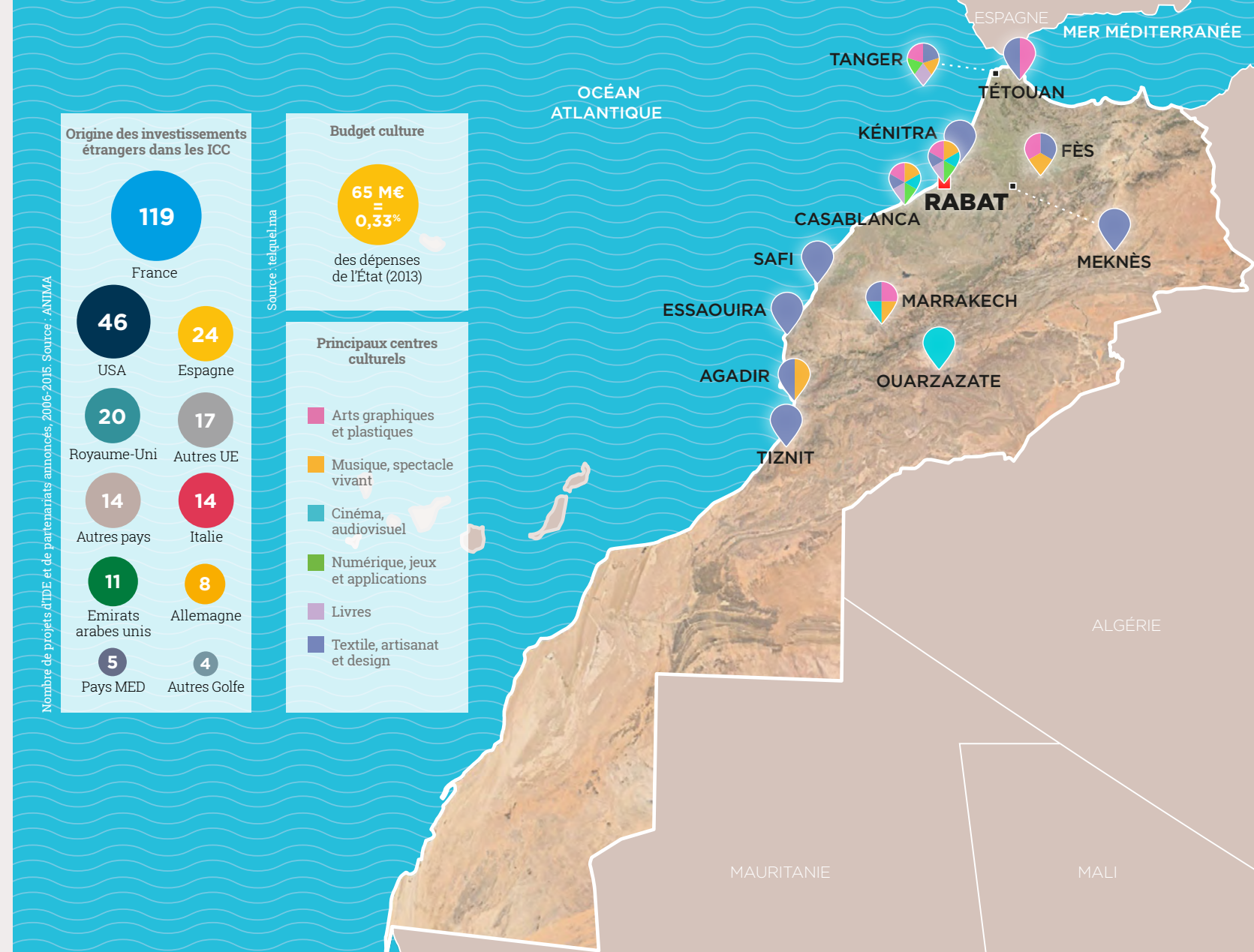
ÉVÉNEMENTS PHARES

Visa For Music : salon professionnel annuel des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient, à Rabat. 4^{ème} édition (22-25 novembre 2017).

Festival international du film de Marrakech : événement annuel. 17^{ème} édition (1-9 décembre 2017).

Digital it Days : événement TIC annuel à Casablanca. 5 000 visiteurs pour la 4^{ème} édition (10-11 mai 2017).

Salon international de l'édition et du livre - SIEL : événement annuel à Casablanca. Plus de 700 exposants pour la 25^{ème} édition (février 2018).



STRATÉGIE NATIONALE

Artisanat : programme de développement « Vision 2015 » (2007) et Label national de l'artisanat du Maroc - www.label-artisanat.ma.

Culture : développement d'une économie du patrimoine culturel et d'infrastructures culturelles dans les collectivités locales via « Patrimoine 2020 » et « Maroc Culturel 2020 » (2015).

Numérique : Maroc Digital 2020 (2016) vise à faire du Maroc le premier hub numérique d'Afrique francophone et le deuxième d'Afrique, après l'Afrique du Sud.

CONTACTS UTILES

Invest in Morocco : www.invest.gov.ma

Artmap, cartographie de la culture au Maroc : www.artmap.ma

Maroc Numeric Cluster : www.marocnumericcluster.org



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN PALESTINE

UNE RICHESSE INEXPLOITÉE, VECTEUR D'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

La Palestine doit composer avec de nombreuses difficultés géopolitiques restreignant l'accès aux ressources naturelles et les capacités d'export. Cela impacte le développement des industries culturelles et créatives, pourtant stratégiques pour le futur du pays. Il existe néanmoins de nombreuses raisons de s'intéresser à ces marchés : extrême dynamisme de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé, richesse des cultures qui forgent la nation palestinienne, forte qualification de la main d'œuvre locale et débouchés intéressants dans le commerce équitable, les réseaux communautaires et le tourisme notamment.

L'artisanat joue un rôle majeur dans l'économie palestinienne. Sa production est extrêmement diversifiée : sculpture de bois d'olivier, broderie, nacre, poterie, verre soufflé, mosaïque, cuir, ameublement ou encore orfèvrerie. L'industrie du cuir et des chaussures, principalement située à Hébron et orientée vers des produits de grande qualité, sert la demande locale et israélienne et pourrait cibler de nouveaux marchés en mettant à niveau ses techniques de production et de design.

Le projet européen MedCreative appuie pour sa part un cluster d'ameublement à Naplouse et un autre sur l'artisanat traditionnel à Bethléem. Le marbre et les pierres palestiniennes disposent aussi d'un potentiel élevé d'exportation en raison de la qualité des ressources locales.

ILS ONT INVESTI EN PALESTINE...

Sadara Ventures (Etats-Unis, Palestine). 2015. Le fonds investit dans la e-plateforme d'expéditions internationales Freightos et dans le site de réservation en ligne Yamsafer (15,6 M€).

Global Founders Capital (Allemagne). 2015. La firme créée par Rocket Internet conduit la seconde levée de fonds du site de réservation en ligne Yamsafer, qui emploie 70 personnes à Ramallah.

Sadara Ventures (Etats-Unis, Palestine). 2014. Le fonds investit dans PinchPoint, développeur de jeux mobiles établi à Ramallah.

Abraaj Capital (Émirats arabes unis). 2013. Le groupe entre au capital du spécialiste palestinien des jeux éducatifs Anoud Games via son fonds PGCF, aux côtés du Palestine Investment Fund (PIF).

Le numérique constitue une autre opportunité significative : la Palestine héberge un écosystème de start-ups et d'incubateurs résilient et extrêmement créatif. De jeunes entrepreneurs confrontés aux horaires limités d'accès à l'énergie ont par exemple développé une batterie qui se recharge avec la marche de son utilisateur, « Walk and charge », tandis que Yamsafer, le « Booking du monde arabe », a pour sa part réalisé une levée de fonds historique en 2015.

Le fonds Sadara, établi à Ramallah et principalement abondé par des investisseurs américains, dispose d'une enveloppe de 30 millions de dollars et avait déjà investi dans 6 entreprises TIC fin 2016.

D'autres opportunités résident dans l'audiovisuel et les arts de la scène. Dans le cinéma par exemple, de talentueux réalisateurs parviennent à se jouer des nombreux obstacles qu'ils rencontrent pour offrir aux spectateurs des pépites comme celles d'Elia Suleiman (Prix du jury cannois en 2002), de Hany Abu-Assad ou tout récemment des frères Nasser.

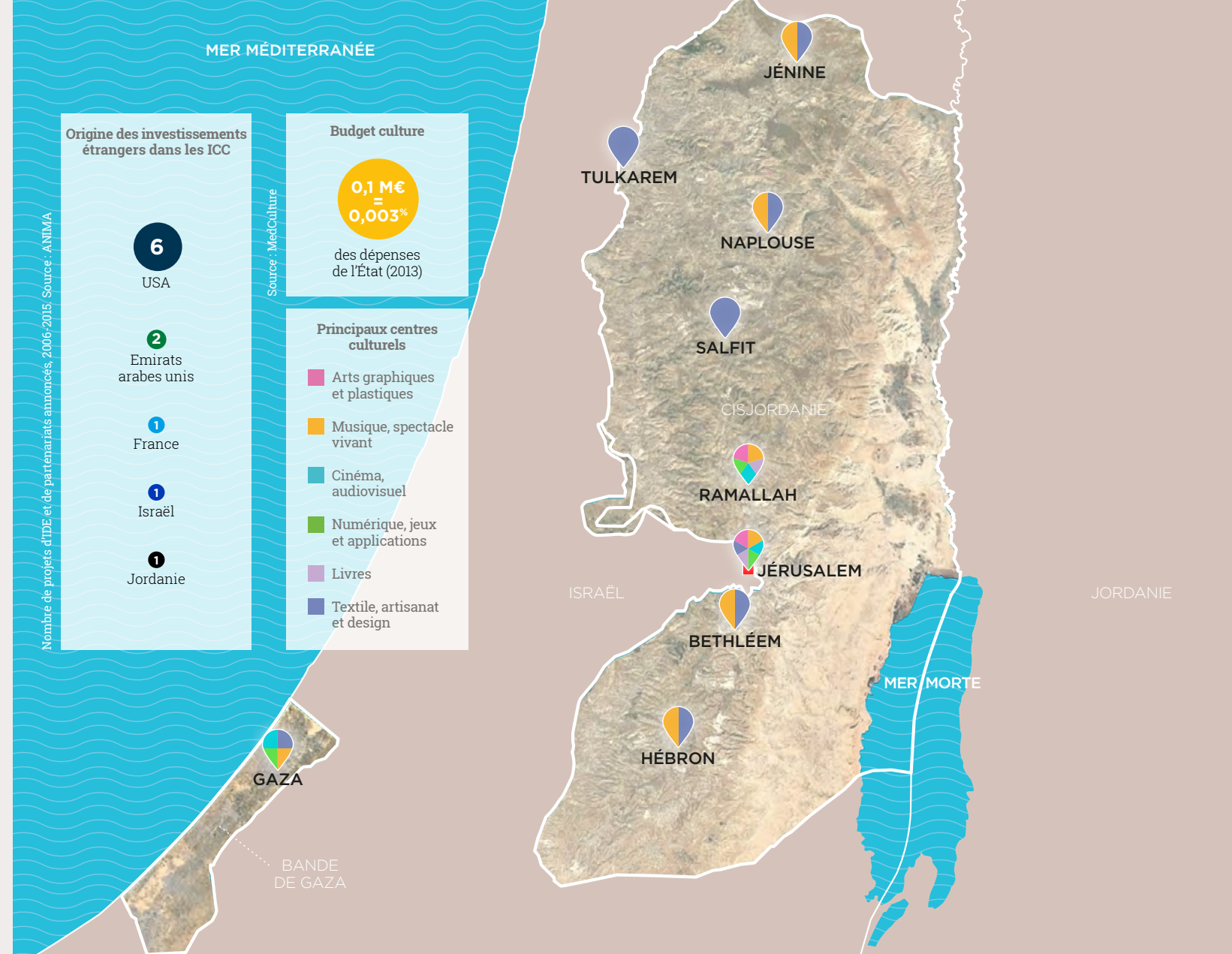
La scène musicale locale s'est pour sa part produite devant des producteurs internationaux lors du premier événement business du secteur en avril 2017, le Palestine Music Expo, avec l'espoir d'égaliser le succès du Palestinian Youth Orchestra, qui effectue des tournées internationales chaque été depuis 2004.

Sadara Ventures (Etats-Unis, Palestine). 2012. Le fonds de capital-risque effectue sa première opération en investissant dans le site de réservation en ligne Yamsafer (0,7 M€).

ÉVÉNEMENTS PHARES

Expotech : événement annuel consacré aux TIC à Ramallah. 14^{ème} édition (fin 2017).

Palestine Music Expo - PMX : 21 groupes palestiniens participants pour la 1^{ère} édition à Ramallah (4-7 avril 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Divers projets d'appui aux clusters menés dans le cadre de la coopération internationale (AFD, Union européenne, ONUDI, etc.).

Gouvernance, législation et politique culturelle : voir la fiche pays Palestine du site www.medculture.eu.

CONTACTS UTILES

Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA) : www.pipa.ps

Palestinian Federation of Industries (PFI) : www.pfi.ps

Palestine's Information and Communications Technology Incubator (PICTI) : www.picti.ps



INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES EN TUNISIE

UN PAYS AUX MILLE TALENTS ET SAVOIR-FAIRE

La Tunisie excelle dans la plupart des filières artisanales, et l'avènement de la démocratie et de la liberté d'expression s'accompagne depuis 2011 d'une ébullition culturelle remarquable dans le monde arabe. Le secteur numérique pèse quant à lui plus de 7 % du PIB - il dépasse depuis 2015 celui du tourisme. Autant d'opportunités à saisir dans le champ des industries culturelles et créatives. Les priorités de l'action publique portent notamment sur le soutien aux entreprises exportatrices, sur la création de clusters et sur la promotion de l'investissement privé dans la culture - un chantier prioritaire résidant dans l'application des droits de propriété intellectuelle. L'artisanat constitue un premier segment intéressant pour les entreprises étrangères.

Très diversifié, il manque pour l'instant de structuration : l'essentiel de la production est assuré par des petites entreprises et par le secteur informel. Des investissements et partenariats peuvent permettre une montée en gamme de nombreuses filières. Le projet européen MedCreative recense ainsi la céramique, la poterie, la tapisserie, la broderie, la bijouterie, l'ameublement, la décoration, les produits en alfa, la mode ou encore les chaussures en cuir, et concentre ses efforts sur la structuration d'un cluster dans les arts de la table à Nabeul, et d'un autre dans le domaine des mosaïques à El Djem.

ILS ONT INVESTI EN TUNISIE...

The Harvest Group (États-Unis). 2015. Le spécialiste de l'analyse des données de vente pour fabricants de biens de consommation crée une filiale locale, Harvest Group Tunisia.

Neurones/Intrinsec (France). 2014. Le groupe s'associe au tunisien Poulina pour créer Cloud Temple Tunisie, une société de cloud computing établie à Tunis (10 M€).

Quai des Orfèvres (France). 2013. Le groupe signe un partenariat avec le local Web2com portant sur des services de conseil dans le domaine de la communication digitale.

Sagia Equity (Arabie saoudite). 2013. La société d'investissement acquiert la totalité des parts de la première chaîne de télévision privée locale, Hannibal, fondée en 2005.

La Tunisie a également fait son entrée sur la scène internationale de la haute couture : de nombreux talents sont désormais reconnus dans le Golfe et en Europe et pourraient devenir les « Azzedine Alaïa » de demain. Dans le numérique, les entreprises opérant avec succès dans le secteur des jeux vidéo et des applications sont principalement implantées dans la zone de Tunis et Nabeul.

Le soutien du secteur figure haut dans l'agenda public : les autorités ont présenté au printemps 2017 un projet de loi, intitulé « Startup Act », qui vise notamment à établir un cadre légal attractif pour les entreprises innovantes.

Des opportunités résident enfin dans l'audiovisuel et le cinéma, l'édition, ou encore le spectacle vivant. Le secteur de la musique est par exemple très dynamique, avec plus de 10 000 musiciens actifs, 70 microentreprises et 30 maisons de production.

L'engouement des jeunes pour les musiques actuelles a suscité l'ouverture de nombreuses scènes et événements de portées régionale, nationale ou même internationale, à l'image des « Dunes électroniques » organisées dans le désert à Nefta en 2014 et 2015 par une équipe franco-tunisienne. La forte demande du public ouvre aussi des perspectives en termes de création et de gestion de salles de spectacles et de cinéma.

Techlimed (France). 2013. Le groupe s'associe au tunisien Sanabil, qui prévoit de lancer une tablette numérique en arabe, pour lui fournir des technologies de traitement de données.

ÉVÉNEMENTS PHARES

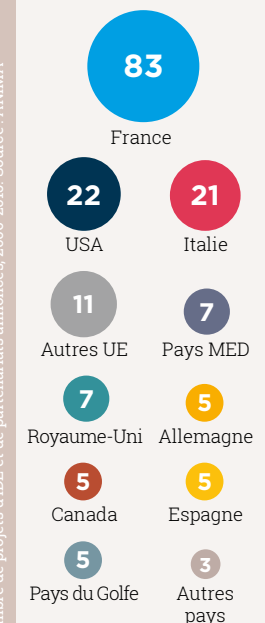
Salon de la création artisanale : événement annuel à Tunis. Plus de 1 000 exposants pour la 35^{ème} édition (avril 2018).

Dar Déco : salon annuel de l'ameublement et de la décoration à Tunis. 250 exposants pour la 14^{ème} édition (15-24 décembre 2017).

SITIC AFRICA 2017 : salon annuel des TIC en Tunisie. 3^{ème} édition en 2018.

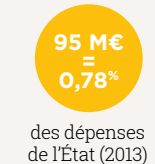
Fête internationale de la mode : événement annuel à Tunis. 4^{ème} édition en avril 2018.

Origine des investissements étrangers dans les ICC



Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2015. Source : ANIMA

Budget culture



Principaux centres culturels

- Arts graphiques et plastiques
- Musique, spectacle vivant
- Cinéma, audiovisuel
- Numérique, jeux et applications
- Livres
- Textile, artisanat et design



STRATÉGIE NATIONALE

Artisanat : plan national de développement 2017-2021 en cours d'adoption, objectif de doublement des exports du secteur.

Culture : priorité au soutien à plus de 300 festivals, à la préservation du patrimoine et au respect des droits de propriété intellectuelle. Guide du mécénat culturel publié en 2016.

Tunisie Numérique 2020 (2016) : vise à hisser la Tunisie du 81^{ème} rang mondial en 2016 (Networked Readiness Index du Forum économique mondial) au 40^{ème} rang mondial et au 1^{er} rang en Afrique.

CONTACTS UTILES

Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (API) : www.tunisieindustrie.nat.tn

Office national de l'artisanat tunisien : www.onat.nat.tn

Institut national du patrimoine tunisien : www.inp.nrnt.tn





TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CREATIVES



ENERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS

OPPORTUNITÉS
DE CROISSANCE
EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Projet financé par
UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



Liste d'abréviations

IDE : Investissement Direct à l'Étranger

M : million

Md : milliard

USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

Cartographie

Les termes employés et la présentation des données figurant sur ces cartes n'impliquent de la part d'ANIMA Investment Network aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La délimitation des frontières est conforme aux documents suivants : Carte No. 3584 Rev. 2 Nations unies, janvier 2004 - Section de cartographie du Département des opérations de maintien de la paix ; Carte No. 4204 Rev. 3 Nations unies, avril 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions ; Carte No. 3795 Rev. 3 Nations unies, mars 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions.

Crédits photographie

Fotolia (page 2) ; DEZALB, Pixabay, CC0 (page 3 - droite) ; FirmBee, Pixabay, CC0 (page 3 - gauche).

Auteurs

Ce guide a été réalisé par Zoé Luçon, Directrice des publications (rédaction), et Inmaculada Ruiz, Chargée de communication (édition), à ANIMA Investment Network, avec l'appui de l'agence Marsatwork (graphisme). Charles Viellard Rostand et Cécile Alimi ont également participé au travail de recherche et de rédaction. La traduction en anglais a été effectuée par Karim El Amaouty.

© Copyright EUROMED Invest 2017 - Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés pour tous pays. N°ISBN : 2-915719-60-8

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



WWW.EUROMEDINVEST.EU

INFO@EUROMEDINVEST.EU

 #EUROMEDInvest

 EUROMED Invest

 EUROMED Invest

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

EUROMED Invest est un projet de quatre ans (2013-2017), cofinancé à 80 % par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions d'euros. Il est coordonné par ANIMA Investment Network dans le cadre du consortium MedAlliance.



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE

EUROMED
INVEST



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط





OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

Ce guide s'adresse aux entreprises du secteur du tourisme souhaitant mieux connaître les pays du sud de la Méditerranée. Aperçu des opportunités d'affaires, exemples de projets menés par des opérateurs étrangers, principaux événements business en Algérie, en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie... autant d'informations qui accéléreront votre prospection !

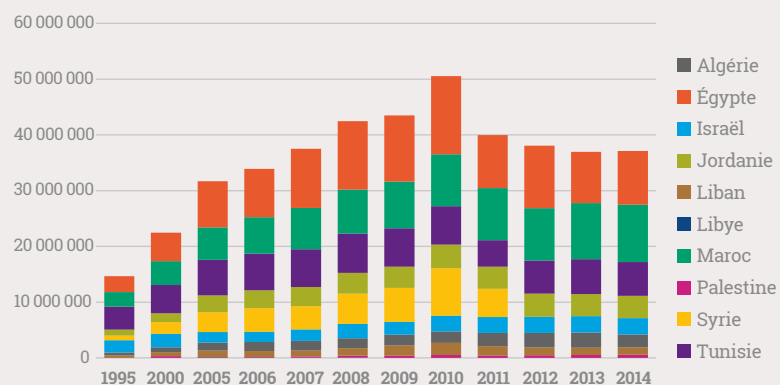
INVESTIR DANS LE SECTEUR DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE : POURQUOI ?

Les pays du sud de la Méditerranée offrent un formidable potentiel de développement touristique : le nombre de visites a quadruplé entre 1990 et 2010, année record avec plus de 50 millions de visiteurs accueillis essentiellement par l'Égypte, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Jordanie.

Les révolutions de 2011 et les crises politiques et sécuritaires qui secouent depuis la région ont bien sûr interrompu cette hausse, mais la région possède tous les atouts pour renouer avec une croissance forte lorsque la confiance sera restaurée.

À moyen terme, le défi réside dans la construction d'un nouveau modèle de tourisme, qui permette d'offrir aux visiteurs une qualité de séjour à la hauteur des richesses de la région.

Tourisme international (nombre d'arrivées)



Source : Banque mondiale

NICHES ET SECTEURS PRIORITAIRES

Les pays MED offrent un environnement propice au développement de plusieurs types de tourisme. Voici les plus stratégiques d'après l'Organisation mondiale du tourisme (■) et les pouvoirs publics (■) :

	ALGÉRIE	ÉGYPTE	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	MAROC	PALESTINE	TUNISIE
CULTURE	■ ■	■	■	■	■	■ ■	■	■ ■
AFFAIRES		■		■ ■	■	■ ■		■
ÉCO-TOURISME, NATURE	■	■	■	■	■	■ ■	■	■ ■
SPORT/GOLF		■	■	■		■	■	■ ■
RELIGIEUX		■	■	■	■	■	■	
CROISIÈRE		■ ■		■				■
LUXE		■	■	■		■		■
BEAUTÉ ET BIEN-ÊTRE	■ ■	■ ■	■	■ ■	■	■ ■	■	■ ■
MÉDICAL	■		■	■	■	■		

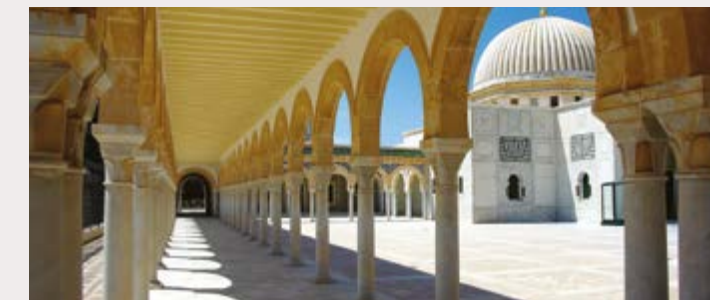


Tourisme et technologies mobiles

Les technologies mobiles ont bouleversé les attentes des visiteurs et leurs modes de consommation de produits touristiques. Plateformes mobiles permettant de contextualiser les informations proposées aux utilisateurs qu'elles géolocalisent ; partage en ligne de recommandations par les usagers lors de leurs déplacements ; technologies de paiement sur mobile... autant de services à développer dans les pays MED.

Réinventer le tourisme côtier et développer les destinations non littorales

Les pays MED disposent de très forts atouts pour dépasser l'offre « mer et soleil » : tourisme nautique et de croisière, tourisme médical, tourisme religieux et culturel, etc. Dans les zones non littorales, tout ou presque reste à faire en matière d'écotourisme : développement de chambres d'hôtes et gîtes ruraux, itinéraires culturels à l'instar des routes d'Al-Andalus, des Phéniciens ou Odyssea, circuits autour de l'olivier, de produits typiques (fromages, etc.).



TOURISME EN ALGÉRIE

TOUT RESTE À FAIRE !

Le développement du tourisme en Algérie en est à ses balbutiements, alors que le pays jouit d'un formidable potentiel : il abrite des paysages sublimes, comme le Tadrart, parmi les déserts les plus beaux et les plus sauvages au monde, et un patrimoine historique d'une richesse difficilement égalable (vestiges antiques dans un état de conservation exceptionnel, 7 sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO et 6 en cours d'inscription).

Si la destination reste encore confidentielle sur le plan international, les touristes nationaux et les expatriés constituent la cible immédiate des pouvoirs publics. La volonté de « construire la destination Algérie sur le long terme » s'est traduite en 2015 par l'adoption de simplifications administratives et mesures incitatives en faveur des investisseurs pour l'obtention de terrains (cession ou crédit bonifié) et par la création de 50 Zones d'expansion touristique (ZET) à vocation écologique et thermale.

Les infrastructures touristiques, pour l'instant très peu développées, évoluent ainsi très rapidement. Le réseau routier est en constante amélioration tandis que les investissements domestiques et étrangers

ILS ONT INVESTI EN ALGÉRIE...

Hyatt (États-Unis). 2017. La chaîne annonce l'ouverture en 2018 de son cinquième hôtel du continent africain à Alger, via un accord de gestion.

Rocket Internet/AIG - Africa Internet Group (France). 2015. Jovago, le premier site de réservation d'hôtels en ligne en Afrique, ouvre un bureau de représentation à Alger.

Accor (France). 2014. Le groupe hôtelier signe un contrat pour la gestion du Mercure Alger-Palais des Congrès, situé à Aïn Benian, ouvert en 2016.

Starwood/Louvre Hotels (États-Unis). 2014. La filiale du groupe annonce l'ouverture de 3 établissements d'entrée de gamme de ses marques Campanile et Première Classe en Algérie.

Al-Aberah/Dal's Burgers (Jordanie). 2013. Le groupe inaugure 2 restaurants fast food à Alger et prévoit 20 autres ouvertures d'ici 2018 en joint-venture 49-51 avec un partenaire local.

s'accélèrent, avec un peu plus d'un millier de projets validés par les autorités de 2008 à 2015. Plusieurs chaînes s'installent ou renforcent leur implantation : l'américain Marriott, qui gère déjà plusieurs hôtels, devrait proposer 6 nouvelles destinations dans les zones industrielles et portuaires du pays (en commençant par Adrar) ; tandis que, sur des créneaux moins haut de gamme, Accor (France) ouvre un hôtel Mercure à Alger et Louvre Hotels (propriété du chinois Jinjiang) lance des établissements sous les marques Campanile et Première Classe.

L'implantation d'un bureau de représentation à Alger en novembre 2015 par Jovago, le premier site de réservation d'hôtels en ligne en Afrique, créé par le groupe Rocket Internet, témoigne de cette accélération. Reste à proposer de nouvelles formules comme des séjours courts à Alger, qui pourront enclencher la dynamique et attirer ensuite les touristes vers le reste du pays.

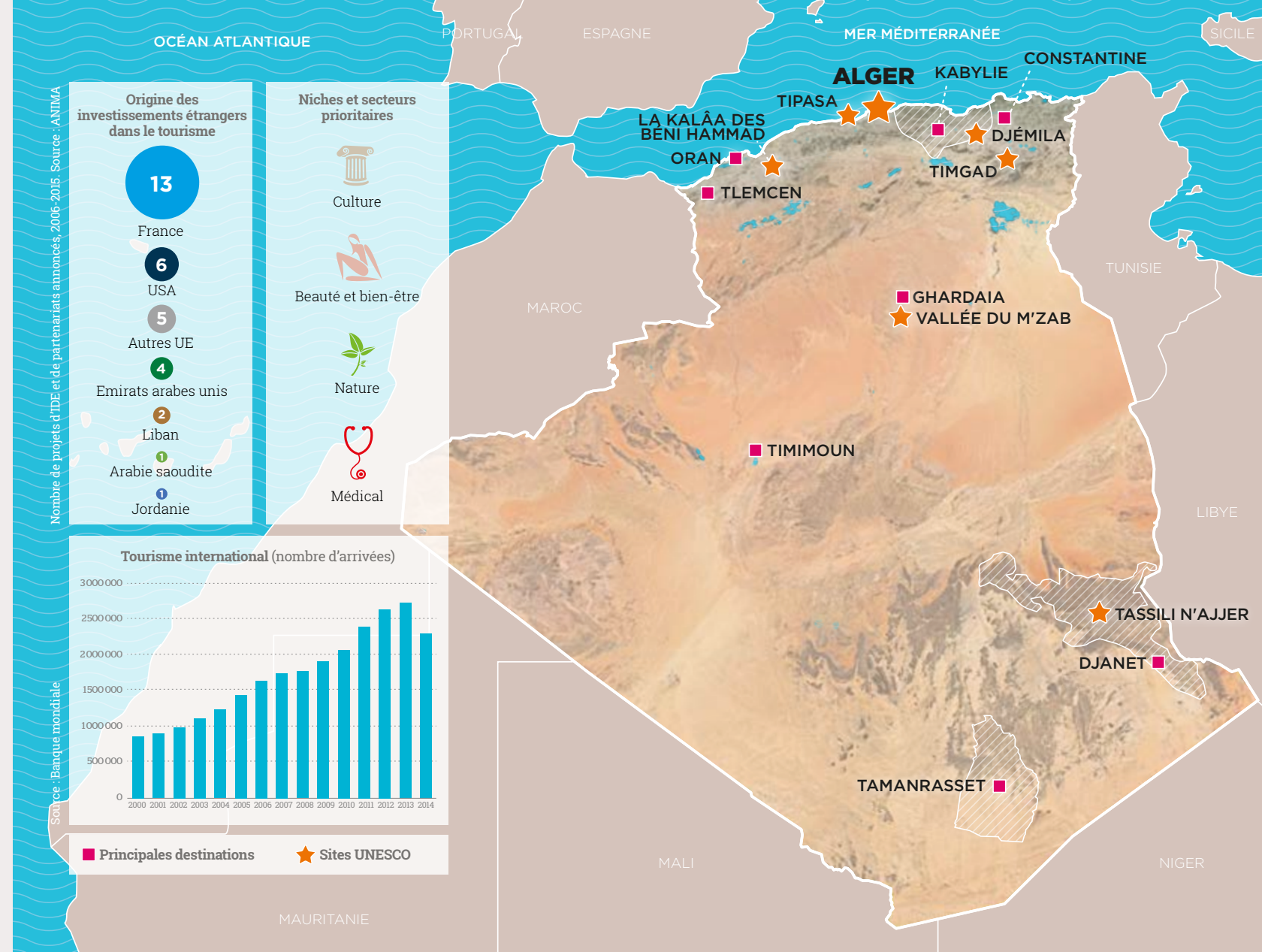
ÉVÉNEMENT PHARE

Salon International du Tourisme et des Voyages (SITEV) : événement annuel à Alger. 250 exposants, 10 pays étrangers lors de la 18^{ème} édition (19-22 mai 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Schéma Directeur d'Aménagement Touristique « SDAT » 2025.

Plan Qualité Tourisme (PQT), reposant sur 3 piliers : certification avec le projet de labellisation de la marque « Qualité Tourisme », communication et formation, notamment sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), et positionnement sur les nouvelles niches touristiques mondiales.



CONTACTS UTILES

Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) : www.andi.dz

Agence Nationale de Développement du Tourisme (ANDT) : www.andt-dz.org

Office National du Tourisme (ONT) : propose notamment un guide complet et efficace. www.ont.dz

Portail du tourisme et de l'artisanat algérien : www.algeriantourism.com/voyages.php

Fédérations professionnelles :

Fédération Nationale des Hôteliers Algériens (FNHR) : www.facebook.com/fnhalgeriens

Fédération Nationale des Associations des Agences de Tourisme et de voyages (FNAT) : www.facebook.com/FNAT-Algérie-495011523842462/info



TOURISME EN ÉGYPTÉ

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE ET MONTER EN GAMME

Le fascinant patrimoine de l'Égypte a émerveillé des voyageurs toujours plus nombreux au fil du temps, avec un record de près de 15 millions de visiteurs étrangers en 2010. Printemps arabe, instabilité politique et terrorisme ont eu raison de cette dynamique : le nombre d'arrivées internationales a avoisiné les 10 millions jusqu'en 2015 puis s'est effondré (5,3 millions en 2016) après les crashes aériens d'octobre 2015 et mai 2016.

Les autorités s'emploient à rétablir la confiance dans ce secteur clé de l'économie, qui représente 10 à 15 % des emplois directs et indirects et 11 % du PIB national. Le fonds Papyrus, visant 1 milliard de dollars d'investissements dans le tourisme, a été lancé en 2015. Une campagne publicitaire internationale de 3 ans, d'une valeur de 63 millions d'euros, a débuté en 2016. Le tourisme constitue en outre l'un des grands volets de la « Vision 2030 », présentée fin 2016 par le gouvernement, qui table sur une croissance du secteur de 7,3 % en 2017.

Le potentiel de développement du tourisme est immense : la stratégie proposée par USAID en 2013 affichait ainsi un objectif de 25 millions

ILS ONT INVESTI EN ÉGYPTÉ...

Global Sphere (Émirats arabes unis). 2015. La société d'investissement construit un hôtel de standing de 500 lits sur la côte méditerranéenne, près d'El Alamein (182 M€).

Saudi-Egyptian company for Red Sea investment (Arabie saoudite). 2015. Le consortium obtient le feu vert administratif pour la construction d'un hôtel Sheraton dans la station balnéaire de Hurghada (108 M€).

TRN Marketing (Inde). 2014. L'agence de voyage acquiert le cairote Wings Group, qui dispose de 9 succursales en Égypte et de filiales en Chine, aux USA, au Japon et dans les Emirats.

Yusuf Bin Ahmed Kanoo (Bahreïn). 2013. Le conglomérat diversifié rachète les agences de voyages égyptiennes du britannique Thomas Cook (4 M€).

Qatar Investment Authority/DIAR (Qatar). 2012. Le promoteur obtient l'autorisation du gouvernement égyptien pour lancer son projet de complexe touristique de luxe à Sharm El Sheikh (126 M€).

de visiteurs en 2020, en hausse de 70 % par rapport à l'année record de 2010. Alors que les possibilités de tourisme sont parmi les plus diversifiées au monde (croisières sur le Nil, circuits dans le désert, tourisms sportif, médical, religieux...), les infrastructures touristiques sont en constante amélioration, tant sur le plan routier (16 autoroutes en cours de réalisation) qu'hôtelier : une capacité d'hébergement de 20 millions de touristes est en passe d'être atteinte. Mais beaucoup reste à faire en termes de restauration et de centres commerciaux.

L'Autorité de Développement du Tourisme (TDA) propose ainsi aux investisseurs des dizaines d'opportunités d'investissement, notamment dans le Golfe de Gamsha (à proximité d'Hurghada), sur la côte méditerranéenne - qui pourrait devenir la « riviera de la nouvelle Égypte » - et dans le Golfe d'Aqaba.

Un potentiel confirmé par le rapport « Travel and Tourism Competitiveness » publié en 2015 par le Forum économique mondial de Davos, qui estime que de nombreux investissements sont possibles pour valoriser un patrimoine encore largement sous-exploité.

ÉVÉNEMENTS PHARES

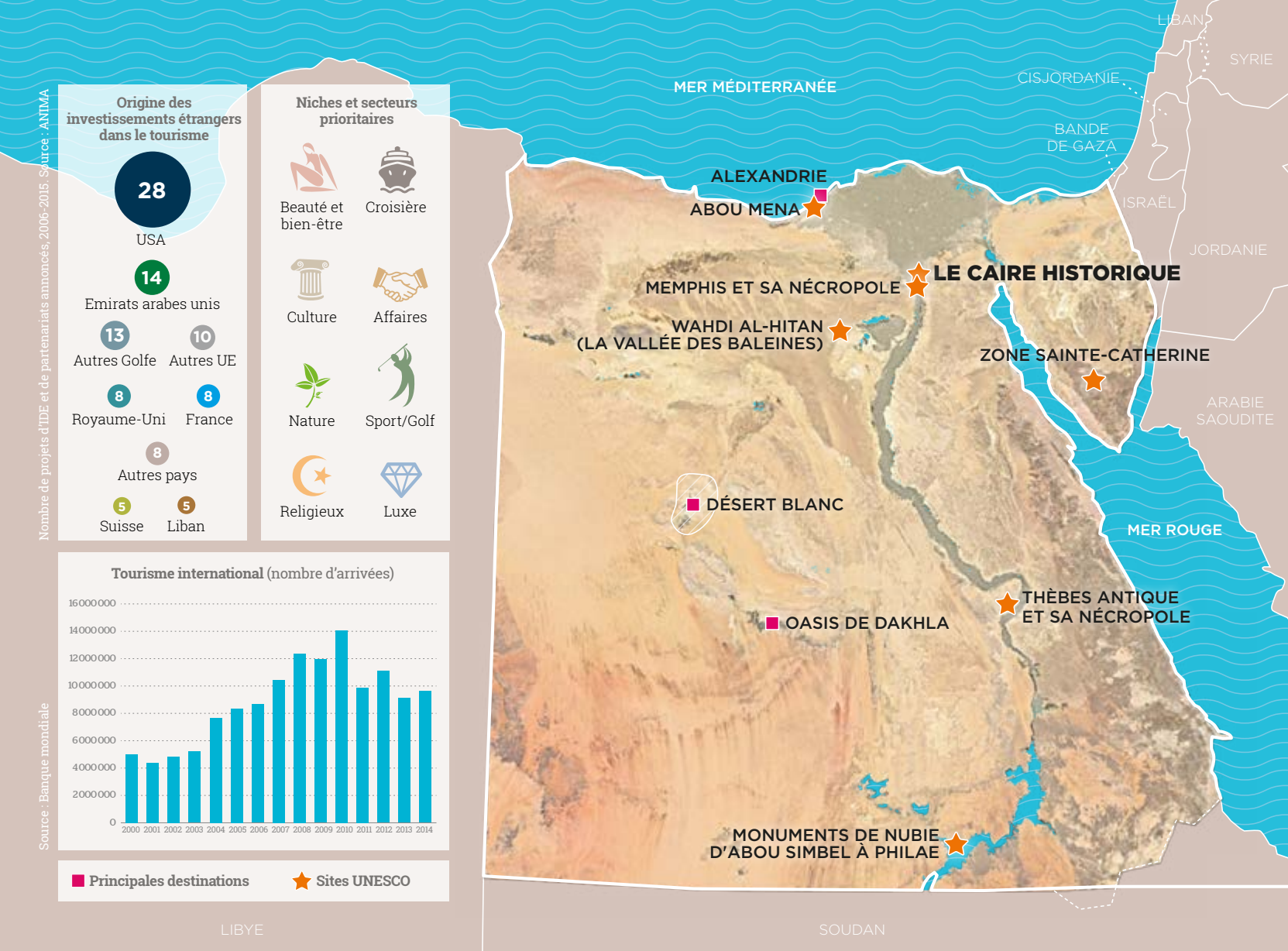
Promotion du tourisme en Égypte dans les salons internationaux (pas de salon dédié spécifiquement au tourisme en Égypte).

Hotel Expo - International Hotel Supplies Exhibition (HACE) : événement annuel au Caire. 350 exposants égyptiens et internationaux lors de l'édition 2017 (30 octobre - 2 novembre).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale de développement durable « Vision 2030 », présentée fin 2016 et visant à placer l'Égypte dans les 30 premières économies mondiales. Quatre priorités pour le tourisme :

1. Développement du tourisme de luxe (cf. Louxor, Assouan).
2. Développement de l'offre mer et soleil.
3. Protection des patrimoines pharaonique, copte, islamique.
4. Développement de l'écotourisme.



CONTACTS UTILES

Tourism Development Authority (TDA) : en charge de la gestion du foncier touristique - Info@TDA.gov.eg

Egypt Tourism Authority (ETA) : portail national du tourisme en Égypte - www.egypt.travel

Fédérations professionnelles :

Egyptian Travel Agents Association (ETAA) - www.etaaegypt.org

Egyptian Tourism Federation (ETF) - www.facebook.com/pg/etfegypt

Cairo Financial Holding : en charge de la gestion du Fonds d'investissement privé pour le tourisme Papyrus lancé en 2015, avec ETF et le ministère du Tourisme - www.cf-holding.com



TOURISME EN ISRAËL

ACCÉLÉRER L'ÉMERGENCE D'UNE OFFRE DE VACANCES MOINS CHÈRES

De Jérusalem, ville sacrée pour les trois religions monothéistes, à Tel Aviv, musée à ciel ouvert du style Bauhaus, en passant par la mer Morte ou la Galilée, Israël offre à ses visiteurs des voyages inoubliables à travers l'espace et le temps.

Après une baisse drastique de fréquentation due à la seconde Intifada, les visiteurs sont de retour et la barre des 3 millions a pour la première fois été franchie en 2015 et 2016. Pour susciter ce regain d'intérêt et de confiance, le gouvernement s'adresse à toutes les catégories de touristes, avec des plans marketing ciblés : le programme Birthright lancé en 1999 a par exemple permis d'offrir des séjours gratuits de 10 jours à plus de 500 000 jeunes juifs issus de 64 pays, tandis que la campagne de promotion internationale « Tel Aviv, Jérusalem, deux destinations, un voyage » a très rapidement fait rebondir les arrivées internationales après la guerre de Gaza de 2014.

Les ouvertures de liaisons aériennes se succèdent grâce à l'accord « open skies » conclu avec l'Europe en 2013 et aux incitations financières mises en place par le ministère du Tourisme en 2016. Pour remédier à l'insuffisance du parc hôtelier, les subventions à l'investissement s'élèvent à 20 % pour la construction, l'expansion ou la rénovation

ILS ONT INVESTI EN ISRAËL...

Roman Abramovich (Russie). 2015. Le milliardaire russe achète l'hôtel Varsano à Tel Aviv (23 M€).

Hilton Worldwide (États-Unis). 2014. Le groupe ouvre le Waldorf Astoria Jerusalem après un investissement de la famille Reichmann pour restaurer le Palace Hotel.

Vatel (France). 2012. La prestigieuse école d'hôtellerie et de management annonce l'ouverture d'un établissement à Tel-Aviv.

Marriott/Ritz-Carlton (États-Unis). 2010. Le groupe hôtelier signe un accord avec les israéliens Tidhar, Migdal et Adi pour gérer un hôtel qui sera construit rue Rothschild à Tel Aviv.

Kempinski Hotels (Allemagne). 2010. Le groupe hôtelier de luxe prend la gestion d'un hôtel en cours de construction sur la promenade de Tel Aviv par le promoteur israélien Nahal Group.

d'hôtels, et même 33 % dans le cas d'hôtels à bas coût. Réputé pour ses hôtels de luxe, Israël cherche également à proposer des offres adaptées à une clientèle moins aisée. Un appel d'offres a été lancé fin 2015 pour établir une chaîne de 5 hôtels et 1 000 chambres à bas prix, afin d'encourager le développement d'un tourisme plus familial et d'attirer de nouveaux groupes hôteliers internationaux, encore peu présents.

Alors que le tourisme ne représente que 2 % du PIB et 7 % des emplois (directs et indirects), Israël vise un total de 5 millions de visiteurs annuels à très court terme, et des opportunités sont à saisir dans quasiment tous les segments.

Le gouvernement espère atteindre un objectif de 27 000 chambres supplémentaires de 2016 à 2025 grâce aux incitations en place, tout particulièrement sur le segment moyen de gamme. Outre le tourisme religieux et culturel, le pays se positionne sur les séjours médicaux et de bien-être (Israël occupe la 3^{ème} place du classement 2016 du Medical Tourism Index), ainsi que sur l'écotourisme (le site www.ecotourism.org.il recense des centaines de sites, activités et hébergements à travers le pays), qui pourrait tout particulièrement bénéficier de l'avènement de séjours moins chers.

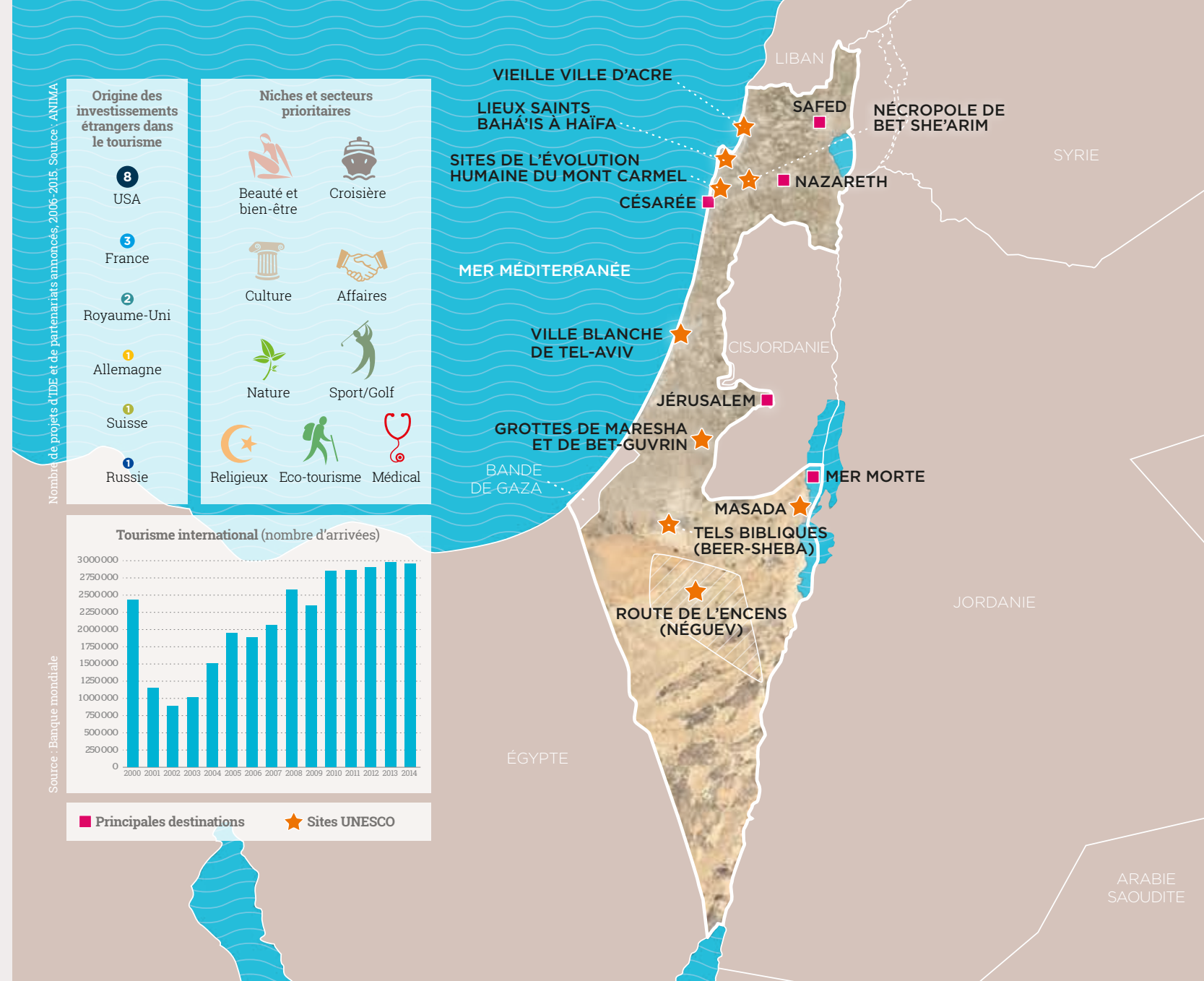
ÉVÉNEMENT PHARE

IMTM - Salon international du tourisme méditerranéen : événement annuel à Tel Aviv. Une centaine de pays et plus d'un millier d'exposants lors de la 23^{ème} édition (7- 8 février 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Objectifs du ministère du Tourisme : hausse du nombre de visiteurs ; baisse du prix des séjours ; amélioration et diversification des produits touristiques.

Mesures incitatives : www.gov.il/en/Departments/General/government_incentives.



CONTACTS UTILES

Section Investissement du ministère du Tourisme : www.gov.il/en/Departments/Topics/invest

Portail officiel du tourisme en Israël : www.goisrael.com

Fédérations professionnelles et associations : www.science.co.il/tourism/Associations.php



TOURISME EN JORDANIE

LE ROYAUME DE TOUS LES TOURISMES

Trait d'union entre monde méditerranéen et Orient, la Jordanie offre à ses visiteurs une variété exceptionnelle de paysages et de sites historiques et religieux. Parmi les 5 lieux classés au patrimoine mondial de l'UNESCO figurent notamment Pétra, joyau du Proche-Orient, et la zone protégée de Wadi Rum, paradis des randonneurs.

La Jordanie, classée meilleure destination 2017 par le site web de voyages Matador Network, accueille un moins grand nombre de touristes occidentaux depuis 2011 en raison des conflits voisins. Cette désaffection est toutefois compensée par les touristes venant du Golfe : le nombre de visiteurs s'est ainsi maintenu à 3,8 millions en 2015 et 2016, contre 4,2 millions au maximum en 2010.

Le secteur du tourisme est vital pour l'économie jordanienne : il représente environ 13 % du PIB et constitue le premier pourvoyeur d'emplois du secteur privé. Le ministère du Tourisme, qui s'appuie sur un budget en forte hausse depuis 2015, a mené une importante campagne de promotion internationale et lancé le « Jordan pass », qui propose un accès à tarif préférentiel aux principaux sites du pays.

ILS ONT INVESTI EN JORDANIE...

El Rancho Group (États-Unis). 2015. Le groupe américain obtient une master franchise pour ouvrir 10 restaurants sous l'enseigne Dairy Queen (DQ) Grill & Chill.

Amer Group (Égypte). 2013. Le groupe lance la construction sur 5 ans du projet Porto Dead Sea sur la rive est de la mer Morte, et vise un demi-million de touristes par an (189 M€).

MAF - Majid Al Futtaim (Émirats arabes unis). 2012. Le groupe développe un centre d'attractions de 3 000 m², le « Magic Planet », au centre TAJ lifestyle d'Amman, en JV avec le distributeur koweïtien Alshaya.

Warwick Hotels (États-Unis). 2011. Le groupe inaugure le Winter Valley Warwick Resort & Spa, un hôtel situé sur la mer Morte comprenant 161 chambres, un spa et des salles de conférence.

ASTRA (Arabie saoudite). 2011. Ayla, filiale du groupe saoudien chargée du méga-projet Ayla Oasis, renforce son capital et annonce la livraison de l'île artificielle Marsa fin 2013 (253 M€).

De nouvelles liaisons aériennes sont régulièrement établies à destination d'Amman (desservie par un aéroport dont la capacité a été portée de 3 à 9 millions de passagers en 2013) et Aqaba.

D'importants investissements privés dans le secteur hôtelier (3 milliards de dollars de 2010 à 2015, essentiellement axés sur le segment haut de gamme : Rotana, Starwood, Hilton...) ont permis de doter le pays d'une capacité de 30 000 lits en 2016, un chiffre qui pourrait doubler en 10 ans d'après la Jordan Hotels Association.

Le secteur offre en effet un fort potentiel de développement : la Jordanie, pionnier régional en termes de diversification touristique, a mis l'accent dès les années 1990 sur l'écotourisme et le tourisme médical, et se positionne également sur le tourisme d'aventure, les activités sportives (canyoning, escalade, sports nautiques et vélo), et bien sûr le tourisme culturel et religieux (de nombreux sites historiques sont encore absents des circuits touristiques actuels). Autant d'opportunités à développer !

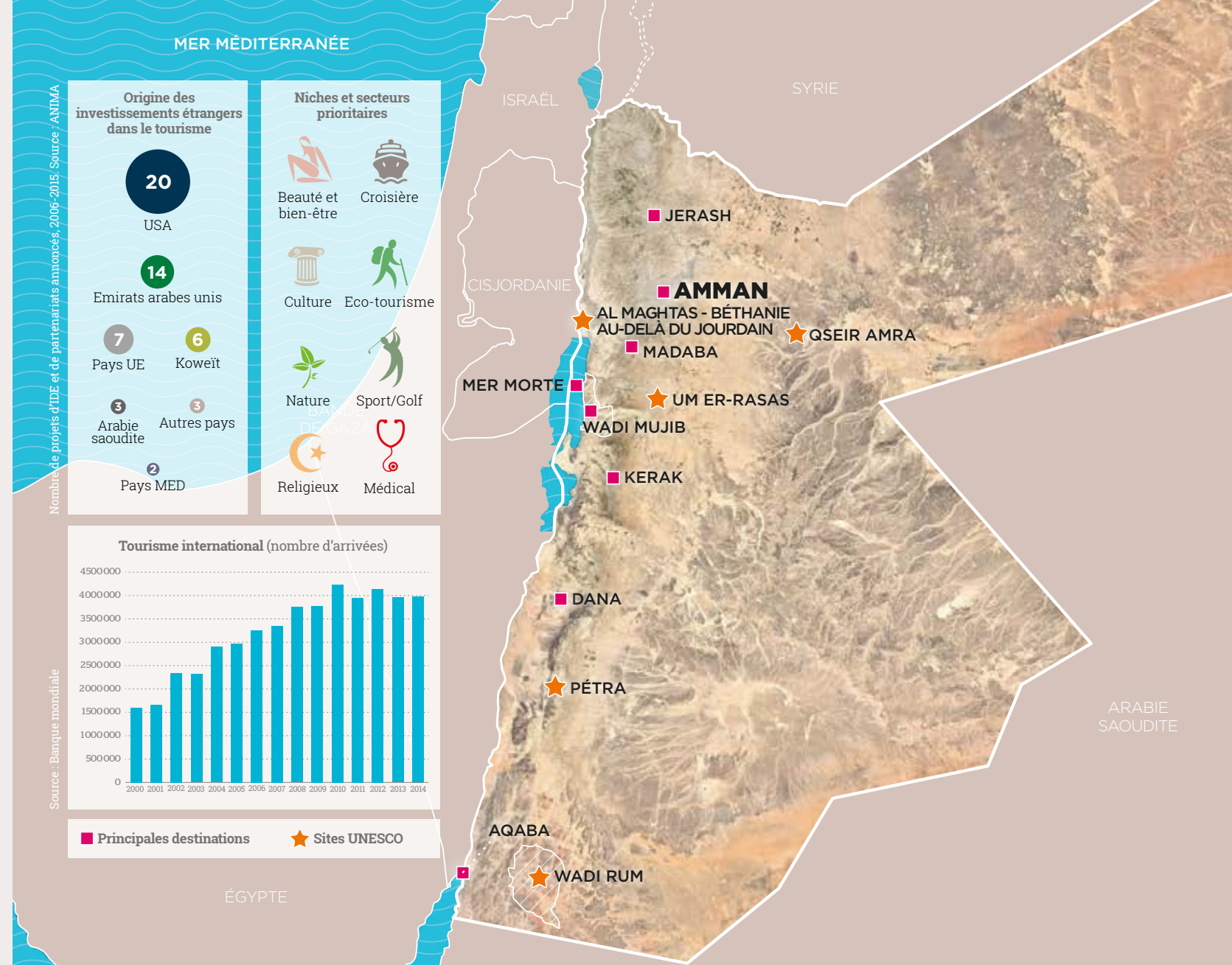
ÉVÉNEMENT PHARE

HORECA JORDAN - Salon de l'hôtellerie et de la restauration : événement annuel à Amman. 4^{ème} édition (10-12 octobre 2017) avec un focus sur les touristes venant d'Égypte, Irak et Palestine.

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale pour le tourisme 2017-2021 en cours de finalisation.

Priorités : stratégie de promotion ciblant notamment le tourisme domestique et religieux, améliorations réglementaires, formation des professionnels du tourisme et nouvelles technologies (renforcement de l'offre en ligne).



CONTACTS UTILES

Jordan Investment Commission : www.jic.gov.jo/portal

Fédérations professionnelles :
 Jordan Inbound Tour Operators Association (JITOA) : www.jitoe.org
 Jordan Society of Tourism & Travel Agents (JSTA) : www.jsta.org.jo
 Jordan Hotel Association (JHA) : johotels.org

Office national du tourisme : www.visitjordan.com

Royal Society for the Conservation of Nature : gestion du développement d'infrastructures touristiques dans les réserves naturelles - www.rscn.org.jo

USAID : gestion du programme Building Economic Stability through Tourism (BEST) - www.usaid.gov/jordan



TOURISME AU LIBAN

DES NICHES À FORT POTENTIEL POUR LES INVESTISSEURS

Le Liban offre à ses visiteurs un incroyable patchwork de montagnes et de vallées fertiles, bordé par la Méditerranée et émaillé de sites archéologiques et de villes réputées pour leur vie culturelle et nocturne. Le magazine spécialisé *Travel and Leisure* a ainsi classé Beyrouth douzième plus belle ville du monde en 2016, preuve de la résilience de la destination Liban en dépit d'un contexte intérieur et régional agité.

En effet, après une chute en 2011, le nombre d'entrées a continuellement progressé à partir de 2012, pour retrouver en 2016 le niveau de 2011 (1,7 million de visiteurs). L'Organisation mondiale du tourisme table sur 2020 pour à nouveau franchir le cap des 2 millions d'entrées, atteint en 2010.

Le secteur est largement soutenu par les visites de la diaspora et des ressortissants des pays voisins, relativement moins sensibles au contexte politique et sécuritaire que leurs homologues occidentaux. Il bénéficie également d'une offre en cours de diversification, notamment à travers l'écotourisme et le tourisme rural, visant une clientèle jeune, à la fois locale et occidentale.

Pour stimuler ce secteur, qui contribue à près du quart du PIB et des emplois du pays, le gouvernement mise notamment sur les touristes

arabes : des séjours et billets d'avions subventionnés ont été mis en place pour 3 mois, au printemps 2017, pour les ressortissants d'Égypte, du Koweït, de Jordanie, d'Arabie saoudite, du Qatar, des Émirats arabes unis, d'Irak ainsi que d'Arménie. Les autorités accompagnent également le projet de nouveau port touristique de Jounieh, dont le chantier a démarré fin 2016 : des milliers de passagers et de touristes sont attendus dans ce qui pourrait devenir la plus importante station de la Méditerranée orientale.

Malgré sa taille modeste et les aléas politiques traversés, le Liban conserve donc une forte attractivité, tant pour les touristes que pour les investisseurs. Le pays figure parmi les 20 premières destinations mondiales de l'investissement étranger dans le tourisme depuis 2003, d'après FDI market.

Les opportunités vont de l'hôtellerie de luxe (plusieurs grandes chaînes internationales sont présentes, la plupart du temps via des contrats de gérance avec des investisseurs locaux ou régionaux) à la chambre d'hôtes - un marché encore confidentiel mais en plein essor face à la demande des touristes d'aventure et festivaliers, en passant par le tourisme médical, qui offre un fort potentiel notamment pour la chirurgie esthétique.

ILS ONT INVESTI AU LIBAN...

Mandarin Oriental Group (Chine). 2015. Le groupe prend la gestion d'un hôtel de luxe et de résidences immobilières à Beyrouth.

Golden Tulip (Allemagne). 2015. Le groupe annonce la construction d'un complexe Golden Tulip à Jounieh, propriété du promoteur libanais Jet Group.

Yusuf Bin Ahmed Kanoo (Bahreïn). 2013. Le conglomérat diversifié rachète les agences de voyages libanaises du britannique Thomas Cook au Liban (4 M€).

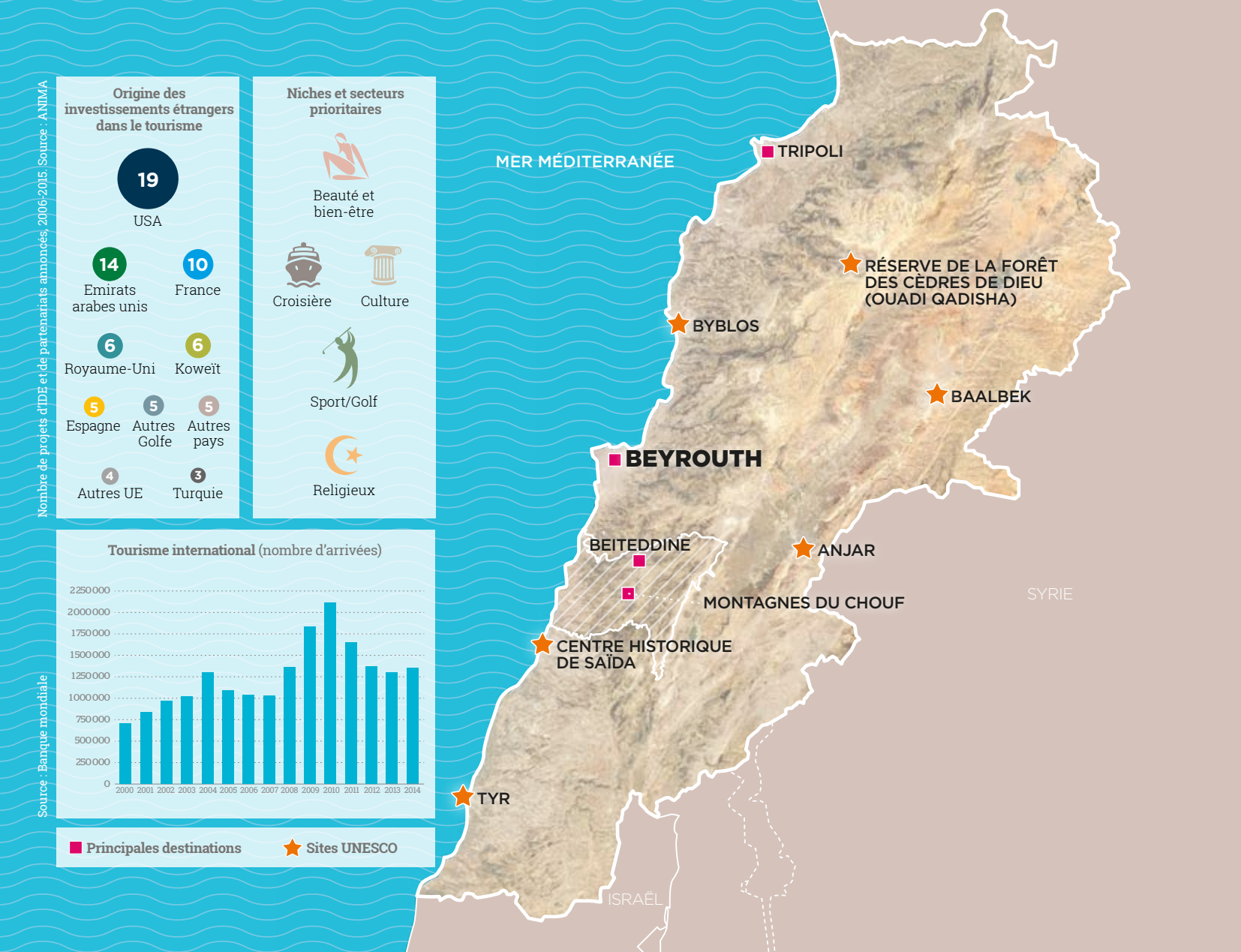
InterContinental Hotels (Royaume-Uni). 2013. La chaîne modernise et agrandit son hôtel Vendôme de Beyrouth, qui comprend 31 chambres supplémentaires à sa réouverture à l'automne 2014.

Olayan (Arabie saoudite). 2012. Le groupe investit avec des compatriotes dans Bachoura 987, une JV saoudi-libanaise en charge de la construction du premier Mandarin Oriental au Liban (77 M€).

ÉVÉNEMENTS PHARES

Salon de l'hôtellerie et de la restauration HORECA LEBANON : événement annuel à Beyrouth. 330 exposants et 15 000 participants lors de la 24^{ème} édition (4-7 avril 2017).

Salon de la plaisance et du yacht annuel BEIRUT BOAT SHOW : événement annuel à Beyrouth. 100 exposants et 20 000 participants lors de la 10^{ème} édition (10-15 mai 2017).



STRATÉGIE NATIONALE

Aides à l'investissement dans le secteur du tourisme : plusieurs dispositifs gérés par Invest in Lebanon (IDAL), Kafalat (garanties de prêts pour les PME), la Banque centrale (prêts à taux bonifié via des banques commerciales) et le ministère du Tourisme. Pour plus d'informations - invest@idal.com.lb.

Stratégie pour le tourisme rural au Liban (2015) consultable sur le site du ministère du Tourisme : www.mot.gov.lb.

Campagne marketing participative « Live Love Lebanon » : www.livelovelebanon.com.

CONTACTS UTILES

Invest in Lebanon (IDAL) : www.investinlebanon.gov.lb

Portail national « Destination Lebanon » : www.destinationlebanon.gov.lb

Fédérations professionnelles et associations :
Association of Travel & Tourism Agents in Lebanon (ATTAL) - www.attal.org.lb
Syndicat des propriétaires de restaurants, cafés, night-clubs et pâtisseries au Liban - www.syndicatercnp.com



TOURISME AU MAROC

ÉTOFFER L'OFFRE DE LA 1^{ÈRE} DESTINATION D'AFRIQUE

Magnifiques patrimoines naturel et culturel, sens de l'accueil et accessibilité aérienne ont fait du Maroc la première destination africaine pour les arrivées internationales en 2015, devant l'Afrique du Sud et l'Égypte.

En 2016 et pour la 3^{ème} année consécutive, plus de 10 millions de touristes internationaux ont ainsi participé à un festival, arpenté médinas, vallées ou désert, effectué un séjour médical ou de bien-être, ou simplement choisi le Maroc pour y passer leurs vieux jours.

Le tourisme représente environ 7 % du PIB et près de 5 % de l'emploi direct du Maroc. Le plan « Vision 2020 », adopté en 2010, vise à hisser le Royaume parmi les 20 premières destinations mondiales et à en faire une référence en matière de développement durable.

Il s'appuie sur 6 programmes structurants correspondant aux principales opportunités d'investissement : niches à forte valeur ajoutée (affaires, santé et bien-être) ; offre culturelle ; offre « nature » (éco-lodges, resorts du désert, ksours & kasbah reconvertis...) ; offre balnéaire compétitive (plan « Azur 2020 ») ; animation, sports et loisirs ; tourisme domestique (plan « Biladi »).

ILS ONT INVESTI AU MAROC...

Carlson Rezidor (Belgique). 2016. Le groupe installe pour la première fois un hôtel Radisson Blu Hotels & Resorts au Maroc, à Marrakech (30 M€).

Al Tazaj (Arabie saoudite). 2015. La chaîne de restauration ouvre 3 restaurants à Casablanca et en annonce 11 autres à Mohammedia, Rabat, Salé, Kénitra et Fès (5,5 M€).

Pickalbatros (Égypte). 2015. L'investisseur égyptien Kamel Abou Ali reprend un hôtel 5 étoiles à Marrakech pour le confier à l'enseigne Savoy du groupe Fairmont Raffles (110 M€).

Kuwait Investment Authority (Koweït). 2015. La filiale Al Ajjal rénove l'hôtel Mansour Eddahbi-Palais des Congrès de Marrakech et en confie la gestion à Mövenpick (64 M€).

TUI (Allemagne). 2014. Le géant européen du tourisme ouvre un nouvel hôtel doté d'un parc aquatique à Marrakech (6 M€).

Les autorités se mobilisent avec succès pour diversifier les marchés cibles et absorber le repli lié au tassement du tourisme occidental et notamment français après 2011. Le nombre de touristes chinois a ainsi été multiplié par 6 en 2016, pour atteindre 100 000 visiteurs, suite à la suppression du visa pour les ressortissants de l'Empire du Milieu. L'ambition d'attirer un million de touristes issus des pays émergents d'ici 2030 semble plus que jamais réaliste.

Le tourisme constitue ainsi le 3^{ème} secteur le plus attractif pour les investisseurs étrangers. « Vision 2020 » tablait en 2010 sur 200 000 nouveaux lits en 10 ans. De nombreuses chaînes internationales sont d'ores et déjà présentes et 31 hôtels étaient en cours de construction en 2015, y compris sur le segment entrée de gamme, jusqu'à présent peu développé.

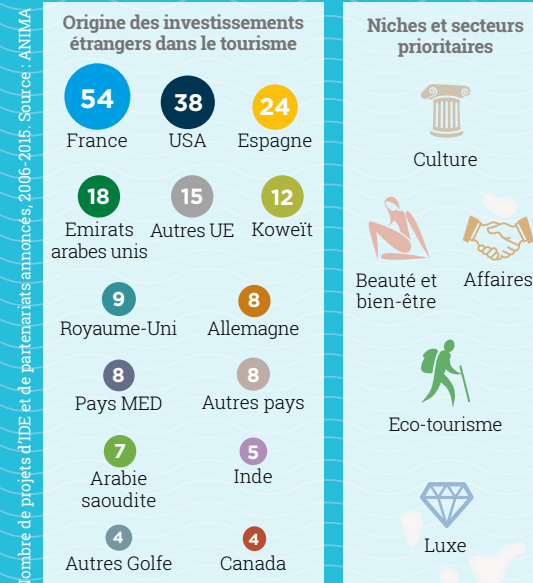
De nombreuses opportunités résident également dans le domaine de l'écotourisme, du tourisme culturel et religieux, du tourisme sportif (le Maroc a remporté le prix de la meilleure destination africaine pour le golf en 2015 de la World Golf Awards Organisation), du tourisme médical ou encore des séjours escapades dans les villes de Fès, Marrakech, Rabat...

ÉVÉNEMENTS PHARES

Tanger Expo - Salon international du tourisme et de la culture : événement annuel à Tanger. Plus de 200 exposants et 60 pays lors de la 2^{ème} édition (3-6 mai 2017).

Marocotel - Salon international de l'équipement professionnel pour l'hôtellerie, la restauration, les métiers de bouche, le bien-être et les loisirs : événement bi-annuel à Casablanca. 250 exposants attendus lors de la 15^{ème} édition (14-17 mars 2018).

Africa Medical Tourism Expo : 250 exposants lors de la 2^{ème} édition (22-24 mars 2017).



■ Principales destinations ★ Sites UNESCO



STRATÉGIE NATIONALE

« **Vision 2020** » (adoptée en 2010). Objectifs : doublement du poids économique du secteur en 10 ans, doublement du nombre d'arrivées internationales et triplement des voyages domestiques. Définition d'une stratégie d'aménagement et de développement pour chacun des 8 territoires touristiques du Maroc. Disponible sur le site du ministère du Tourisme : www.tourisme.gov.ma

CONTACTS UTILES

- Invest in Morocco :** www.invest.gov.ma
- SMIT - Société marocaine d'ingénierie touristique :** www.smit.gov.ma
- Portail national du tourisme :** www.visitmorocco.com
- Fédérations professionnelles :**
 - Confédération nationale du tourisme (CNT) : www.cnt.ma
 - Fédération nationale de l'industrie hôtelière : www.fnih.ma
 - Fédération nationale des agences de voyage du Maroc : +212 522 260 300



TOURISME EN PALESTINE

UN SECTEUR VITAL EN PLEINE MUTATION

Voyager en Palestine, c'est aller à la rencontre d'un peuple accueillant et d'une histoire plurimillénaire qu'on découvre au travers de villes au splendide patrimoine, de champs d'oliviers, de monastères perdus dans le désert et de magnifiques oasis.

L'adhésion à l'UNESCO en 2011 en tant que membre à part entière a permis de conforter l'attrait touristique de la Palestine, en dépit des contraintes existantes (visites uniquement possibles à partir d'Israël ou de la Jordanie, et bande de Gaza inaccessible aux touristes).

Plus d'un demi-million de visiteurs se sont ainsi rendus en Cisjordanie en 2014 : un chiffre à rapprocher du potentiel annuel estimé à 1 million de visiteurs par la Banque mondiale. Le tourisme représentait ainsi 14 % du PIB palestinien en 2014, retombées incluses. Alors qu'au début des années 2000, les visites se limitaient à une excursion de quelques heures à Bethléem, la durée des séjours augmente et les parcours s'étoffent. Le nombre de nuitées a atteint 1,4 million en 2010 (en Cisjordanie et à Jérusalem Est, séjours domestiques inclus), puis 1,5 million en 2013.

Acteurs publics comme privés se mobilisent pour encourager cet essor et diversifier l'offre de tourisme religieux, culturel et de plein air. Les autorités ont notamment amélioré les liaisons par autobus

ILS ONT INVESTI EN PALESTINE...

Ant Ventures (Liban). 2014. Le groupe annonce l'ouverture d'un restaurant de sa marque Casper & Gambini's à Ramallah en juin 2014, ainsi que 2 'Falafel & More' d'ici fin 2014.

Arcmed (Suisse). 2011. Le groupe prend la gestion d'un hôtel cinq étoiles de 270 chambres à Gaza, le al-Mashtal, qui ouvre en juillet 2011 après plusieurs années de travaux.

Emaar Properties (Émirats arabes unis). 2005. Emaar a décidé la création d'une nouvelle entreprise, Emaar Palestine, dans les territoires palestiniens.

Mövenpick (Suisse). 2005. Le groupe hôtelier signe un contrat de gestion pour un hôtel à Ramallah, son 1^{er} établissement dans le pays.

entre grandes villes. La première promotion de guides pour trekking communautaire de l'Université de Bethléem a été diplômée en 2016, tandis que des sentiers de randonnée permettent désormais de sillonner le territoire et de recourir à une offre de logement chez l'habitant ou en camping facilitée par plusieurs associations.

Alternative Tourism Group (ATG) propose aussi des séjours autour de la récolte des olives et de rencontres avec la société civile. Les villes sont également actives, à l'image de Battir, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2014, qui s'est dotée d'un plan de développement « Battir 2020 » et prévoit de construire un restaurant et un hôtel pour se hisser au niveau de Jéricho et Bethléem.

300 millions de dollars ont ainsi été investis par des opérateurs privés dans la rénovation ou l'extension du parc hôtelier entre 2000 et 2009, et une première chaîne étrangère, Mövenpick, a ouvert un établissement à Ramallah en 2010. D'autres investissements devront suivre pour que ce tout jeune pays berceau de l'humanité puisse accueillir les touristes dans les meilleures conditions, dans le secteur hôtelier mais aussi la restauration, les loisirs et les services de transport.

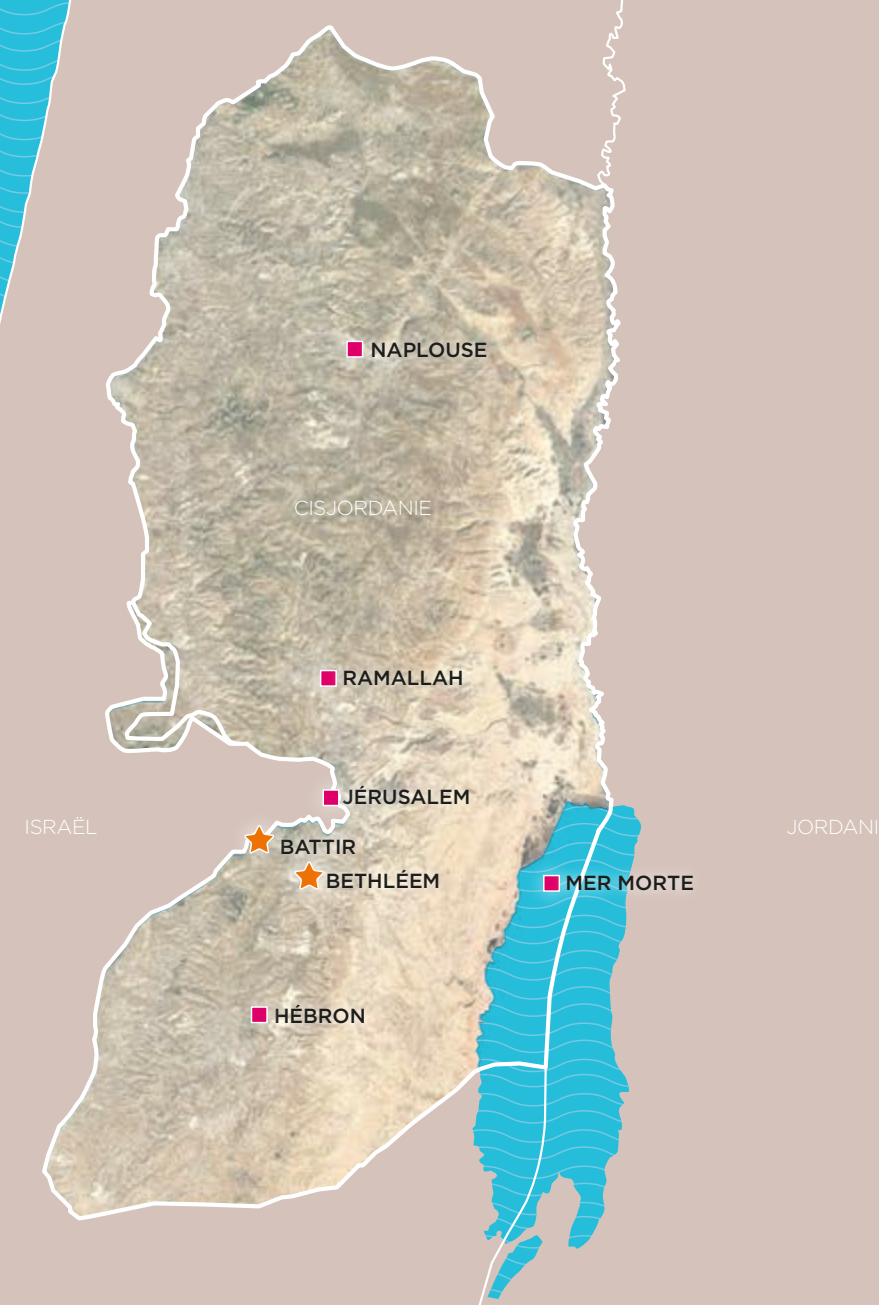
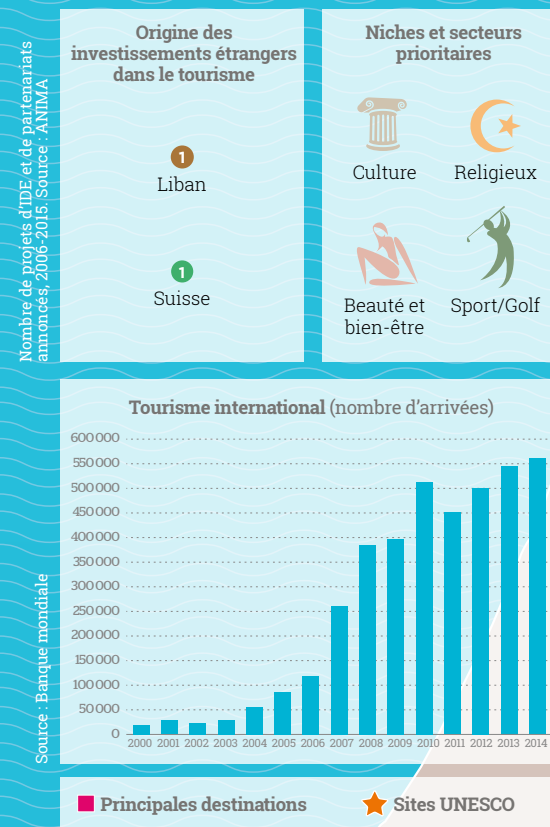
ÉVÉNEMENT PHARE

Promotion du tourisme en Palestine dans les salons internationaux (pas de salon dédié au tourisme en Palestine).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale d'exportation pour le secteur du tourisme 2014-2018, consultable sur le site de Palestine Trade Center (Paltrade) : www.paltrade.org

MER MÉDITERRANÉE



CONTACTS UTILES

Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA) : www.pipa.ps

Portail officiel du ministère du Tourisme : www.travelpalestine.ps

Fédérations professionnelles et associations :

Holy Land Incoming Tour Operators Association (HLITOA) : www.holylandoperators.com

Network of Experiential Palestinian Tour Operators (NEPTO) : www.nepto.ps

Arab Hotel Association www.palestinehotels.com

Holy Land Handicraft Cooperative Society : www.hlhcs.org



TOURISME EN TUNISIE

SUR LA ROUTE DE LA REPRISE !

Plagés, sites archéologiques, médinas, désert, qualité de l'accueil et prix Nobel de la paix 2015 saluant le processus démocratique en cours : autant d'atouts pour le secteur touristique tunisien ! Ce dernier constitue un des principaux moteurs de l'économie : il représente environ 7 % du PIB et emploie 12 % de la population active.

Après avoir été durement touché par les attentats de 2015, le tourisme a retrouvé des couleurs dès 2016 : les arrivées nettement plus nombreuses de ressortissants algériens, libyens et russes ont en bonne partie compensé le recul européen. Les autorités espèrent donc accueillir 7 millions de touristes en 2017 et ciblent de nouveaux marchés : Russie, Algérie, Chine, pays du Golfe, Afrique mais aussi tourisme local.

Pour encourager cet essor, la Tunisie agit sur tous les fronts : campagnes internationales de promotion, mesures sécuritaires renforcées avec par exemple l'attestation « Security check » attribuée aux hôtels les plus sûrs par l'organisme de certification Cristal International Standards, accord « open sky » d'ouverture aux compagnies européennes (pour tous les aéroports sauf Tunis), poursuite de la mise à niveau des établissements hôteliers ou encore diversification de l'offre de séjours.

ILS ONT INVESTI EN TUNISIE...

Hilton (Etats-Unis). 2015. L'enseigne hôtelière signe 3 contrats de gestion, dont un Hilton Le Palace à Gammarth, et 2 Double Tree par les hôtels d'El Mouradi.

Knowledge Hotel (Luxembourg). 2014. Le groupe hôtelier haut de gamme restaure l'ancienne résidence du grand Mufti pour y ouvrir le Palais Bayram, son premier établissement à Tunis (4,4 M€).

DAPHNE Hotels (Turquie). 2014. La chaîne hôtelière ouvre trois établissements à Monastir, Yasmine Hammamet et El Antaoui, d'autres étant prévus (1,5 M€).

Accor (France). 2014. Le groupe signe un partenariat avec la Banque internationale arabe de Tunisie pour construire et gérer un hôtel Ibis à Sfax à compter de 2016 (13,3 M€).

Lafico (Libye). 2013. L'opérateur annonce la construction d'un hôtel 5 étoiles à Tunis sur le site de l'hôtel du Lac, ouvert en 2016 (68 M€).

La Vision 3+1 définie en 2014 vise ainsi particulièrement le tourisme saharien, la thalassothérapie, le golf et les visites culturelles.

Ces efforts s'avèrent payants : plus de 5,7 millions de visiteurs étrangers se sont rendus en Tunisie en 2016 ; les consignes de restriction émises par les chancelleries occidentales sont progressivement levées et les voyagistes programment à nouveau des séjours en 2017, à l'instar de Thomas Cook, TUI et MSC Croisières. Alors que l'offre d'hébergement de luxe s'étoffe, avec l'ouverture de 3 enseignes dans le grand Tunis en 2017 (Laico, Four Season et Golden Tulip), la Tunisie souhaite également attirer des hôtels sur les segments économique et milieu de gamme, à l'image des premiers Ibis, Mercure et Novotel implantés à Tunis et Sfax par AccorHotels.

Le secteur offre un important potentiel dans plusieurs niches telles que l'écotourisme, le tourisme de santé et le tourisme saharien. Le sud tunisien pourrait ainsi devenir « le Nevada de la Tunisie : évasion, spectacle, golf, manifestations internationales... » selon la formule du président de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie, qui prépare par ailleurs l'intégration des maisons d'hôtes dans le réseau hôtelier tunisien.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Marché International du Tourisme (MIT) : événement annuel à Tunis. Une centaine d'exposants lors de la 23^{ème} édition (5-8 avril 2017).

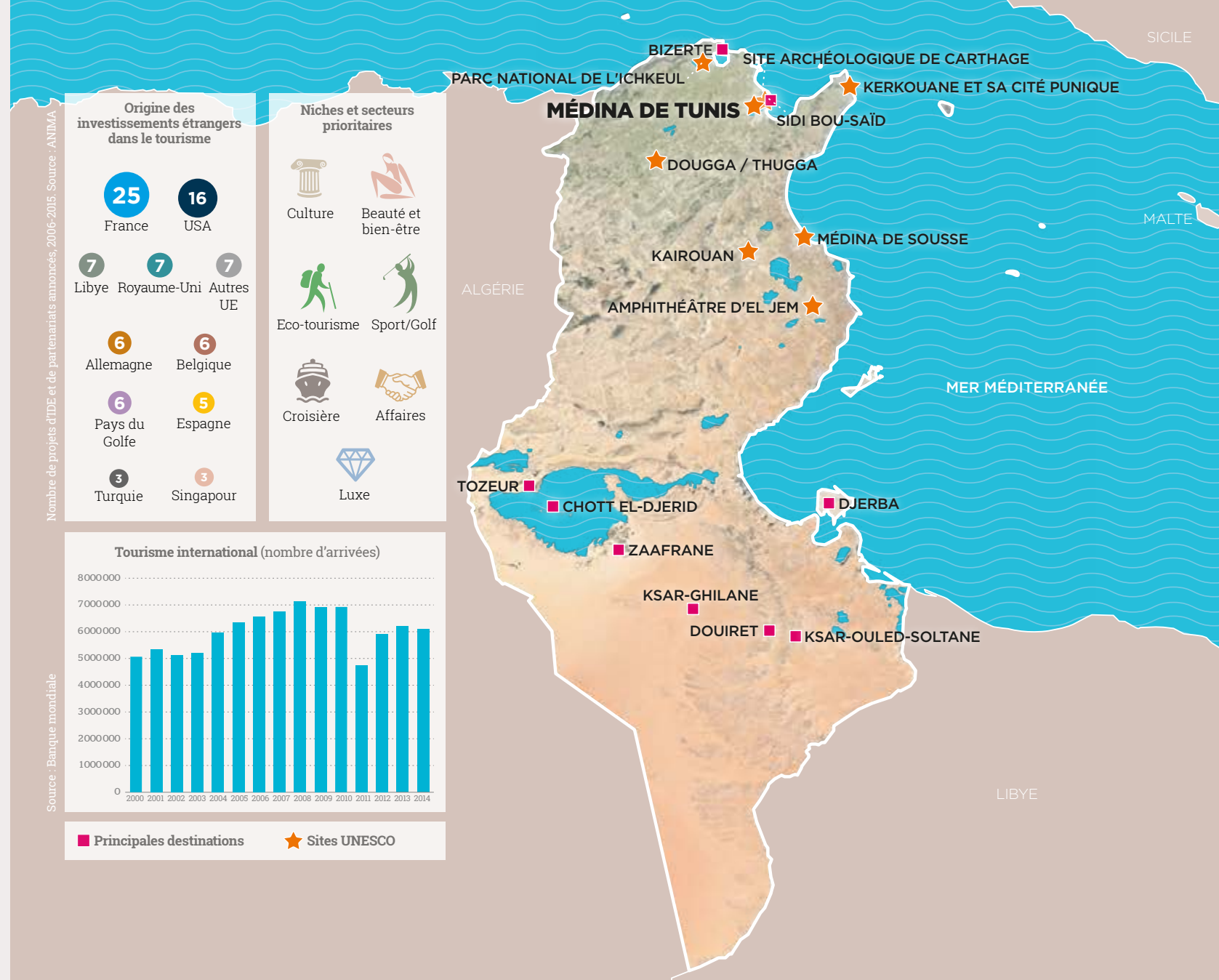
Organisation simultanée avec 4 autres salons : Horeca Expo (équipements et services pour l'hôtellerie et la restauration), Spa Expo (thermalisme, thalasso et spa), Boat Show (plaisance et activités nautiques) et Golf Show.

STRATÉGIE NATIONALE

Vision stratégique 3+1 (2014). 4 axes : diversification de l'offre (en tenant compte des spécificités de chaque région) ; qualité et formation ; branding et modernisation.

Incitations à l'investissement spécifiques au secteur du tourisme : voir le « Guide de l'investisseur dans le secteur touristique », disponible sur le site du ministère du Tourisme : www.tourisme.gov.tn.

Programme de Mise à Niveau des établissements Hôteliers (PMNH) : www.pmnt.tn.



CONTACTS UTILES

Investir en Tunisie : www.investintunisia.tn

Office National du Tourisme Tunisien (ONTT) : www.discovertunisia.com

Fédérations professionnelles :

Fédération interprofessionnelle du tourisme tunisien (FITT) : www.fit-tunisie.org

Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH) : www.facebook.com/FTH.Tunisie

Fédération tunisienne des agences de voyage (FTAV) : www.ftav.org





TOURISME



AGRO
ALIMENTAIRE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE



INDUSTRIES
CULTURELLES
ET CRÉATIVES



ÉNERGIES
RENOUVELABLES

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



Projet financé par
UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



Liste d'abréviations

3PL : Logistique tierce partie (Third-party logistics)
BOT : build, operate, transfer (construction-exploitation-transfert)
BTP : Bâtiments et travaux publics
CO₂ : dioxyde de carbone
Ha : hectares
IPL : Indice de Performance Logistique
M : million
Md : milliard
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
PPP : Partenariat Public-Privé
RFID : identification par radio fréquence (Radio Frequency IDentification)
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

Cartographie

Les termes employés et la présentation des données figurant sur ces cartes n'impliquent de la part d'ANIMA Investment Network aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La délimitation des frontières est conforme aux documents suivants : Carte No. 3584 Rev. 2 Nations unies, janvier 2004 - Section de cartographie du Département des opérations de maintien de la paix ; Carte No. 4204 Rev. 3 Nations unies, avril 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions ; Carte No. 3795 Rev. 3 Nations unies, mars 2012 - Section de cartographie du Département de l'appui aux missions.

Crédits photographie

Kliem pictures, Pixabay, CC0 (page 2) ; Jumpaires14, Flickr, CC0 (page 3 - droite) ; Michael Gaida, Pixabay, CC0 (page 3 - gauche).

Auteurs

Ce guide a été réalisé par Zoé Luçon, Directrice des publications (rédaction), et Inmaculada Ruiz, Chargée de communication (édition), à ANIMA Investment Network, avec l'appui de l'agence Marsatwork (graphisme). Charles Viellard Rostand et Cécile Alimi ont également participé au travail de recherche et de rédaction. La traduction en anglais a été effectuée par Karim El Arnaouty.

© Copyright EUROMED Invest 2017 - Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés pour tous pays. N°ISBN : 2-915719-60-8

BUSINESS OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE



TRANSPORT
ET LOGISTIQUE

WWW.EUROMEDINVEST.EU

INFO@EUROMEDINVEST.EU



#EUROMEDInvest



EUROMED Invest



EUROMED Invest

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

EUROMED Invest est un projet de quatre ans (2013-2017), cofinancé à 80 % par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions d'euros. Il est coordonné par ANIMA Investment Network dans le cadre du consortium MedAlliance.



Projet financé par
l'UNION EUROPÉENNE

EUROMED
INVEST



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EN MÉDITERRANÉE

Ce guide s'adresse aux entreprises du secteur du transport et de la logistique souhaitant mieux connaître les pays du sud de la Méditerranée. Aperçu des opportunités d'affaires, exemples de projets menés par des opérateurs étrangers, principaux événements business en Algérie, en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie... autant d'informations qui accéléreront votre prospection !

INVESTIR DANS LE SECTEUR DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE EN MÉDITERRANÉE : POURQUOI ?

Les pays MED se situent sur les grands itinéraires mondiaux de transport, à la croisée entre Europe, Afrique, Moyen-Orient et Asie via le Canal de Suez. Ils offrent aux opérateurs de transport et de logistique des marchés à fort réservoir de croissance du fait de leurs dynamiques nationales de diversification économique, de croissance des exportations et de hausse de la demande domestique, et de leurs ressources humaines compétitives et qualifiées. La plupart d'entre eux figurent ainsi parmi les 45 pays émergents distingués par l'Agility Emerging Markets Logistics Index 2016 : le Maroc et l'Egypte pointent aux 20ème et 22ème places, et sont suivis plus loin dans le classement de l'Algérie, la Jordanie, la Tunisie, la Libye et le Liban (l'absence de la Palestine découle des restrictions à la libre circulation sur son territoire, tandis qu'Israël n'est pas classé parmi les économies émergentes).

Les pays MED ont donc adopté des stratégies visant à positionner leur territoire au sein de cette région à vocation de hub mondial de commerce et de transbordement. Ils participent à des initiatives destinées à harmoniser les procédures douanières et à effacer les barrières commerciales, mènent des réformes pour moderniser et libéraliser le

secteur des transports et investissent dans la mise à niveau de leurs infrastructures.

Les opportunités d'affaires à saisir sont ainsi tout d'abord liées aux grands projets initiés par les autorités : modernisation et construction de nouveaux ports, aéroports et ports secs, amélioration des liaisons routières et ferroviaires, création de zones logistiques... avec à la clé des appels d'offres pour des contrats de partenariat public-privé ainsi que des prestations de BTP, de fourniture d'équipements, de gestion et de transfert d'expertise.

Des perspectives tout aussi stratégiques pour les pays MED résident par ailleurs dans l'amélioration des services de transport et de la logistique, facteur clé d'intégration économique et de compétitivité pour la Méditerranée. D'importants marchés sont à défricher dans tous les segments : activités de distribution physique impliquant tous les modes de transport et leur intermodalité, et opérations conduites dans les entrepôts et les centres logistiques, aujourd'hui encore peu développées.

NICHES ET SECTEURS PRIORITAIRES

Infrastructures et services de transport : une Méditerranée en chantier

Les pouvoirs publics et autorités locales des pays MED ont largement recours à l'expertise étrangère et notamment européenne pour la conception et la mise en œuvre de leurs plans transport. Des milliards d'euros ont été investis dans la mise à niveau du secteur, qu'il s'agisse de transport de passagers ou de fret, et le pipeline ne désemplit pas : projets de réseaux ferroviaires et de trains légers (tramways urbains et suburbains, lignes de métro), autoroutes de la mer avec leurs ports et zones franches attenantes (comme à Tanger ou Aqaba), aéroports... avec en ligne de mire la mise en place de nœuds intermodaux et de systèmes de gestion efficace du trafic.



Logistique : intermodalité, TIC et technologies vertes

L'offre logistique, encore très fragmentée et soumise à la concurrence du secteur informel, monte en gamme grâce à l'émergence d'opérateurs locaux et à l'implantation d'acteurs internationaux. Les attentes des industriels et de leurs clients finaux sont fortes en matière d'optimisation des coûts et de développement d'une offre intégrée. La logistique tierce partie (3PL), c'est-à-dire la sous-traitance d'opérations logistiques à des tiers, suppose des prestations variées : transport, entreposage, préparation de commandes, étiquetage, ou encore copacking et forwarding (qui mutualise les flux de marchandise).



Les services de messagerie et de livraison de colis express et la filière de logistique du froid constituent également des marchés en croissance annuelle forte.

Outre le développement de la multimodalité, l'essor du secteur repose sur l'introduction des TIC (technologies de l'information et de la communication) : communication en temps réel, numérisation et technologies d'identification par radio fréquence (RFID) permettent de mieux gérer les flux des marchandises tout en optimisant les coûts et processus. Une préoccupation croissante concerne également la réduction de l'empreinte environnementale du transport, ce qui se traduit par des opportunités variées, qu'il s'agisse d'avancées technologiques (véhicules plus propres) ou de mesures opérationnelles (formations à l'éco-conduite...).



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN ALGÉRIE

UN MARCHÉ DE 40 MILLIONS D'HABITANTS À DÉFRICHER !

Le développement des services de transport et logistique est une priorité pour accompagner la diversification économique en Algérie et réduire les surcoûts d'importation, actuellement estimés à plusieurs milliards de dollars chaque année. D'importants investissements publics ont ainsi été consacrés au développement des infrastructures. De nombreuses faiblesses perdurent cependant dans la chaîne logistique : ils font de l'Algérie l'un de pays MED où le transport de marchandises est le plus cher, avec un coût moyen d'acheminement estimé à 30 voire 35 % du prix total d'un produit, soit le double de la moyenne mondiale.

La quasi-totalité du commerce international du pays emprunte la voie maritime. Les autorités ont mené une politique de modernisation et de privatisation d'une partie de l'infrastructure portuaire, qui a notamment conduit à attribuer la gestion du port de Béjaïa au singapourien Protek en 2006, et celle d'Alger et Djen Djen à Dubaï Port World en 2009. Ces initiatives n'ont toutefois pas permis d'atteindre tous les résultats escomptés en raison de l'ancienneté des normes qui ont été suivies : faible profondeur n'autorisant que des navires de petite taille, absence d'outillage portuaire moderne et implantation en zone urbaine. L'Algérie a par ailleurs beaucoup investi dans le développement de ses réseaux ferroviaires et routiers afin de rompre l'isolement de certaines régions, d'améliorer les transports publics

ILS ONT INVESTI EN ALGÉRIE...

APRC (France). 2015. L'entreprise s'associe à la Société nationale algérienne des transports routiers pour créer la co-entreprise SNTR-Logistics afin d'assurer la distribution de marchandises à travers le pays.

Oxford Aviation Academy (Royaume-Uni). 2015. Le réseau d'écoles de pilotage participe à hauteur de 49 % à la création d'une école nationale pour les élèves-pilotes algériens.

SNCF (France). 2015. Le groupe signe un accord de partenariat avec la SNTF dans les domaines de la formation, de l'ingénierie ferroviaire et de la logistique.

Kapsch (Autriche). 2015. Le groupe forme une société mixte avec la SNTF pour équiper le réseau ferroviaire du système de télécommunication numérique GSM-rail.

Abraaj Capital (Émirats arabes unis). 2014. Le gestionnaire de fonds entre au capital de la Flèche bleue algérienne (FBA), leader dans les services de transport et de logistique établi à Skikda.

et d'assurer l'intégration des différents modes de transport. Cela lui a notamment valu de décrocher la 3ème plus forte progression des 45 pays évalués par l'Agility Emerging Markets Logistics Index 2016.

Les infrastructures et opérateurs purement logistiques demeurent en revanche peu développés, si bien que les grands producteurs et distributeurs algériens renoncent souvent à externaliser le transport de leurs marchandises. Plusieurs grands chantiers ont toutefois été annoncés par les autorités, comme la construction d'une zone de fret à destination des pays de l'Afrique dans l'aéroport de Tamanrasset, celle d'un grand port commercial de Cherchell, et la création de 30 zones logistiques à travers le pays.

« Il y a donc presque tout à faire dans le secteur de la logistique » pour reprendre la formule du directeur du groupe français APRC, qui s'est implanté en Algérie en 2006 et s'est associé en 2015 à l'opérateur national SNTR pour y constituer un réseau national de plateformes logistiques et de distribution. Les opportunités concernent notamment l'amélioration de la connectivité des ports avec leur hinterland, l'organisation du transport multimodal, la fourniture d'équipements et de services logistiques fiables permettant d'assurer la traçabilité, la construction de plateformes logistiques et bien sûr le conseil et la formation. De nombreux contrats concernent également les services de transport public.

ÉVÉNEMENTS PHARES

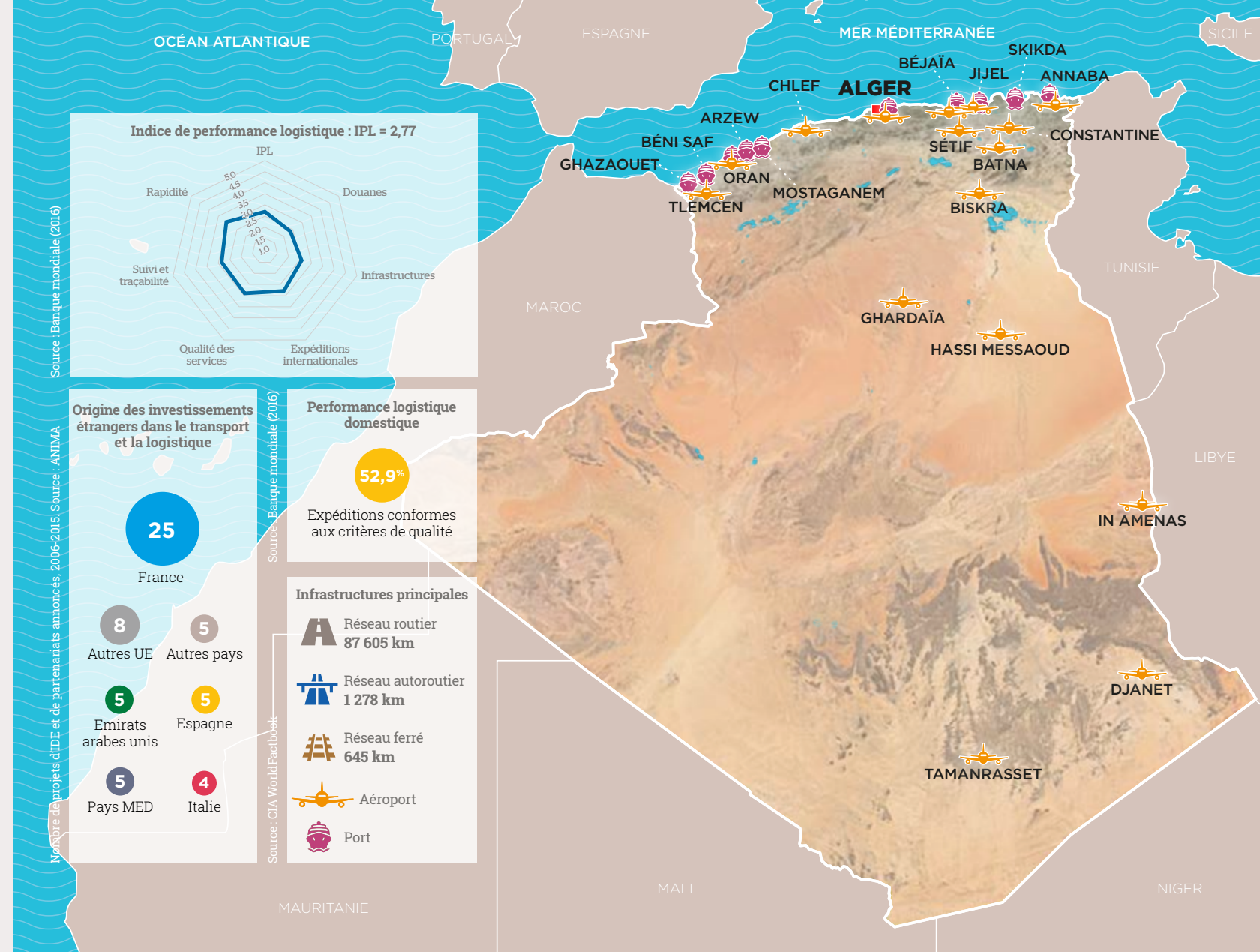
Algeria Infrastructure : salon international des transports, de la logistique et de la mobilité, à Alger. Plus de 200 exposants pour la 5ème édition (12-14 février 2018).

Logistical : salon dédié au transport, au fret et à la logistique des marchandises, à Alger. Plus de 2 000 visiteurs professionnels pour la 2ème édition (13-16 novembre 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Politique gouvernementale dans le domaine des transports (2015) : objectifs à l'horizon 2019 pour les secteurs maritime, portuaire, aérien, ferroviaire, logistique, transport public et prévention routière. Consultable sur www.premier-ministre.gov.dz.

Plan logistique national en cours d'élaboration : objectif de réduction du coût de la logistique à 5 % (contre 35 % actuellement) et construction de 30 zones logistiques afin de soutenir le développement des exportations.



CONTACTS UTILES

Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) : www.andi.dz

Ministère des Travaux publics et des Transports : www.mtp.gov.dz

Associations professionnelles :
Fédération nationale du transport des voyageurs et des marchandises (FNTV), affiliée à l'Union Générale des Commerçants et Artisans Algériens (UGCAA) - www.facebook.com/ugcaa.sg
Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL) - anexal_export@yahoo.fr



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN ÉGYPTÉ

LA PORTE D'ACCÈS VERS L'AFRIQUE ET LE MOYEN-ORIENT EN QUÊTE D'INVESTISSEURS

L'Égypte offre d'exceptionnelles potentialités économiques : la taille de son marché (140 millions d'habitants en 2050), sa position géographique et ses accords bilatéraux et régionaux en font un « hub » idéal pour commercer avec le Moyen-Orient et une bonne partie du continent africain. Son statut de porte d'accès maritime vers l'Extrême-Orient pour l'hémisphère nord a été conforté par le doublement du Canal de Suez, inauguré en 2015.

Les autorités tablent ainsi sur un doublement du trafic : le nombre de navire empruntant le Canal chaque jour devrait passer de 49 actuellement à 97 en 2023. L'Égypte, qui a beaucoup investi pour mettre à niveau ses infrastructures portuaires, se situe dans le trio de tête des pays africains les mieux connectés selon l'indice de connectivité du transport maritime de la CNUCED, avec le Maroc et l'Afrique du Sud. Le pays obtient également le meilleur niveau de performance logistique de la région Méditerranée (Israël mis à part) selon le classement 2016 de la Banque mondiale.

Les autorités égyptiennes n'entendent pas en rester là : elles ont relancé en 2015 la préparation d'immenses chantiers visant à décongestionner les routes, poursuivre la modernisation des ports, améliorer le transport

ILS ONT INVESTI EN ÉGYPTÉ...

Dubai World (Émirats arabes unis). 2015. Dubai Ports International développe un nouveau terminal pour le port d'Ain Sokhna, dédié au transport de gaz liquide (148 M€).

DHL (Allemagne). 2015. Le groupe investit dans l'agrandissement de ses bureaux à l'aéroport international du Caire (58 M€).

Aramex (Émirats arabes unis). 2014. L'entreprise poursuit son expansion en Égypte et ouvre une plateforme de 14 000 m² au sein du complexe industriel de 6th of October (4,9 M€).

Vodafone (Royaume-Uni). 2013. Vodafone Ventures prend une participation de 22 % dans le capital d'Agzakhana.com, la première plateforme logistique pharmaceutique du pays.

Aramex (Émirats arabes unis). 2013. L'entreprise de services logistiques ouvre à Borg El Arab une nouvelle plateforme de distribution et d'entreposage de 15 000 m² (4,9 M€).

ferroviaire et agrandir les terminaux de plusieurs aéroports, pour lesquels les modalités de participation du secteur privé restent à définir. Une grande conférence, intitulée « Méga projets 2030 », se tient au Caire en novembre 2017 afin de mobiliser opérateurs privés et bailleurs internationaux.

Les opportunités à court et moyen termes sont donc nombreuses. L'Égypte prévoit tout d'abord une nouvelle expansion du Canal de Suez doublée du développement d'un hub logistique composé de 4 zones industrielles et 6 ports, pour lequel 8 milliards de dollars ont été mobilisés lors de la Conférence de développement économique de mars 2015.

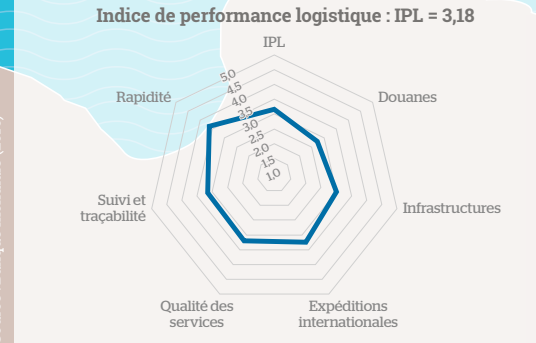
De nombreux autres projets sont en cours de développement, avec à la clé des contrats de BTP, de fourniture d'équipements et d'expertise, notamment dans les domaines ferroviaire (métro du Caire, mise à niveau de la flotte de locomotives de l'Egyptian National Railways, etc.), portuaire (construction ou extension de ports, développement de ports secs, construction d'entrepôts et de terminaux logistiques), aéroportuaire et routier. Pour ce qui est de la logistique pure, l'Égypte n'a pour l'instant attiré qu'un faible nombre d'opérateurs globaux malgré ses atouts. Il existe donc un marché important pour les acteurs du secteur.

EVÉNEMENT PHARE

Pharos : foire internationale des transports et de la logistique, au Caire. 500 exposants pour la 2^{ème} édition (11-13 octobre 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Vision 2030 (2015) : stratégie nationale de développement. Plusieurs projets dans le domaine des transports et de la logistique : finalisation de 16 nouvelles routes et construction de routes stratégiques dans le Sud Sinaï, achèvement de la ligne 3 du métro du Caire et lancement de la ligne 4, développement du Canal de Suez, construction d'infrastructures logistiques notamment dédiées aux secteurs agroalimentaire et minier. Consultable sur www.sdsegypt2030.com.



Origine des investissements étrangers dans le transport et la logistique

20

Emirats arabes unis

8

Autres pays

8

Koweït

7

Autres UE

5

Turquie

4

Allemagne

4

France

3

Royaume-Uni

3

Tunisie

Performance logistique domestique

74,6%

Expéditions conformes aux critères de qualité

Infrastructures principales

A Réseau routier
126 742 km

A Réseau autoroutier
838 km

A Réseau ferré
5 085 km

A Aéroport

A Port

Source : Banque mondiale (2016)

Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2015. Source : ANIMA

Source : CIA World Factbook

LIBYE

SOUDAN



CONTACTS UTILES

General Authority for Investment (GAFI) : www.gafi.gov.eg

Ministère des Transports (ONT) : www.mot.gov.eg

Associations professionnelles :

Division transport de la Federation of Egyptian Industries (FEI) - www.fei.org.eg



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN ISRAËL

DES GRANDS CHANTIERS... ET DES STARTUPS !

Israël dispose d'un réseau routier et ferroviaire bien développé et d'infrastructures portuaires et aéroportuaires modernes. D'importants investissements ont en effet été menés depuis les années 1990, notamment au travers de contrats de concession (BOT) associant entreprises israéliennes et étrangères, qu'il s'agisse des domaines routier (avec par exemple le Trans-Israel Highway, inauguré en 2009 et en cours d'extension), ferroviaire (Tel Aviv est désormais relié à la plupart des grandes villes, de Nahariya au nord à Dimona dans le Neguev), et portuaire (du fait des faibles échanges avec ses pays voisins, Israël recourt au transport maritime pour le transit de la quasi-totalité de ses exports, à partir des ports de Haïfa, Ashdod et Eilat).

La croissance du secteur du transport, supérieure à celle du reste de l'économie depuis une dizaine d'années, n'a toutefois pas suscité tous les progrès escomptés face à une croissance démographique soutenue : Israël présente ainsi la plus forte densité de trafic par kilomètre de route des pays de l'OCDE. Le gouvernement poursuit donc ses investissements tout en cherchant à renforcer la concurrence et à encourager l'investissement privé. Côté transport terrestre, priorité est donnée à l'extension du réseau routier, au développement des transports publics et aux solutions de mobilité durable : la première « route électrique » qui charge les véhicules qui la parcourent a par exemple été installée

ILS ONT INVESTI EN ISRAËL...

Volkswagen (Allemagne). 2016. Le groupe participe à la levée de fonds de l'application Gett, rivale israélienne d'Uber (272 M€).

SNCF (France). 2015. Le groupe signe un partenariat stratégique avec l'accélérateur israélien « Smart Transportation » lancé par l'université de Tel-Aviv.

ICV Capital Partners (États-Unis). 2015. Le fonds investit, avec son compatriote Annox Capital dans Freightos, startup offrant des services d'optimisation des coûts de transport (12,5 M€).

Olive Tree Capital (Jordanie). 2015. Le fonds investit dans FanZone, qui offre des services de mutualisation de solutions de transport pour assister à un concert ou un événement sportif (4,5 M€).

Hearst Corporation (États-Unis). 2015. Le fonds lié au conglomérat médiatique américain investit aux côtés de Roman Abramovich dans Via, société de taxi collectif (24 M€).

en 2016 à Tel Aviv par la startup ElectRoad. Le ferroviaire n'est pas en reste : Israel Railways a présenté en juillet 2017 un plan stratégique 2040 prévoyant notamment de relier les 4 premières villes du pays à une vitesse de 250 km/h et de tripler le fret par train, pour un montant de près de 30 milliards d'euros. En ville, les véhicules légers sur rail se développent : la seconde ligne de Jérusalem et la première ligne de Tel Aviv sont en cours de réalisation, et d'autres projets sont prévus d'ici 2023. Deux nouveaux ports vont enfin compléter les infrastructures existantes à Ashdod et Haïfa, qui devraient être privatisées ; et un nouvel aéroport sera inauguré à Eilat en 2018.

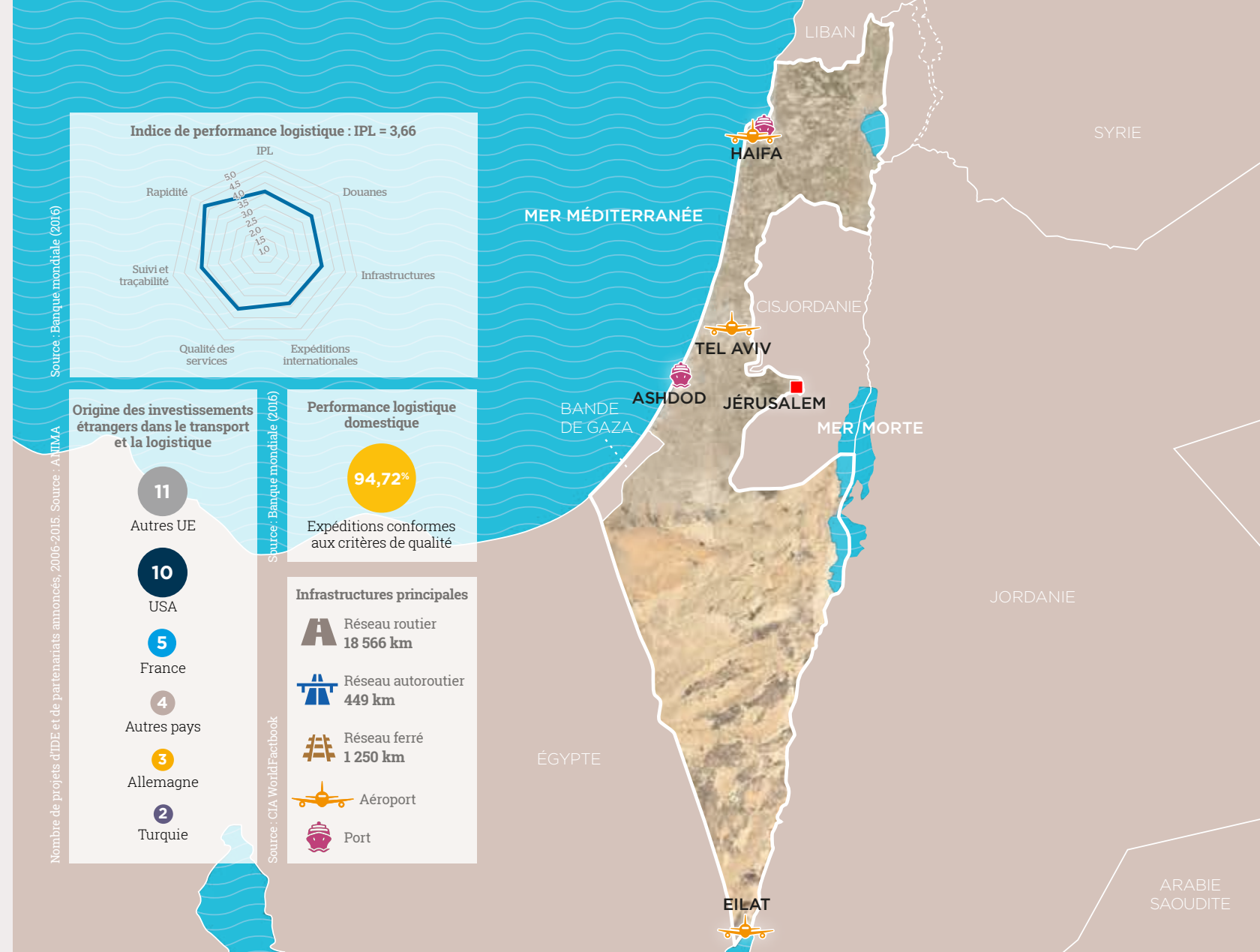
De nombreuses opportunités résultent ainsi de ces grands projets, pour les opérateurs nationaux et étrangers. Israël offre par ailleurs d'intéressantes perspectives de partenariat avec ses startups spécialisées dans les services de transport et de logistique. Des levées de fonds de plusieurs millions d'euros ont ainsi été menées en 2017 au bénéfice de Bringg, qui a développé une plateforme logistique orientée client destinée aux entreprises, et de Freightos, dont le marché du fret en ligne a déjà conquis 10 000 utilisateurs dont les 20 premiers transitaires internationaux. Israël est également en pointe sur les technologies qui façonneront les transports de demain : vision par ordinateur, navigation, mais aussi covoiturage « socialement responsable » ou encore voiture électrique, connectée... et sans conducteur !

ÉVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement spécifique au secteur mais un sommet annuel à Tel Aviv consacré à la mobilité à l'initiative du Premier ministre : **The Fuel Choices & Smart Mobility Initiative Summit**. 1 500 participants et 30 pays pour l'édition 2017 (31 octobre - 1^{er} novembre). 250 exposants, 10 pays étrangers représentés.

STRATÉGIE NATIONALE

Pas de stratégie récente mais les orientations du secteur sont consultables sur le site du ministère des Transport et de la Sécurité routière : www.en.mot.gov.il.



CONTACTS UTILES

Invest in Israel : www.investinIsrael.gov.il

Plateforme de mise en relation avec les startups israéliennes : finder.startupnationcentral.org/startups

Annuaire des principales entreprises et autorités en charge du transport : www.en.mot.gov.il/corporations.



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN JORDANIE

DE NOMBREUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS LE PIPELINE

Etat le plus stable de la région, la Jordanie constitue un carrefour de transit et d'échanges commerciaux entre Europe, Asie et Afrique. Le port d'Aqaba, sur la mer Rouge, est une importante destination d'exportation et de réexportation de biens, et la future ouverture de la frontière avec l'Irak laisse entrevoir de nouvelles perspectives. Le pays œuvre activement à la modernisation et la libéralisation de son secteur transport, avec le soutien des organisations internationales. Parmi les réalisations récentes figurent l'extension de l'aéroport Reine-Alia (menée conjointement par AIG, consortium international ayant décroché en 2007 un contrat de concession de 25 ans, et le français ADP, qui détient le contrat de gestion correspondant), celle du port d'Aqaba (assurée par la joint-venture jordano-néerlandaise ACT, dont le contrat BOT de 25 ans a été conclu en 2006), et le projet de bus à haut niveau de service (BHNS) à Amman, en cours de réalisation, qui vise à atténuer les problèmes de congestion routière dont souffre la capitale.

La Jordanie détaille sa stratégie de développement des transports dans le Plan de croissance économique 2018-2022. Elle est assortie de plusieurs projets d'investissement, qui constituent autant d'opportunités à court et moyen termes pour les entreprises étrangères, qu'elles se positionnent en tant qu'opérateurs ou prestataires.

ILS ONT INVESTI EN JORDANIE...

Air Arabia (Émirats arabes unis). 2015. La compagnie aérienne low cost rachète 49% de Petra Airlines à son fondateur, le groupe RUM, et la renomme Air Arabia Jordan.

CMA-CGM (France). 2012. Le groupe lance Rex 2, un navire de 3900 EVP reliant directement la Chine à Aqaba, en partenariat avec les chinois Hanjin, CSCL et Yang Ming.

Air Arabia (Émirats arabes unis). 2011. La compagnie aérienne choisit la Jordanie pour implanter son 4^{ème} hub, après Sharjah, Casablanca et Alexandrie.

Air Arabia (Émirats arabes unis). 2010. Le groupe forme une joint-venture avec le jordanien Tantash pour lancer la 1^{ère} compagnie aérienne à bas coûts du pays, Air Arabia Jordan (18 M€).

City Group (Koweït). 2010. La compagnie de transport public du Koweït acquiert 51% du capital d'Autobus (Comprehensive Multiple Transport Company) of Amman (15 M€).

Le Royaume va tout d'abord financer directement des projets de transports publics (rénovation des infrastructures, renforcement des liaisons, développement de systèmes intelligents) et de transport routier de marchandises (formation, rénovation de la flotte et des équipements destinés aux conducteurs). Le pays compte par ailleurs recourir au secteur privé, tout d'abord à travers des contrats de concession (BOT) pour rénover 2 aéroports (Marka à Amman et King Hussein à Aqaba, pour des investissements respectifs de 80 et 60 millions de dollars - M\$) et construire celui de Southern Shuna dans la vallée du Jourdain, dédié au transport de passagers et de marchandises agricoles (321 M\$). Le recours à des investisseurs privés est aussi prévu pour créer une ligne de BHNS Amman-Zarqa (110 M\$ dont 24 M\$ apportés par le Conseil de coopération du Golfe).

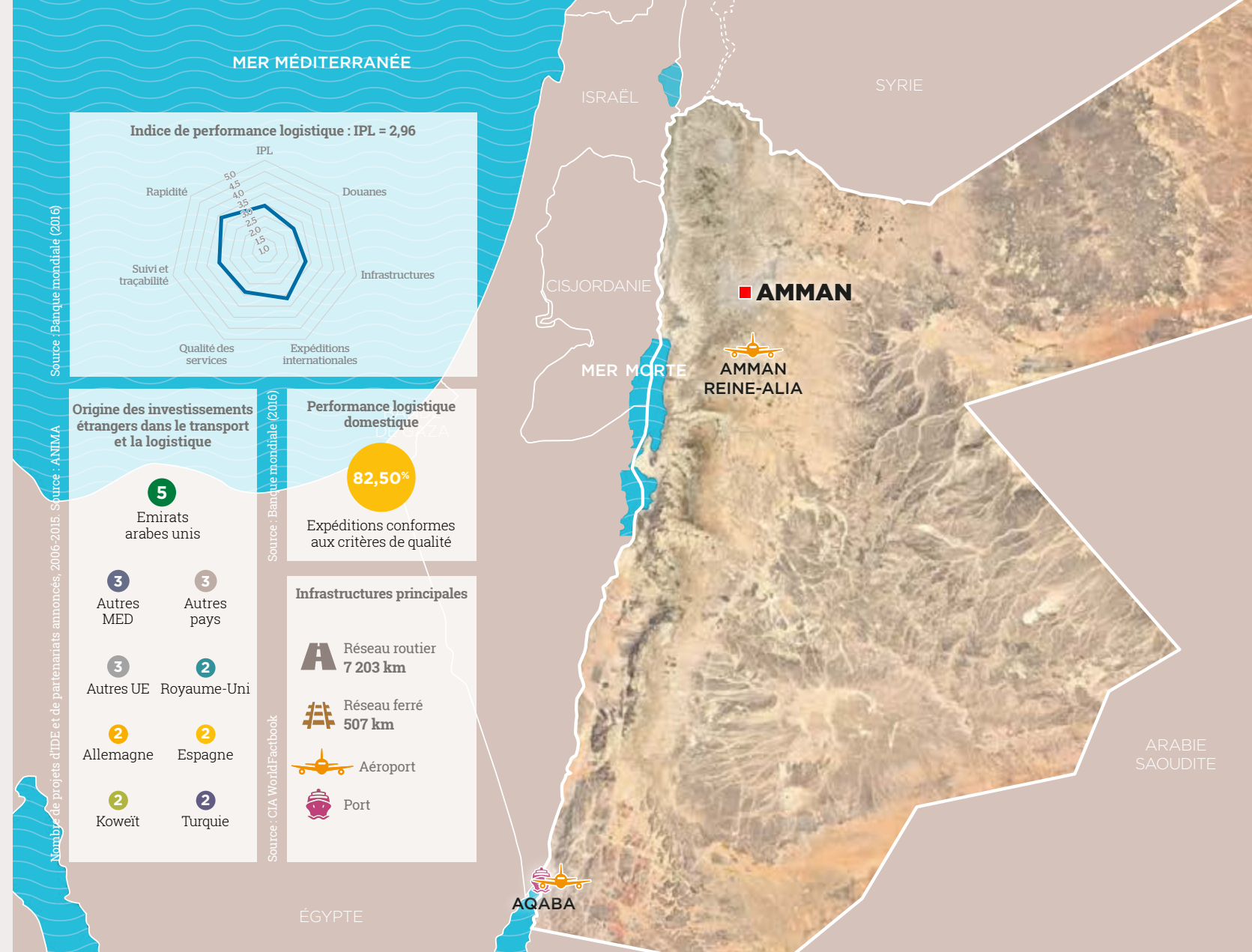
Dernière priorité, le renforcement de l'intermodalité s'appuiera sur une liaison de fret ferroviaire de 942 km reliant villes industrielles et centres logistiques du pays afin de faire le lien entre Europe et Golfe (un investissement de plus de 2 Md\$), et sur la création de deux ports secs et centres logistiques : à Amman (projet « Madounah »), et à Ma'an (à proximité du parc industriel du gouvernorat, de la future liaison ferroviaire et des axes routiers desservant l'Arabie saoudite, l'Irak et Aqaba).

EVÉNEMENT PHARE

15th TRANS Middle East : événement de portée régionale (Moyen-Orient) consacré au transport maritime. 400 professionnels pour l'édition 2018 en Jordanie, à Aqaba (24-25 octobre).

STRATÉGIE NATIONALE

Jordan Economic Growth Plan 2018-2022 (2017) : priorité à la « mise en place d'un système de transport efficace et durable » visant à faire du pays un « hub régional compétitif pour les transports maritime, aérien, ferroviaire, terrestre et logistique ». Consultable sur www.egp.jo.



CONTACTS UTILES

Jordan Investment Commission : jic.gov.jo/portal

Ministère des Transports : www.mot.gov.jo

Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba : www.aseza.jo

Association professionnelle :
Jordanian Logistics Association (JLA) : www.jla.jo



TRANSPORT ET LOGISTIQUE AU LIBAN

PRIORITÉ AUX TRANSPORTS TERRESTRES ET À L'INTERMODALITÉ

Le Liban constitue une destination attractive pour les opérateurs de transport du fait de son rôle de plateforme commerciale régionale (le commerce extérieur génère plus du quart du PIB national), de sa capitale au rayonnement économique et culturel régional, et de son économie largement libéralisée.

Le rôle de l'Etat se cantonne en effet strictement à la mise à niveau des infrastructures, à l'amélioration de la réglementation et à la mise en œuvre d'incitations au secteur privé. Plusieurs grands projets ont été menés au cours des deux dernières décennies mais il reste beaucoup à faire : les besoins en financement du secteur des infrastructures de transport sont de l'ordre de 2 milliards de dollars et concernent essentiellement les transports terrestres et l'intermodalité.

Le pays offre actuellement un accès rapide et efficace au reste de la région par voie aérienne et maritime. Les ports de Beyrouth et Tripoli sont gérés par le secteur privé à travers des contrats de concession. Celui de Beyrouth, l'un des plus grands de Méditerranée orientale, a été agrandi et abrite notamment des centres de transbordement de MSC et CMA-CGM, 2^{ème} et 3^{ème} compagnies mondiales de transport de conteneurs. À Tripoli, les travaux se poursuivent après la construction d'un nouveau terminal à conteneurs afin de tripler la capacité de

ILS ONT INVESTI AU LIBAN...

Germania (Allemagne). 2016. La compagnie aérienne met en service une liaison bi-hebdomadaire Zurich-Beyrouth.

eCab (France). 2016. La startup fondée par le leader parisien et européen du taxi s'associe au libanais Allo Taxi pour lancer son application de commande de taxi sur l'ensemble du territoire.

United Arab Shipping Company (Koweït) et Arkas Container Transport SA (Turquie). 2016. Les deux compagnies de transport maritime intègrent Tripoli dans la liste des ports qu'elles desservent.

Bolloré (France). 2012. SDV, filiale du groupe spécialiste du transport international et de la logistique, entre au capital du libanais Fast Mondial and Marine.

DHL (Allemagne). 2011. La compagnie met en œuvre un programme d'investissement au Liban, son point de redistribution pour le Moyen-Orient d'où elle opère depuis 35 ans (3,2 M€).

stockage. La dernière phase de travaux, pour laquelle le gouvernement cherche des financements évalués à 40 M\$, permettra de connecter le port aux infrastructures ferroviaires et routières les plus proches. Un nouveau port a enfin été construit à Saïda : des appels d'offres sont en cours pour compléter les équipements (portiques de quai).

Le transport terrestre constitue désormais la priorité des autorités. Dans le domaine ferroviaire tout d'abord, des études de faisabilité doivent valider le projet de future liaison côtière reliant la frontière nord à Beyrouth via Tripoli, qui sera réalisé par le secteur privé sous la supervision de la Railway and Public Bus Transport Authority (RPTA). Le gouvernement libanais poursuit également l'amélioration et la réhabilitation du réseau routier, avec le soutien de la Banque mondiale : des appels d'offres sont en cours de préparation au sein du Conseil pour la Reconstruction et le Développement (CDR).

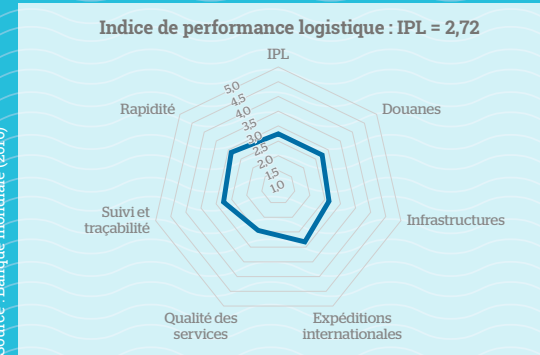
Autre enjeu majeur, le développement de transports publics doit permettre d'atténuer les problèmes d'embouteillages qui paralysent Beyrouth. Le Liban examine enfin l'opportunité de construire un port sec servant de plateforme logistique, afin de faciliter l'intermodalité et d'accélérer le dédouanement des marchandises.

ÉVÉNEMENT PHARE

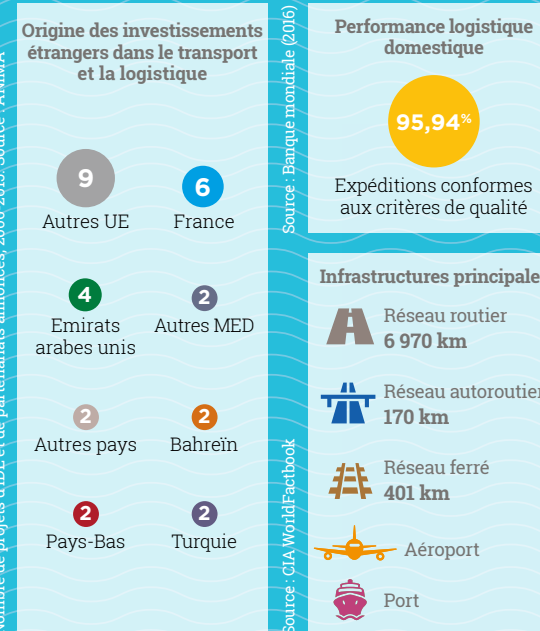
Pas d'événement dédié mais le volet BTP du secteur des transports est couvert par Project Lebanon : salon annuel des métiers de la construction, à Beyrouth. Plus de 300 exposants et 20 pays pour la 23^{ème} édition (26-29 juin 2018).

STRATÉGIE NATIONALE

Economic and Social Reform Action Plan 2012-2015 (2012) : identification des priorités du secteur des transports. Besoins en financement estimés à 2 milliards de dollars. Consultable sur www.pcm.gov.lb.



Source : Banque mondiale (2016)



Nombre de projets d'IDE et de partenariats annoncés, 2006-2015. Source : ANIMA

MER MÉDITERRANÉE

TRIPOLI

BEYROUTH

BEYROUTH

SYRIE

ISRAËL

CONTACTS UTILES

Invest in Lebanon (IDAL) : investinlebanon.gov.lb

Ministry of Public Works and Transport : www.transportation.gov.lb

Association professionnelle :
Association of Lebanese Industrialists (ALI) : www.ali.org.lb



TRANSPORT ET LOGISTIQUE AU MAROC

UN SECTEUR EN PLEIN BOOM

Fort de sa situation géographique privilégiée et conscient du rôle vital du secteur pour sa compétitivité globale, le Maroc a engagé dès les années 2000 une ambitieuse stratégie d'amélioration de ses infrastructures et services de transport et de logistique, qui porte aujourd'hui ses fruits. Le choix de l'European Logistics Association, qui organise au Maroc son congrès annuel Eurolog 2018, est une belle reconnaissance du rôle de hub commercial entre Europe et Afrique de l'Ouest que le Royaume joue désormais.

La mise à niveau des infrastructures, qui a mobilisé plus de 12 Md€ au cours de la période 2010-2015, se poursuit à un rythme soutenu. Parmi les projets emblématiques figurent le projet de port en eau profonde de Tanger Med et la ligne de train grande vitesse (LGV) Casablanca-Tanger, qui doit entrer en service en 2018.

L'offre logistique connaît elle aussi une forte progression : l'Agence marocaine de développement de la logistique (AMDL) estime que la superficie en plateformes logistiques a presque été multipliée par 7 en 6 ans, permettant une baisse considérable des coûts d'entreposage. Les besoins de l'industrie marocaine, en pleine expansion, sont cependant loin d'être couverts : de nombreux marchés restent à explorer malgré l'arrivée de plusieurs opérateurs globaux.

ILS ONT INVESTI AU MAROC...

Mory (France). 2016. Le transporteur investit dans un centre logistique dans le parc industriel Midparc Casablanca, après avoir ouvert des agences à Tanger et Casablanca.

UPS (Etats-Unis). 2016. Le leader de la messagerie express inaugure son nouvel entrepôt sous douane de 1 300 m² à l'aéroport international Mohammed V de Casablanca.

DHL (Allemagne). 2016. Le logisticien lance sa deuxième connexion au Maroc et inaugure un nouveau vol quotidien entre l'aéroport Ibn Battouta de Tanger et sa plateforme mondiale de Leipzig.

Calsina Carre (Espagne). 2015. Le groupe de logistique et transport investit pour doubler le nombre de camions de la flotte de sa filiale marocaine, établie à Tanger (1,8 M€).

Rhenus Logistics/KOG (Allemagne). 2015. Le logisticien s'implante à Tanger, où il installe sa filiale marocaine, et prévoit d'ouvrir des bureaux à Casablanca, Agadir, Marrakech et Fès.

Le Maroc va donc continuer à fourmiller d'opportunités pour les entreprises étrangères. Les grands chantiers d'infrastructures représentent autant de contrats de BTP et prestations associées : fourniture d'équipements, gestion, formation et conseil. Dans le secteur routier, le parc administré par Autoroutes du Maroc doit faire l'objet d'une libéralisation.

Côté rail, l'Office national des chemins de fer (ONCF) dispose d'un budget de plus de 10 Md€ à l'horizon 2035 pour une liaison Tanger-Agadir via Rabat, Casablanca, Marrakech et Essaouira (dont une LGV Casablanca-Marrakech), puis Casablanca-Oujda via Meknès et Fès, mais aussi de nombreux chantiers de modernisation et de possibles lignes de tramways urbains qui complèteraient les premières réalisations de Rabat et Casablanca.

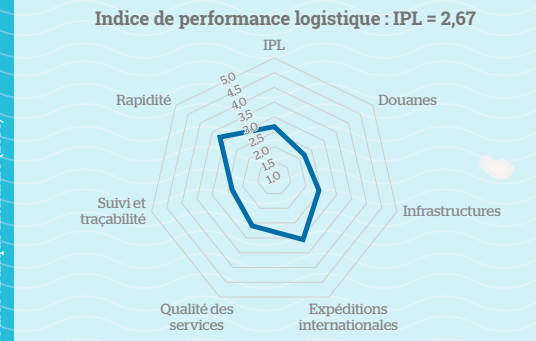
Dans le secteur aérien, l'Office national des aéroports (ONDA) encadre des projets de rénovation et d'agrandissement visant à accompagner le développement du tourisme. Dans le domaine maritime enfin, plusieurs nouveaux ports sont planifiés. Le secteur logistique n'est pas en reste, avec des opportunités dans les services logistiques intégraux, les activités de transport de qualité et la poursuite du développement de plateformes logistiques.

EVÉNEMENT PHARE

Logismed : salon du transport et de la logistique pour l'Afrique et la Méditerranée, événement annuel à Casablanca. 150 exposants et près de 5 000 visiteurs professionnels pour la 7^{ème} édition (mai 2018).

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie Nationale de Développement de la Compétitivité Logistique (2014) : développement des zones logistiques (3 300 hectares à horizon 2030, contre 600 ha en 2016), optimisation des chaînes logistiques, gouvernance, développement des compétences et émergence de logisticiens performants. Consultable sur www.amdl.gov.ma.



CONTACTS UTILES

Invest in Morocco : www.invest.gov.ma

Agence Marocaine de Développement de la Logistique (AMDL) : www.amdl.gov.ma

Portail d'informations sur la logistique au Maroc : www.ma-logistique.ma

Portail marocain des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Associations professionnelles :

Association marocaine pour la logistique (AMLOG) - www.amlog.ma
Comités logistiques des fédérations (automobile, agroalimentaire, aéronautique, etc.) de la Confédération générale des entreprises du Maroc - www.cgem.ma
Cluster logistique de la région Souss-Massa - www.logipolesm.org.ma



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN PALESTINE

UN DÉVELOPPEMENT TRIBUTAIRE DU PROCESSUS DE PAIX

L'amélioration des services de transport et de logistique en Palestine n'aura pas lieu sans un changement radical des relations du pays avec ses voisins, Israël en premier lieu. Le commerce intérieur et extérieur palestinien est en effet largement géré par l'Etat israélien du fait de son contrôle sur les frontières, routes, voies ferrées, ports et aéroports.

Les restrictions à la libre-circulation des biens et personnes sont nombreuses : checkpoints, fermetures de routes, fortes entraves des flux avec la bande de Gaza liées à l'embargo économique partiel. Le commerce entre Cisjordanie et Gaza est assuré par voie terrestre, sur des routes dépendant également d'Israël.

Les entreprises palestiniennes exportatrices disposent quant à elles de 3 options : le passage par les ports et aéroports israéliens, qui reste le plus compétitif en dépit des contraintes sécuritaires ; le transit par la Jordanie, qui gagne en attractivité grâce à la mise à niveau des équipements de l'aéroport Reine-Alia et du port d'Aqaba ; et enfin l'expédition des produits en Egypte via Israël, qui constitue la solution la plus chère sauf lorsque l'Egypte constitue la destination finale.

Cet état de fait pénalise fortement les entreprises locales en augmentant leurs coûts logistiques, en allongeant les durées de transit et en amoindrissant leurs capacités à s'engager sur des délais.

Une amélioration de la situation serait extrêmement profitable : près de 85 % du PIB palestinien repose sur des flux commerciaux (20 % à l'export et le reste à l'import). Nombre d'entreprises palestiniennes souhaitent d'ailleurs s'orienter vers une stratégie d'exportation, mues par une logique de nécessité comme d'opportunité.

La Palestine dispose en effet de plusieurs avantages réels malgré son enclavement actuel : emplacement stratégique à l'est de la Méditerranée, proximité avec plusieurs ports efficaces, frontières directes avec la Jordanie et l'Egypte, et accords commerciaux avec l'Union européenne, les États-Unis, la Jordanie et l'Égypte ou encore les pays de la Ligue arabe.

L'allègement des points de contrôle pour fluidifier la mobilité des biens et personnes entre Palestine et Israël ouvrirait la voie à de nombreuses opportunités dans le secteur des services de transport et de logistique, comme dans le reste de l'économie palestinienne.

Elle ne semble malheureusement pas à l'ordre du jour, même si l'on peut signaler des discussions sur la création d'un port qui permettrait de désenclaver Gaza en organisant le transport de marchandises avec la partie turque de Chypre ou avec une île artificielle.

ILS ONT INVESTI EN PALESTINE...

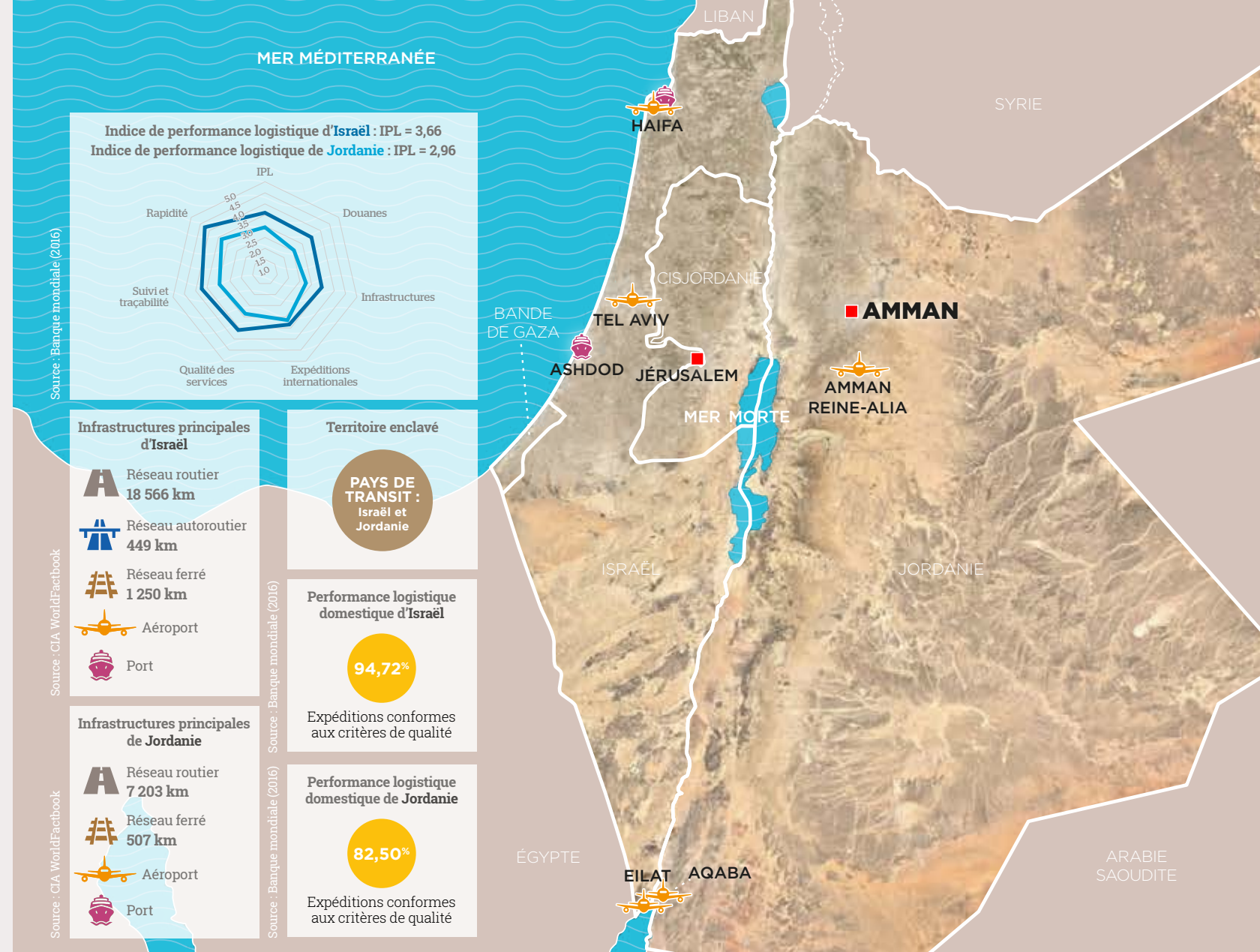
Careem (Émirats arabes unis), 2017. Le « Uber émirati » lance son application à Ramallah et prévoit de l'étendre à d'autres villes palestiniennes dans un futur proche.

EVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement majeur en Palestine.

STRATÉGIE NATIONALE

Stratégie nationale d'export - Logistique et facilitation du commerce (2014-2018) : 3 objectifs stratégiques. 1. Renforcement des capacités des institutions nationales chargées d'accompagner les entreprises exportatrices, 2. Amélioration de l'accès à l'information, 3. Amélioration des itinéraires et procédés d'exportation grâce à l'identification de nouvelles solutions et à la rationalisation de l'existant. Consultable sur www.paltrade.org.



CONTACTS UTILES

Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA) : www.pipa.ps

Associations professionnelles :

Palestinian Federation of Industries (PFI) - www.pfi.ps

Palestine Trade Centre (PalTrade, association nationale délivrant des services d'appui à l'export) - www.paltrade.org.



TRANSPORT ET LOGISTIQUE EN TUNISIE

DES PROJETS STRUCTURANTS EN COURS D'IDENTIFICATION

La Tunisie est un pays à vocation essentiellement exportatrice, misant sur une économie ouverte. Le secteur transport et logistique, qui représentait 7 % du PIB national en 2015, revêt donc une importance cruciale pour le développement et la compétitivité du pays. Les flux logistiques, internes et internationaux, augmentent en moyenne 2 fois plus vite que le PIB et devraient doubler dans les 10 prochaines années.

La Tunisie est le premier pays de la région à avoir conçu des projets logistiques structurants, avec le port en eau profonde d'Enfidha et un réseau national de plateformes logistiques attenantes aux ports de commerce, aéroports et voies ferrées. Plusieurs années de sous-investissement ont toutefois conduit à une nette dégradation des infrastructures et une baisse de la performance logistique du pays.

Le gouvernement s'est engagé à y remédier avec le plan quinquennal 2016-2020, qui chiffre à 6 milliards d'euros les besoins d'investissements du secteur, dont plus du tiers devra provenir d'investissements extérieurs. Le pays prépare pour cela une stratégie nationale logistique et un Plan directeur national des transports à l'horizon 2040. Les besoins sont nombreux, notamment pour le développement des transports publics (réhabilitation et extension des réseaux, renouvellement

ILS ONT INVESTI EN TUNISIE...

UPS (Etats-Unis). 2016. Le spécialiste de la messagerie rapide s'associe au tunisien Express Logistic pour développer une compagnie de fret aérien desservant 51 capitales africaines depuis Enfidha.

Rhenus Logistics (Allemagne). 2015. Le logisticien crée une filiale tunisienne portant le nom du groupe suisse qu'il a récemment absorbé, KOG Transport.

RATP/RATP DEV (France). 2015. Le groupe public signe un partenariat avec la Société des transports de Tunis pour améliorer l'efficacité de son réseau.

CMA-CGM (France). 2015. L'armateur applique en Tunisie sa stratégie de développement de ports secs en créant une filiale de transport terrestre, CMA CGM Inland Services Tunisia.

Emirates Airline (Émirats arabes unis). 2013. La compagnie aérienne implante à Tunis une succursale de sa filiale DNata, quatrième groupe mondial de services aéroportuaires.

des équipements et des véhicules), la modernisation des services de transport maritime et le développement du fret par voie ferroviaire notamment. Certains projets sont déjà lancés, à l'instar de la création du réseau ferré rapide de Tunis (600 M€), et de la réhabilitation et l'extension du réseau de métro léger (tramway), dans la capitale également.

La Tunisie offre donc des opportunités variées pour les entreprises étrangères, en dépit de la taille modeste de son marché. L'efficacité de la logistique locale a déjà convaincu de nombreux investisseurs étrangers, qui se sont implantés dans le pays et contribuent au renforcement des savoir-faire et à la baisse des coûts logistiques, pour l'instant élevés par rapport à ceux des grandes puissances émergentes.

De nombreux appels d'offres seront lancés dans les mois et années à venir. Parmi les grands projets en cours d'identification figurent en particulier la réalisation de 5 zones logistiques d'une superficie totale de 580 ha, dans le cadre de partenariats public-privé, la création d'un cluster régional de la logistique dans la région de Sfax (qui bénéficie notamment du soutien du projet européen Logismed Soft), et l'extension et la modernisation de l'aéroport international de Tunis-Carthage, ou bien la construction d'un nouvel aéroport, Airport City, desservant le Grand Tunis.

EVÉNEMENT PHARE

Pas d'événement dédié mais le volet BTP du secteur des transports est couvert par Batimaghreb Expo : salon annuel du BTP, à Tunis. Plus de 60 exposants pour la 12^{ème} édition (25-26 octobre 2017).

STRATÉGIE NATIONALE

Plan Tunisia 2020 (2016) : définition des objectifs du secteur transport et logistique à l'horizon 2020. Création de 30 000 emplois, réduction des émissions de CO2 (-20 % par rapport à 2010), développement du secteur logistique (5,5 % du PIB contre 4,5 % en 2010), aménagement de 580 ha de zones logistiques (800 M€ dont 60 % financés par le secteur privé). Consultable sur www.tunisia2020.com.

Plan national logistique en cours d'élaboration : lancement en 2017 de plusieurs appels d'offres relatifs à l'élaboration de référentiels, indicateurs de performance et du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, consultables sur le site du ministère du Transport - www.transport.tn.



CONTACTS UTILES

Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) :
www.tunisieindustrie.nat.tn

Associations professionnelles :
Fédération nationale des transports, au sein de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) - www.utica.org.tn.
Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONECT) - www.conect.org.tn.

